



Bundesministerium  
für Umwelt, Naturschutz  
und Reaktorsicherheit



Comité de vérification  
de la Convention alpine  
3<sup>e</sup> réunion  
du 28 au 30.6.2004 à Berlin

ImplAlp/2004/3/6/1 Rev.1 cor.1  
7.7.2004  
(or.de)

## **Modèle de rapport**

Questionnaire

**Projet**  
**Questionnaire**

**Modèle-type destiné à servir de base aux rapports périodiques  
des Parties contractantes,  
conformément à la décision VII/4 de la Conférence alpine**

# Sommaire

Comment remplir le questionnaire.....	1
Abréviations.....	2
Données concernant la provenance et l'établissement du rapport .....	3
<b>1<sup>ERE</sup> PARTIE : PARTIE GENERALE .....</b>	<b>4</b>
A. Introduction.....	5
B. Obligations générales de la Convention alpine .....	10
I. Article 2 paragraphe 2 a de la CA – Obligations générales relatives à la population et à la culture .....	10
II. Article 2 paragraphe 2 b de la CA – Obligations générales relatives à l'aménagement du territoire ....	14
III. Article 2 paragraphe 2 c de la CA – Obligations générales relatives à la qualité de l'air .....	17
IV. Article 2 paragraphe 2 d CA – Obligations générales relatives à la protection des sols.....	19
V. Article 2 paragraphe 2 e CA – Obligations générales relatives au régime des eaux.....	22
VI. Article 2 paragraphe 2 f CA – Obligations générales relatives à la protection de la nature et à l'entretien des paysages .....	25
VII. Article 2 paragraphe 2 g de la CA – Obligations générales relatives à l'agriculture de montagne .....	29
VIII. Article 2 paragraphe 2 h de la CA – Obligations générales relatives aux forêts de montagne .....	31
IX. Article 2 paragraphe 2 i de la CA – Obligations générales relatives au tourisme et aux loisirs .....	35
X. Article 2 paragraphe 2 j de la CA – Obligations générales relatives aux transports .....	37
XI. Article 2 paragraphe 2 k de la CA –Obligations générales relatives à l'énergie .....	40
XII. Article 2 paragraphe 2 l de la CA – Obligations générales relatives à la gestion des déchets .....	43
C. Obligations débordant de la Convention alpine et des protocoles d'application.....	46
D. Questions complémentaires.....	57
<b>2<sup>EME</sup> PARTIE : PARTIE SPECIFIQUE, DEDIEE AUX OBLIGATIONS PARTICULIERES RESULTANT DES PROTOCOLES.....</b>	<b>58</b>
A. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement durable (Protocole du 20.12.1994).....	58
B. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection des sols (Protocole du 16.10.1998) .....	69
C. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages (Protocole du 20.12.1994) .....	86
D. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'agriculture de montagne (Protocole du 20.12.1994) .....	103
E. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des forêts de montagne (Protocole du 27.2.1996) .....	115
F. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine du tourisme (Protocole du 16.10.1998) .....	127
G. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des transports (Protocole du 31.10.2000) .....	141

**H. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'énergie (Protocole du 16.10.1998) ..... 151**

## ***Comment remplir le questionnaire***

Les questions sont imprimées sur fond gris. En ce qui concerne les questions auxquelles vous devrez répondre en cochant la case correspondante, en général tout autre commentaire est à éviter fondamentalement. Dans le cas de certaines questions, il peut néanmoins être opportun d'apporter une réponse plus différenciée au lieu de cocher des réponses proposées, par exemple à cause de particularités régionales ou communales. Si vous deviez éventuellement buter sur des difficultés en remplissant ce questionnaire, veuillez répondre aux questions correspondantes dans toute la mesure du possible. Vous pourrez mentionner ces difficultés éventuelles sous la rubrique « Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires ».

Les réponses à ce questionnaire devront donner une vue aussi complète que possible de la mise en oeuvre de la Convention alpine et de ses protocoles.

La formulation de ce questionnaire est calquée fondamentalement sur les textes de la Convention alpine et de ses protocoles. Les questions formulées dans ce questionnaire ne changent rien aux obligations des Parties contractantes résultant de la Convention alpine et de ses protocoles.

Les informations fournies par une Partie contractante à titre confidentiel devront être marquées comme telles dans la réponse au questionnaire.

Les questions portent respectivement sur la Partie contractante qui remplit le questionnaire et son territoire ou sur l'espace alpin se trouvant sur son territoire. On entend par espace alpin le champ d'application de la Convention alpine défini à l'article 1 de la Convention alpine.

La Partie contractante remplissant le questionnaire est nommée dans celui-ci le « pays ». Pour simplifier, on a renoncé à une dénomination différente pour la Communauté européenne. La dénomination « pays » couvre donc, de même, la Communauté européenne.

## **Abréviations**

On a utilisé les abréviations suivantes :

CA		Convention sur la protection des Alpes (Convention alpine)
Protocole	Agriculture de montagne	Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'agriculture de montagne
Protocole	Forêts de montagne	Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des forêts de montagne
Protocole	Protection des sols	Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection des sols
Protocole	Énergie	Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'énergie
Protocole	Protection de la nature et entretien des paysages	Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages
Protocole	Aménagement du territoire et développement durable	Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement durable
Protocole	Tourisme	Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine du tourisme
Protocole	Transports	Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des transports

## ***Données concernant la provenance et l'établissement du rapport***

Nom de la Partie contractante	République de Slovénie
-------------------------------	------------------------

Veuillez mentionner l'institution nationale à contacter:	
Nom de l'organisme national à contacter	Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire Directorat de l'aménagement du territoire Département du développement du territoire
Nom de la personne responsable et désignation de sa fonction	Margarita Jančič, Secrétaire d'Etat
Adresse postale	Dunajska cesta 48
Numéro de téléphone	++ 386 1 478 70 24
Numéro de télécopie	++ 386 1 478 72 22
Mél	margarita.jancic@gov.si

Signature de la personne responsable de la remise du rapport	Janez PODOBNIK MINISTRE
Date de remise du rapport	

Veuillez mentionner les organismes impliqués (par exemple les organisations non gouvernementales, les collectivités territoriales, les institutions scientifiques).

Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, ministère de l'Economie, ministère de l'Agriculture, des Forêts et de l'Alimentation, ministère des Transports, ministère de la Culture, agence de République de Slovénie pour l'environnement, agence de République de Slovénie pour l'utilisation efficace de l'énergie et les sources d'énergie renouvelable, département gouvernemental pour l'autogestion locale et la politique régionale, CIPRA-Slovénie (Commission internationale pour la protection des Alpes), Municipalité de Maribor.

## 1<sup>ère</sup> partie : partie générale

**Remarque : Toutes les Parties à la Convention alpine doivent répondre aux questions de la partie générale.**

Veillez indiquer, pour les protocoles dont votre pays est Partie contractante, la date de ratification (ou d'adoption ou d'agrément) et la date d'entrée en vigueur dans votre pays du/des protocole(s) en question. Veillez formuler les dates selon l'exemple suivant : 01 janvier 2003).

Nom du protocole	ratifié <sup>3</sup> le	en vigueur depuis le
Protocole Aménagement du territoire et développement durable	28. 11. 2003	28. 4. 2004
Protocole Protection des sols	28. 11. 2003	28. 4. 2004
Protocole Protection de la nature et entretien des paysages	28. 11. 2003	28. 4. 2004
Protocole Agriculture de montagne	28. 11. 2003	28. 4. 2004
Protocole Forêts de montagne	28. 11. 2003	28. 4. 2004
Protocole Tourisme	28. 11. 2003	28. 4. 2004
Protocole Transports	28. 11. 2003	28. 4. 2004
Protocole Énergie	28. 11. 2003	28. 4. 2004
Protocole sur le règlement des différends	28. 11. 2003	28. 4. 2004

Si certains protocoles ne sont pas encore ratifiés<sup>4</sup>, veuillez en indiquer la raison et la date à laquelle cela sera susceptible d'être fait.

--

<sup>3</sup> Ou adopté ou agréé.

<sup>4</sup> Ou adopté ou agréé.

## ***A. Introduction***

1. Quelle part de votre territoire national (en %) est comprise dans l'espace alpin ?	33 %
---	------

2. Quel est le produit intérieur brut de votre pays dans l'espace alpin ?	
---	--

3. Quelle part (en %) représente le produit intérieur brut de l'espace alpin de votre pays par rapport au produit intérieur brut total de celui-ci ?	
--	--

4. Quelle importance ont la Convention alpine et ses protocoles pour votre pays ?
<p>La réalisation des principes, concepts directeurs et mesures de la Convention alpine et de ses protocoles garantit un équilibre entre les exigences relatives au développement économique et à la préservation et à la conservation de l'environnement et du paysage naturel et culturel du paysage alpin slovène. Malheureusement, la CA est encore plutôt méconnue et négligée dans l'espace alpin slovène. La CA devrait devenir le fondement de l'activité dans le monde alpin en Slovénie et la Slovénie devrait devenir un des promoteurs de la mise en œuvre de la CA dans les Alpes. A l'échelle nationale, il serait essentiel d'intensifier la réalisation des principes et concepts directeurs de la CA pour préserver l'espace alpin slovène et son extraordinaire patrimoine naturel et culturel, et ainsi l'identité de la Slovénie en Europe. Ce but sera atteint grâce à un aménagement continu (en respect avec la nature) et au contrôle des activités de l'espace alpin, en tant que zone économique, touristique, espace de détente et espace vital, ce qui permettra à la population autochtone comme aux visiteurs et invités d'harmoniser avec la nature leur séjour et leurs activités dans l'espace alpin.</p>

5. Existe-t-il des décisions judiciaires ou administratives se référant à la Convention alpine et aux protocoles ratifiés par votre pays (ou, en l'occurrence, aux prescriptions juridiques transposant ces obligations) ?

Oui	x	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, veuillez mentionner dans quels domaines juridiques de telles décisions ont été prises et donner quelques exemples.

*Loi pour l'aménagement du territoire;*  
*loi de protection de la nature;*  
*loi pour la protection de l'environnement;*  
*loi concernant le parc national du Triglav;*  
*loi sur l'eau;*  
*loi pour l'élimination des conséquences de catastrophes naturelles;*  
*loi pour la conservation du patrimoine culturel;*  
*loi sur la forêt;*  
*loi sur les surfaces agricoles cultivables;*  
*loi pour la reconstruction d'objets et la promotion du développement de la vallée de Soča après le tremblement de terre ;*  
*loi sur l'énergie;*  
*stratégie de développement pour la Slovénie;*  
*politique d'aménagement du territoire de la République de Slovénie;*  
*stratégie de développement du territoire slovène;*  
*aménagement du territoire slovène.*

6. Veuillez décrire en résumé ce qui a été fait jusqu'ici et ce qui est prévu pour soutenir la mise en oeuvre des objectifs de la Convention alpine et des protocoles en vigueur dans votre pays.

Vous pouvez également citer ici d'autres activités générales en rapport avec la Convention Alpine, qui vont cependant au delà de ses obligations ou bien d'activités ou de programmes qui promeuvent les buts de la Convention alpine en dehors de votre pays.)

En 1997, le gouvernement de la République de Slovénie a créé un groupe trans-départemental de coordination pour la réalisation de la CA, groupe dont l'objectif premier est la garantie d'un meilleur flux d'informations et d'une intégration active dans la planification du développement des régions montagneuses de Slovénie. En 2004, la *Stratégie de développement du territoire slovène* et l'*Aménagement du territoire slovène* ont été adoptés; ces deux documents fixent l'orientation stratégique pour le développement des activités, de manière à ce que l'infrastructure économique et sociale de base et l'exploitation correspondante des ressources naturelles dans l'espace alpin soient garanties, compte tenu de la conservation de la nature et de la protection du patrimoine culturel. De plus, nous encourageons le tourisme écologique, l'agriculture biologique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelable et nous préparons le soutien des communautés vivant en montagne dans le but de garantir la survie des caractéristiques identifiables des paysages alpins.

Dans le cadre des tâches de la répartition régionale des types de paysages de Slovénie et paysages de la région alpine, nous avons élaboré une typologie des paysages alpins et fixé les directives pour maintenir ses caractéristiques identifiables (valeur d'identification). De plus, nous avons également défini les régions dont les paysages sont exceptionnels.

Dans le cadre du programme européen de protection de l'environnement Natura 2000, nous avons également défini en 2004 les réserves spéciales et réserves spéciales potentielles de l'espace alpin.

La Slovénie participe déjà activement au le programme INTERREG III B « Espace alpin » depuis le début de la période du programme 2000 – 2006 ; dans le cadre des quatre appels d'offre effectuées à ce jour, 35 projets ont été autorisés dans lesquels sont impliqués 44 partenaires de projets slovènes. La coopération transfrontalière dans l'espace alpin est

également encouragée par le cofinancement de programmes dans le cadre de INTERREG III A Autriche-Slovénie et Italie-Slovénie.

En 2003, la Slovénie a mis en place le programme „Population et culture“. Nous avons créé des bases d'information pour surveiller les interférences dans cet espace et organisé le séminaire international „Développement et Aménagement du territoire dans les Alpes“. La Slovénie collabore au „réseau des réserves alpines“ et a réalisé l'étude „Collaboration transfrontalière des communes“ dans le secteur de l'aménagement du territoire. Dans le cinquième programme-cadre de l'UE, nous avons également mené le projet international *REGALP – Développement régional et transformation du paysage culturel à l'exemple des Alpes*.

La réalisation du programme „*Réseau de communes - Alliance dans les Alpes*“, auquel participent 110 communes de 7 Etats, doit encore être encouragé et répandu en Slovénie (actuellement, seules trois communes slovènes participent à ce réseau). Une gestion plus ciblée des moyens alloués par chaque ministère pour soutenir les programmes et projets des Organisations Non Gouvernementales (ONG) offre également de grandes possibilités pour une mise en œuvre plus efficace de la CA.

CIPRA-Slovénie promeut la CA lors de chaque évènement organisé par la délégation nationale de la CIPRA en Slovénie et auxquels celle-ci participe, par exemple:

- Exposition *Les meilleures des Alpes*, Kamnik, novembre 2002: photos présentant les problèmes de l'espace alpin au sujet des protocoles de la CA.
- *Feu dans les Alpes*: manifestation des associations pour l'environnement dans les Alpes, indépendantes du gouvernement, qui soulignent les problèmes environnementaux dus aux feux en montagne dans les Alpes. En 2004, CIPRA-Slovénie a imputé ces feux dans les montagnes slovènes aux problèmes de circulation, qui ont également un impact sur le monde alpin en Slovénie ;
- *Semaine des Alpes – Les Alpes des générations futures*, septembre 2004: lors de cette conférence sur l'avenir des Alpes, nous avons présenté la vie dans les Alpes, qui constitue la CA.
- *Parc régional Kamniške Alpe – Alpes de Savinja* : il y a deux ans, CIPRA-Slovénie a relancé l'idée du parc régional Kamniške Alpe – Alpes de Savinja. Depuis, de nombreuses activités ont été mises en place visant à l'encouragement, la promotion et l'organisation de ce parc. CIPRA-Slovénie a aussi procédé à une analyse des méthodes

de protection dans la zone prévue pour le parc, ainsi que les avantages que comporterait la création de ce parc.

- *Avenir des Alpes* : Le projet international de la Convention internationale de protection des Alpes intitulé *Avenir des Alpes* a pour objectif la mise en oeuvre d'un réseau d'information dans les Alpes pour assurer un développement respectant la nature, ce qui représente l'un des buts principaux de la Convention alpine.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Nous ne pouvons pas répondre aux questions concernant le produit intérieur brut de notre pays dans l'espace alpin et concernant la part du produit intérieur brut de l'espace alpin dans notre pays par rapport au produit intérieur brut total de celui-ci. Les régions statistiques (SKTE 3 ou NUTS 3) prises en compte dans les sources et la méthodologie du calcul du PIB sont les plus petites surfaces possibles, à partir desquelles ces données ont pu être établies. Sachant que la région alpine a été subdivisée en communes et en collectivités territoriales conformément à la Convention Alpine, nous ne pouvons donner aucune indication concernant le PIB de cette région.

## ***B. Obligations générales de la Convention alpine***

### **I. Article 2 paragraphe 2 a de la CA – Obligations générales relatives à la population et à la culture**

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 a de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants :

a) population et culture - en vue d'assurer le respect, le maintien et la promotion de l'identité culturelle et sociale de la population qui y habite et la garantie de ses ressources fondamentales, notamment de l'habitat et du développement économique respectant l'environnement ainsi que l'encouragement de la compréhension mutuelle et des relations de collaboration entre la population des Alpes et des régions extra-alpines ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 a de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Loi pour la réalisation de l'intérêt culturel public ;*  
*loi pour la conservation du patrimoine culturel ;*  
*loi pour la promotion du développement régional harmonieux ;*  
*loi de protection de l'environnement ;*  
*loi pour la protection contre les catastrophes ;*  
*loi concernant le parc national du Triglav ;*  
*stratégie de développement du paysage slovène ;*  
*stratégie de développement du territoire slovène ;*  
*résolution pour le programme culturel national 2004-2007 ;*  
*programme de développement rural ;*  
*programme de protection contre les catastrophes.*

2. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer le respect, le maintien et/ou la promotion de l'identité culturelle et sociale de la population qui habite les Alpes ?

La *loi pour la réalisation d'un intérêt culturel public* définit l'intérêt pour la création, la transmission et la protection des biens culturels et détermine l'infrastructure culturelle publique ainsi que la réalisation d'activités culturelles. Selon la loi, l'intérêt culturel public se réalisera en fixant des conditions pour la création culturelle, l'accès au patrimoine culturel, la diversité

culturelle, l'identité culturelle slovène et l'espace culturel slovène commun. Les collectivités territoriales communes se soucient également de l'intérêt culturel de la République de Slovénie. Plus concrètement, la *loi pour la protection du patrimoine culturel* couvre le domaine du patrimoine et des monuments culturels. En protégeant les centres culturels et les monuments ethnologiques importants, la population locale est indirectement amenée à conserver les traditions de son environnement.

Le *programme de développement rural* réalise un des objectifs les plus importants, à savoir le maintien de l'habitat dans le paysage culturel. Nous poursuivons ce but grâce au programme slovène sur l'environnement agricole, qui reconnaît l'importance du rôle multifonctionnel de l'agriculture dans la société grâce aux indemnités compensatoires. Le *programme de développement rural* subventionne les activités complémentaires dans les fermes en tant que source supplémentaire de revenus, avant tout dans les régions montagneuses.

Pour atteindre un développement du territoire harmonieux et équilibré, la *stratégie de développement du territoire slovène* définit le développement d'un système urbain polycentrique, dans le cadre duquel l'accès aux fonctions et services publics dans les centres urbains est assuré. Ainsi, une qualité de vie est garantie dans toutes les régions de l'espace alpin slovène.

Cette orientation est également encouragée par les mesures correspondantes issues de la *loi pour l'encouragement du développement régional harmonieux*.

Lors des appels d'offre effectués tous les ans ou tous les deux ans dans le domaine artistique, la priorité est donnée aux programmes et aux projets des régions montagneuses ayant pour objectif de conserver et promouvoir les activités culturelles, de rénover les monuments et le patrimoine culturel ainsi que de créer une infrastructure culturelle correspondante.

3. Quelles sont les mesures prises en vue d'assurer la garantie des ressources fondamentales de la population habitant les Alpes, en l'occurrence en faveur d'un habitat et d'un développement économique respectant l'environnement ?

L'agence pour le développement régional participe au règlement des dépenses, notamment grâce au *fonds pour le développement régional et la conservation de l'habitat des régions rurales en Slovénie*, ainsi qu'avec les agences régionales de développement et les autres instituts, qui sont d'importance pour un développement régional harmonieux. Concernant la

politique visant à un développement régional harmonieux, les objectifs poursuivis dans les régions présentant des problèmes de développement spéciaux sont:

- réduire l'écart entre le développement de la région concernée et la moyenne nationale;
- augmenter le niveau général de développement;
- supprimer les problèmes structurels et le chômage élevé ;
- éviter les déplacements de populations défavorables, en particulier dans les régions frontalières et les régions à facteurs limitatifs.

Les critères permettant de définir les régions présentant des problèmes de développement particuliers sont également cités. Ces régions bénéficient d'aides de l'Etat pour la mise en oeuvre du développement régional harmonieux en Slovénie. Ces aides sont attribuées aux communes et aux personnes physiques ou morales par adjudications administratives dans le cadre du programme de développement régional ou plutôt du programme de développement commun.

Le *programme de développement rural* permet le versement d'indemnités compensatoires sur la base des adjudications aux régions ayant des activités agricoles limitées, notamment les régions montagneuses, afin d'augmenter le revenu des paysans dans ces régions.

Les collectivités territoriales locales se soucient davantage des infrastructures de transports et des autres infrastructures, particulièrement depuis que la République de Slovénie est souveraine; c'est pourquoi tous les villages de montagne sont équipés d'infrastructures pour l'électricité, l'eau courante et les télécommunications.

4. Quelles sont les mesures prises pour promouvoir la compréhension mutuelle et les comportements partenariaux entre les populations alpines et non alpines ?

La stratégie de développement du territoire promeut le développement global de l'espace rural en contact avec les régions urbaines. Ces directives sont réalisées grâce à l'aménagement du territoire et l'élaboration de dossiers au niveau régional (projet régional du développement du territoire) et au niveau local (stratégie de développement du territoire des communes, aménagement du territoire des communes, planification des sites des communes). Des projets régionaux de développement du territoire pour les régions Savinjska, Koroška et Gorenjska sont

aussi en cours de préparation.

Le *forum des communautés montagnardes*, dont l'objectif est de mettre en contact le potentiel de protection de l'environnement et de développement des différentes collectivités territoriales avec des groupes extérieurs au monde de la montagne, fait également partie du système d'organisation CIPRA-Slovénie.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## II. Article 2 paragraphe 2 b de la CA – Obligations générales relatives à l'aménagement du territoire

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 b de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

b) aménagement du territoire - en vue d'assurer une utilisation économe et rationnelle des sols et un développement sain et harmonieux du territoire, grâce à une identification complète et une évaluation des besoins d'utilisation de l'espace alpin, une planification prospective et intégrée, une harmonisation des normes qui en découlent, en tenant compte notamment des risques naturels, en prévenant la surconcentration et la sous-densité, en veillant à la préservation et au rétablissement des cadres de vie naturels ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 b de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Loi pour l'aménagement du territoire;*

*loi sur la construction;*

*politique d'aménagement du territoire de la République de Slovénie;*

*décret relatif à la stratégie de développement du territoire slovène ;*

*ordonnance relative à l'aménagement du territoire slovène.*

2. Des orientations en vue d'assurer le développement durable et l'aménagement du territoire durable concernant les régions entre lesquelles existent des liens sont-elles fixées par des plans et/ou des programmes d'aménagement du territoire ou de développement durable ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si non, comment le sont-elles? Si oui, veuillez mentionner des exemples.

Toutes les dispositions territoriales et leurs plans de mise en oeuvre:

*La stratégie de développement du territoire slovène et la stratégie de développement de la Slovénie* sont les documents cadre concernant l'orientation du développement et la base de l'harmonisation des politiques sectorielles. Ce cadre définit les points de départ, les objectifs de développement et le projet global de développement du territoire à l'échelle nationale, fixe les directives de développement pour les éléments séparés du territoire (habitat, infrastructure,

paysage) et détermine les mesures à prendre pour la mise en oeuvre de ces directives.

Associés à la *stratégie pour le développement du territoire slovène et l'aménagement du territoire slovène*, toutes les dispositions territoriales subordonnées hiérarchiquement doivent être votées. Cela concerne les stratégies de développement du territoire des communes, les aménagements du territoire des communes et la planification des sites au niveau local pour ce qui est de l'aménagement du territoire au niveau local, les projets régionaux de développement du territoire au niveau régional et les planifications des sites à l'échelle nationale.

3. Les plans et/ou les programmes d'aménagement du territoire ou toute autre mesure prise en vue d'assurer l'utilisation économe et rationnelle des sols et le développement sain et harmonieux du territoire contiennent-ils notamment les éléments ci-dessous ?	Oui	Non
Une identification complète ainsi qu'une évaluation des besoins d'utilisation	X	
Une planification prospective et intégrée	X	
Une harmonisation des normes qui en découlent	X	
Si oui, comment ces aspects sont-ils intégrés?		
<p>Tous les départements/secteurs travaillent en collaboration sur le vote transsectoriel pour l'élaboration des dispositions territoriales dans tous les domaines. Cette procédure de vote transsectoriel détermine la <i>loi d'aménagement du territoire (ZureP)</i>. Les secteurs s'impliquent dans les projets de dispositions territoriales lors de l'élaboration de ces dernières en s'appuyant sur les fondements, directives et prises de position de spécialistes. Les buts fondamentaux du développement du territoire sont définis dans la <i>loi d'aménagement du territoire</i> et garantissent également, entre autres, l'exploitation rationnelle du territoire. Ils visent à un agencement équilibré et complémentaire des différentes activités sur le territoire, garantissent la protection de la nature, de l'environnement ainsi que du patrimoine culturel et permettent l'exploitation durable des biens de la nature et la protection des autres qualités de l'environnement naturel et vital.</p>		

4. Est-ce que dans les espaces frontaliers les plans d'aménagement du territoire font l'objet d'une concertation avec d'autres Parties contractantes ?

Oui	X	Non	
Si oui, comment, à quel stade de la planification et à quel échelon institutionnel ?			
<p>En ce qui concerne la <i>stratégie de développement du territoire slovène</i>, nous encourageons une intégration du même type pour la Slovénie dans l'espace européen. Des questions de développement du territoire concrètes sont résolues sur le plan bilatéral et dans le cadre du programme de collaboration transnationale et transfrontalière.</p> <p>Les exemples de projets transnationaux dans le cadre du programme INTERREG IIIB pour l'espace alpin (ALPENCORS, MARS, DIAMONT) et du programme CADSES (ISA – MAP, IMONODE, CONSPACE, PLANET CENSE, ESTIA-SPOSE,...) renvoient à la collaboration de la Slovénie avec les autres signataires dans le domaine de la recherche de solutions stratégiques communes pour le développement du territoire.</p>			

5. Existe-t-il des programmes spéciaux dans l'espace alpin, qui ont pour but la protection contre les risques naturels, notamment les inondations, les chutes de pierres, les avalanches et les coulées de boue ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquels ?			
<p>En cas de catastrophes naturelles, les lois en vigueur sont la <i>loi pour la protection contre les catastrophes naturelles</i> et la <i>loi pour l'élimination des conséquences de catastrophes naturelles</i>. Selon la <i>loi de protection contre les risques naturels</i>, les communes sont obligées d'élaborer des plans de protection et de secours pour toutes les sortes d'avatars pouvant les menacer. Ces programmes font partie des bases de l'élaboration des dispositions territoriales.</p> <p>La <i>stratégie de développement du territoire slovène</i> stipule que, dans le cadre de la planification du développement du territoire, il faut respecter toutes les restrictions dues aux dangers émanant de catastrophes naturelles et autres dans chaque région, d'où la mise en place d'un système de protection préventive.</p>			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :
--

### III. Article 2 paragraphe 2 c de la CA – Obligations générales relatives à la qualité de l'air

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 c de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

c) qualité de l'air - en vue d'obtenir une réduction drastique des émissions de polluants et de leurs nuisances dans l'espace alpin ainsi que des apports externes de polluants de manière à parvenir à un taux non nuisible aux hommes, à la faune et à la flore ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 c de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*La loi pour la protection de l'environnement* et les dispositions de mise en oeuvre correspondantes concernant l'air.

2. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour réduire les émissions de polluants et leurs nuisances dans l'espace alpin de manière à parvenir à un taux non nuisible aux hommes, à la faune et à la flore ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

L'agenda local 21 prévoit, entre autres, la mise en place d'un système d'information sur les substances contenues dans l'air ainsi qu'un dispositif d'information et de formation d'une conscience pour la réduction des substances toxiques.

3. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour réduire les charges de polluants venant de l'extérieur de manière à parvenir à un taux non nuisible aux hommes, à la faune et à la flore ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Evaluation obligatoire de la compatibilité environnementale pour tout projet concernant l'infrastructure et la réglementation des transports ainsi que pour les mesures prises par les autorités locales dans les régions urbaines et rurales (limitation de la circulation).

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

#### IV. Article 2 paragraphe 2 d CA – Obligations générales relatives à la protection des sols

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 d de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

d) protection du sol - en vue de réduire les préjudices quantitatifs et qualitatifs causés au sol, notamment en utilisant des modes de production agricoles et sylvicoles ménageant les sols, en exploitant ceux-ci de façon mesurée, en freinant l'érosion ainsi qu'en limitant l'imperméabilisation des sols ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 d de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Loi pour la protection de l'environnement ;*

*loi sur la forêt ;*

*loi sur les surfaces agricoles cultivables ;*

*stratégie de développement du territoire slovène ;*

*ordonnance sur les critères d'examen détaillés concernant la gestion économe du sol;*

*ordonnance relative à l'apport de substances nocives et d'éléments nutritifs pour les plantes dans le sol;*

*ordonnance concernant les valeurs limites, d'alerte et d'immission critiques pour les substances nocives dans le sol;*

*règlement concernant la mise en oeuvre des bonnes pratiques agricoles pour la fertilisation du sol.*

2. Est-ce que l'exploitation mesurée des sols bénéficie d'une promotion ?

Oui

X

Non

Si oui, comment?

Grâce aux directives sur les dispositions nationales stratégiques en matière de territoire –  
*Stratégie de développement du territoire slovène, aménagement du territoire slovène:*

- Promotion de l'expansion des zones d'habitation particulièrement vers l'intérieur - Le développement des zones d'habitation à l'intérieur du pays est prioritaire sur l'expansion vers de nouvelles régions ou de nouveaux terrains ;

- Directives sur l'exploitation des ressources naturelles, directives sur l'exploitation du sol ;

Les ressources naturelles, dont le sol fait partie, sont essentielles pour la qualité de vie et le développement territorial du pays. Nous cautionnons une exploitation économique, mesurée et rationnelle des ressources naturelles du territoire, afin de conserver le potentiel, le renouvellement et la qualité des ressources, garantissant ainsi leur existence à long terme.

### 3. Limite-t-on l'imperméabilisation des sols ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

Grâce au développement planifié du territoire conformément à la *loi sur l'aménagement du territoire* et à la *stratégie de développement du territoire slovène*, comme cela a déjà été détaillé dans les réponses des points 1 et 2.

### 4. Encourage-t-on l'utilisation des modes de production agricoles et sylvicoles ménageant les sols ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

Dans le cadre du *programme de développement rural*, des mesures environnementales agricoles reposant sur une agriculture respectant de la nature ont été mises en oeuvre.

### 5. Prend-on des mesures visant à freiner l'érosion ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Un débat public et l'harmonisation de la résolution pour la suppression des conséquences des glissements de terrain sont actuellement en cours ; cette résolution stipule certains critères permettant de définir les priorités de financement de la suppression des conséquences à la charge du budget de l'Etat; une liste de toutes les régions présentant des risques d'érosion et qui sont les plus menacées de glissements de terrain a été dressée dans les annexes de cette résolution.

Une disposition concernant la mise en œuvre d'une méthodologie de classement des régions menacées a été élaborée en se référant à la *Loi sur l'eau*. L'élaboration des dispositions concernant les méthodes d'intervention sur l'environnement dans les régions menacées d'avalanches, notamment dans le nord-ouest de la Slovénie, est prévue pour la période 2006-2009.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## V. Article 2 paragraphe 2 e CA – Obligations générales relatives au régime des eaux

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 e de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

e) régime des eaux - en vue de conserver ou de rétablir la qualité naturelle des eaux et des hydrosystèmes, notamment en préservant la qualité des eaux, en veillant à ce que les installations hydrauliques soient construites en respectant la nature, et que l'énergie hydraulique soit exploitée dans un cadre tenant compte aussi bien des intérêts de la population qui y habite que de l'intérêt pour la préservation de l'environnement ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 e de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Loi sur l'eau;*

*loi pour la protection de l'environnement.*

2. Des mesures adéquates, y compris des mesures d'assainissement couvrant tout le territoire, sont-elles prises pour préserver la qualité des eaux ?

Oui

X

Non

Si oui, lesquelles ?

Les mesures sont définies dans le *programme national pour la protection de l'environnement*, qui comprend également le programme de gestion de l'eau et stipule que les mesures sont définies de façon plus détaillée dans les programmes opérationnels du gouvernement, comme par exemple dans le programme opérationnel de dérivation et d'assainissement des eaux résiduelles communales.

3. Existe-t-il des prescriptions ou des mesures spéciales visant à protéger les sources d'eau potable ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
<p>Les zones protégées par la protection des sources d'eau potable sont définies conformément à la <i>loi sur l'eau</i>. Selon cette loi, on confère aux forêts une fonction hydrologique. La protection des sources d'eau potable est la première étape décisive relative à cette fonction hydrologique. Celle-ci a été étendue aux régions forestières dans la CA – Espace 2000.</p>			

4. Est-ce que votre pays veille à ce que les installations hydrauliques soient construites en respectant la nature?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
<p>La promotion d'une gestion des eaux préservant la qualité de l'eau sur le plan chimique et écologique ainsi que le renouvellement de cette ressource naturelle est une orientation stratégique de l'Etat. Les installations hydrauliques garantissent une bonne gestion du système hydraulique, dans la mesure où la fonction des processus naturels dans l'eau ou liés à celle-ci est possible grâce au respect de sa morphologie naturelle.</p>			

5. Est-ce qu'il est tenu compte des intérêts de la population qui habite ces régions dans les processus de décisions ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
<p>Sur le plan institutionnel, la prise en compte des intérêts de la population est garantie lors du vote des lois et au cours du processus de décision tant dans les conseils municipaux des</p>			

collectivités territoriales locales que par l'intégration d'associations de défense des intérêts locaux, organisations non gouvernementales et autres.

Les aménagements du territoire concernant la gestion de l'eau sont prévus dans les ordonnances territoriales. Les ordonnances territoriales sont décidées selon des procédures, qui prennent en compte la participation du public, y compris la population locale, les associations de défense des intérêts et les secteurs. Deux conférences et une présentation publique détaillée accompagnée d'une consultation publique sont prévues lors de l'élaboration des dispositions territoriales.

6. Existe-t-il des prescriptions et des incitations relatives à une exploitation de l'énergie hydraulique respectant la nature ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Les dispositions ont été établies en se basant sur la *loi sur l'eau* et la *loi pour la protection de l'environnement*, le soutien financier provient du *fonds de développement pour l'écologie*.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Parallèlement aux programmes opérationnels issus du *programme national de gestion de l'eau*, l'utilisation naturelle, durable et globale de l'eau est également garantie par les *plans concernant la gestion des zones de protection des eaux* et par les *programmes de mesures* adéquates, qui permettront d'atteindre, en fonction des possibilités économiques, une meilleure qualité des eaux d'ici 2015.

## VI. Article 2 paragraphe 2 f CA – Obligations générales relatives à la protection de la nature et à l'entretien des paysages

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 f de la CA :

«(2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

f) protection de la nature et entretien des paysages - en vue d'assurer la protection, la gestion et, si nécessaire, la restauration de la nature et des paysages de manière à garantir durablement le fonctionnement des écosystèmes, la préservation de la faune et de la flore ainsi que de leurs habitats, le pouvoir de régénération et de production à long terme du patrimoine naturel ainsi que la diversité, l'originalité et la beauté de la nature et des paysages dans leur ensemble ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations de l'article 2 paragraphe 2 f de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Loi pour l'aménagement du territoire ;*

*loi pour la conservation du patrimoine culturel;*

*loi de protection de la nature ;*

*loi pour la protection contre les catastrophes;*

*loi concernant le parc national du Triglav;*

*stratégie de développement du territoire slovène;*

*aménagement du territoire slovène;*

*ordonnance concernant les zones spéciales de conservation - Natura ;*

*ordonnance concernant les zones écologiquement importantes;*

*ordonnance relative à la protection des espèces végétales sauvages;*

*ordonnance relative à la protection des espèces animales sauvages;*

*règlement concernant la définition et la conservation des biens de la nature;*

ainsi que de nombreux décrets sur la proclamation du patrimoine naturel ou des sites naturels dans les environs de chaque commune faisant partie de la CA, par exemple le *décret sur la proclamation des sites naturels et du patrimoine culturel de la région de Mozirje*, qui protège le parc naturel de la vallée de Logar.

--

2. Quelles sont, parmi les mesures énumérées ci-dessous à titre d'exemples, celles qui ont été prises pour protéger la nature et le paysage ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	
Restauration des éléments structurels naturels et proches de l'état naturel, des biotopes, des écosystèmes et des paysages ruraux traditionnels dans la mesure du possible	X
Utilisation ciblée de mesures de soutien et d'encouragement à l'agriculture et à la sylviculture et aux autres exploitations des sols	X
Création de territoires où la protection de la nature et du paysage se voit accorder la priorité sur les autres biens	X
Création de réseaux d'habitats	X
Autres	X
Veuillez donner des détails sur les mesures prises.	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le gouvernement de la République de Slovénie a stipulé par ordonnance les zones écologiquement importantes et les zones de conservation spéciales.</li> <li>- Des éléments spécifiques ont été mis en place pour la protection des paysages ruraux.</li> <li>- Le <i>programme de développement rural 2004 - 2006</i> prévoit des mesures de conservation des conditions naturelles, de la diversité biologique et de la fertilité du sol dans le groupe II, et des mesures de conservation des paysages ruraux traditionnels et des mesures de protection des zones protégées dans le cadre du groupe III.</li> <li>- La <i>loi sur la forêt</i> stipule que les sylviculteurs peuvent prétendre à un dégrèvement fiscal ou au versement d'indemnités pour cause d'exercice limité de leur droit de propriété dans les forêts affectées exceptionnellement au budget de l'Etat de la République de Slovénie ou des collectivités territoriales locales, à l'origine de la proclamation d'affectation exceptionnelle des forêts concernées. Conformément à la loi sur la forêt, les sylviculteurs reçoivent également un cofinancement pour tous les travaux indispensables au maintien de la diversité biologique dans le cadre de la conservation du cadre vital de la faune sauvage.</li> </ul>	

3. Parmi les mesures énumérées ci-dessous à titre d'exemples, quelles sont celles qui ont été prises pour conserver la faune et la flore, y compris leurs habitats (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	
Adoption de réglementations qui prévoient l'examen des mesures et des projets susceptibles de nuire durablement et de manière importante aux habitats de la faune et de la flore.	X
Interdictions ou dispositions concernant les contraintes et les détériorations évitables aux habitats de la faune et de la flore	X
Création de parcs nationaux et/ou d'autres espaces protégés	X
Création de zones de préservation et de silence où les espèces animales et végétales sauvages ont la priorité sur tous les autres intérêts	X
Réactivation des conditions naturelles des habitats détériorés	X
Interdiction de prélever et de faire le commerce d'animaux et de plantes sauvages protégés	X
Réintroduction /repeuplement d'espèces de la région	X
Interdiction d'introduire des animaux et des plantes là où ces espèces n'étaient pas présentes de manière naturelle pendant une période contrôlable	X
Examen des risques inhérents à la dissémination d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement	X
Autres	
Veuillez donner des détails sur les mesures prises.	
<p>La loi sur la forêt stipule qu'une des tâches de planification de la gestion forestière est également de définir les zones essentielles à la conservation du cadre vital des organismes sauvages. Conformément au § 36 de la loi sur la forêt, les habitats de la faune et de la flore indigènes seront préservés ou réintroduits dans les forêts conformément aux plans de gestion forestière. Dans toutes les forêts où la composition de la faune et de la flore s'est modifiée, la composition d'origine sera recrée.</p> <p>- La loi sur la chasse et le gibier stipule que des espèces sauvages indigènes sont réintroduites et que l'introduction d'espèces sauvages indigènes ou exotiques s'effectue selon les plans des zones de chasse et conformément aux prescriptions vétérinaires et aux prescriptions de protection de la nature.</p>	

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## VII. Article 2 paragraphe 2 g de la CA – Obligations générales relatives à l'agriculture de montagne

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 g de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

g) agriculture de montagne - en vue d'assurer, dans l'intérêt général, la conservation, la gestion et la promotion des paysages ruraux traditionnels et d'une agriculture adaptée au site et compatible avec l'environnement, tout en prenant en considération les contraintes économiques de l'espace alpin ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 g de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Programme de développement rural de la République de Slovénie pour la période 2004 – 2006.*

2. Quelles sont les mesures prises pour conserver les paysages ruraux traditionnels ?

*- Programme de développement rural pour la période 2004 – 2006, mesures concernant l'environnement agricole issues du groupe II : mesures de conservation des conditions naturelles, de la biodiversité et de la fertilité des sols, ainsi que mesures de conservation des paysages ruraux traditionnels.*

3. Parmi les mesures mentionnées ci-dessous à titre d'exemples, quelles sont celles qui sont prises pour conserver une agriculture adaptée aux sites et compatible avec l'environnement tout en tenant compte des conditions difficiles de production ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Soutien des exploitations qui, dans des situations extrêmes, assurent une exploitation minimale	X
Promotion de l'élevage adapté aux sites et lié à la surface disponible	X
Promotion de l'élevage traditionnel et de la diversité traditionnelle des races de bétail	X
Encouragement et soutien de la conservation de la diversité des plantes cultivées	X

Soutien de la commercialisation des produits typiques de l'agriculture de montagne et protection de la qualité et des caractéristiques typiques de ces produits	X
Promotion de la création et du développement de nouvelles sources de revenus dans les régions où cela est nécessaire pour la conservation de l'agriculture traditionnelle	X
Assurance des services nécessaires à la maîtrise des inconvénients des régions de montagne	
Autres	
Veuillez donner des détails sur les mesures prises.	
<p><i>Programme de développement rural de la République de Slovénie</i> : versements d'indemnités compensatoires pour les zones aux possibilités limitées, mesures concernant le milieu agricole (subventions pour l'élevage du bétail en respect avec la nature, pour la reproduction des races reproductrices indigènes et traditionnelles, pour la culture des plantes indigènes et traditionnelles, pour la conservation de surfaces en herbes à gestion extensive, pour les alpages). Promotion d'activités annexes dans les fermes</p>	

<p>Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :</p>
---

## VIII. Article 2 paragraphe 2 h de la CA – Obligations générales relatives aux forêts de montagne

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 h de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

h) forêts de montagne - en vue d'assurer la préservation, le renforcement et le rétablissement des fonctions forestières, notamment la fonction protectrice, en améliorant la résistance des écosystèmes forestiers en particulier par une gestion respectant la nature, en évitant toute utilisation préjudiciable à la forêt et en tenant compte des contraintes économiques dans l'espace alpin ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 h de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Loi sur la forêt;*

*programme de développement des forêts de Slovénie ;*

*ordonnance relative à la protection contre les incendies dans le milieu naturel;*

*règlement sur l'abattage des arbres, l'utilisation des déchets forestiers, le débardage et l'empilage des grumes;*

*règlement sur le financement et le cofinancement des investissements dans les forêts à la charge du budget de l'Etat de la République de Slovénie.*

2. Parmi les mesures énumérées ci-dessous à titre d'exemples, quelles sont celles qui ont été prises pour améliorer la résistance des écosystèmes forestiers au moyen d'une exploitation respectant la nature ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Application de procédés naturels de rajeunissement de la forêt	X
Introduction/conservation de peuplements étagés et biens structurés composés d'essences adaptées au site	X
Priorité accordée à la fonction protectrice	X
Mise en oeuvre de projets d'entretien et d'amélioration des forêts à fonction protectrice	X

Institution de réserves de forêts naturelles	X
Autres	X

Veillez donner des détails sur les mesures prises.

Concernant le *Programme de développement des forêts*:

Les points suivants sont indispensables pour la gestion du développement des forêts ayant des fonctions sociales et ostensiblement écologiques et pour la gestion de leur utilisation de façon concomitante et harmonieuse :

- Exploitation des surfaces vraiment petites nécessitant de très longues périodes de rajeunissement et composition de forêts très diversifiées structurellement ;
- élaboration de critères permettant de définir les forêts de protection et les forêts ayant des fonctions spéciales ;
- conservation et promotion de la composition naturelle et de la diversité des espèces forestières ainsi que prise en compte des étapes successives du développement naturel de la végétation dans les forêts ;
- obtention du plus grand volume de bois possible, sauf en cas de conditions d'implantation extrêmes et dans des forêts protégées, où la diversité structurelle constitue une priorité absolue ;
- laisser se développer naturellement les parties de la forêt écologiquement très sensibles en altitude (sauf si une restructuration en respect avec la nature est nécessaire) ;
- grâce à l'implantation d'espèces forestières plus naturelles, une stabilisation biologique progressive est mise en oeuvre dans les parties biologiquement et écologiquement instables de la forêt (par exemple trop d'épicéas)

Concernant la sylviculture:

L'orientation du développement des forêts doit reposer sur des bases de durabilité, de respect de la nature et de multifonctionnalité. Ce type de travail forestier comprend les systèmes de gestion de petites surfaces, qui permettent une adaptation souple aux conditions naturelles liées à l'emplacement et à l'orientation naturelle du développement des forêts.

Cela permet de préserver la population naturelle des arbres forestiers, de conserver et reconstituer la diversité naturelle, ainsi que de renforcer le peuplement ligneux des forêts et ainsi, également la stabilité biologique et économique.

L'entretien de toutes les parties en développement ou bien de tous les types de forêts favorise le développement d'arbres de plus grande qualité et plus résistants et augmente ainsi la

stabilité et la valeur économique des forêts tout en les structurant de façon à remplir au maximum toutes les fonctions dans les circonstances données.

Directives:

- rapprocher encore plus le peuplement forestier et la structure arborescente des conditions naturelles;
- augmenter progressivement la diversité des espèces sur les grandes surfaces peuplées uniformément (en les clairsemant de façon ciblée pour favoriser la transformation);
- renouveler les forêts de façon naturelle et par petites surfaces; le renouvellement par replantation est un substitut restant une mesure exceptionnelle sous certaines conditions, dans le cas où le renouvellement naturel de la forêt est impossible.
- le renouvellement naturel doit avoir lieu selon la règle de protection des arbres les plus vieux et des périodes de rajeunissement dont la durée est adaptée en conséquence;
- Pour le renouvellement du peuplement par plantation, on utilise des plants d'espèces forestières appropriés pour le site et de provenance adéquate.

3. Des mesures visant à empêcher toute utilisation préjudiciable à la forêt tout en tenant compte des contraintes économiques dans l'espace alpin ont-elles été prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

*La loi sur la forêt* interdit:

- toute action pouvant réduire la croissance du peuplement ou la fertilité du site, la stabilité ou la constance de la forêt, ou encore les fonctions menaçant sa survie ou son but (§ 18) ;
- toute coupe à blanc utilisé comme moyen de gestion de la forêt (§ 22);
- le pâturage forestier (§ 32);
- l'utilisation de substances chimiques (§ 31);
- toute utilisation de véhicules d'un poids supérieur à la norme autorisée sur des chemins forestiers inondés ou en dehors des chemins forestiers, dans la forêt, excepté pour la gestion de la forêt ou pour sauver des vies humaines ou des biens réels (§ 40);
- d'allumer des feux de forêts, de prairies et de champs pouvant se propager dans la forêt (§ 33).

*Le règlement sur l'abattage des arbres, l'utilisation des déchets forestiers, le débardage et l'empilage des grumes* définit les points suivants :

- Le débardage des grumes s'effectue grâce à des techniques de débardage adaptées aux conditions naturelles ou aux fragilité du peuplement ou du sol de la forêt ;
- Le débardage des grumes s'effectue de sorte que les jeunes arbres, les arbres, le sol de la forêt, les chemins de débusquage, les routes et les chemins ainsi que le système d'écoulement fluvial ne soient pas plus endommagés ou détériorés que cela est absolument nécessaire ou indispensable. Dès la fin du débardage, les jeunes arbres et les arbres abîmés doivent être aussitôt remis en état, les dommages sur le sol de la forêt et les chemins de débusquage, sentiers, chemins et routes réparés et un système d'écoulement fluvial aussi pratique que possible rétabli.
- Pour le débardage à l'aide de tracteurs et autres machines à moteur, les grumes ne doivent être tirés ou transportés que le long des chemins de débusquage. Les grumes ne doivent être tirés sur les routes forestières que pour le triage et l'empilage. Les dommages sur la chaussée doivent être réparés par le responsable dès la fin du travail.
- Les grumes ne doivent pas être déposés sur le sol des fossés de coulées de boue ni sur leurs pentes, après un glissement de terrain ou sur des pentes érodées et abruptes (par exemple rendzine sur dolomie, sols constitués de colluvions, etc.).
- Le débardage des grumes et les déchets forestiers ne doivent pas être empilés et abandonnés dans le lit des cours d'eau ou des torrents, les fossés, les prairies où vivent des animaux sauvages, les abreuvoirs ou les mares, les sources et les chemins et carrefours forestiers.
- Le débardage des grumes doivent être empilés uniquement sous ou sur une route, de façon à ce que la circulation ne soit pas compromise et garantir ainsi que le bois ne puisse rouler sur la route ou dans la pente et que les arbres soient préservés de tout dommage.
- Il n'est pas permis de déterrer les souches des arbres abattus ou tombés d'une autre façon dans la forêt, sur les pentes abruptes, autour des torrents ou dans les forêts situées dans les zones arides ou sensibles.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## **IX. Article 2 paragraphe 2 i de la CA – Obligations générales relatives au tourisme et aux loisirs**

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 i de la CA :

«(2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

i) tourisme et loisirs - en vue d'assurer l'harmonisation des activités touristiques et de loisir avec les exigences écologiques et sociales, tout en limitant les activités touristiques et de loisir qui sont préjudiciables à l'environnement, notamment par la délimitation de zones déclarées non aménageables ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 i de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

Prescriptions définies par la protection de l'environnement et fixant les seuils d'émission

2. Parmi les mesures énumérées ci-dessous à titre d'exemples, quelles sont celles qui ont été prises pour limiter les activités préjudiciables à l'environnement ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Limitation des transports individuels motorisés	X
Limitation des corrections de terrain lors de l'aménagement et de l'entretien des pistes de ski	X
Interdiction d'activités sportives motorisées	
Limitation d'activités sportives motorisées à des zones déterminées	X
Interdiction de la dépose par aéronefs à des fins d'activités sportives en dehors des aérodromes	
Limitation de la dépose par aéronefs à des fins d'activités sportives en dehors des aérodromes	
Promotion d'initiatives visant à améliorer l'accessibilité pour les touristes des lieux et centres touristiques au moyen des transports publics	
Autres	

Veuillez donner des détails sur les mesures prises.

*Ordonnance relative à l'utilisation de véhicules motorisés dans le milieu naturel, dont les motoneiges.*

Limitation de la circulation dans les zones protégées grâce au paiement de droits de péage et de stationnement.

3. Est-il tenu compte des nécessités sociales dans le cadre du développement des activités touristiques et de loisir ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

En intégrant des critères de respect de la nature relatifs à l'attribution de subventions pour le développement des entreprises et du tourisme, surtout pour les investissements dans l'infrastructure touristique (infrastructures d'hébergement et de loisirs).

4. Des zones de tranquillité, où l'on renonce aux activités touristiques, ont-elles été délimitées selon des aspects écologiques ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, veuillez mentionner les critères de fixation ainsi que l'étendue et la situation de ces zones de tranquillité.

Les critères de fixation des zones de tranquillité sont définis dans l'*ordonnance relative aux nuisances sonores dans l'environnement*. Les zones de tranquillité sont des zones protégées conformément aux prescriptions relatives à la protection de la nature en dehors des zones d'habitation et des zones spéciales dans les agglomérations, où les zones de tranquillité sont définies selon les prescriptions de la collectivité locale correspondante fondées sur la loi d'aménagement du territoire.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Ce groupe de questions est incompréhensible.

## X. Article 2 paragraphe 2 j de la CA – Obligations générales relatives aux transports

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 j de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

j) transports - en vue de réduire les nuisances et les risques dans le secteur du transport interalpin et transalpin, de telle sorte qu'ils soient supportables pour les hommes, la faune et la flore ainsi que pour leur cadre de vie et leurs habitats, notamment par un transfert sur la voie ferrée d'une partie croissante du trafic, en particulier du trafic de marchandises, notamment par la création des infrastructures appropriées et de mesures incitatives conformes au marché, sans discrimination pour des raisons de nationalité ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 j de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*La résolution sur la politique des transports de la République de Slovénie est actuellement en cours. Celle-ci définit la protection des zones sensibles et encourage, d'une façon théorique, le transport ferroviaire.*

La réalisation définitive des mesures aura un impact sur les stratégies sectorielles par la fixation de responsables et de délais pour la mise en oeuvre de ces mesures.

2. Des mesures sont-elles mises en oeuvre pour maintenir à un faible niveau les nuisances et les risques dans le secteur du transport intra-alpin et transalpin ou pour les réduire?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Réglementation et limitation des différents types de transports (limitation des transports de matières dangereuses, transports exceptionnels, etc.).

CIPRA - Slovénie oeuvre pour les points suivants: transport ferroviaire des poids lourds, interruption des travaux de construction des nouvelles autoroutes et voies rapides sur le territoire alpin, encouragement et promotion pour le développement des transports publics, du vélo et de la marche pour les petites distances ; amélioration des infrastructures correspondantes ; sensibilisation du public et du monde politique concernant les charges externes liées aux transports et à leurs répercussions négatives sur l'environnement.

3. Des mesures sont-elles prises pour réduire les émissions nocives provenant du trafic dans l'espace alpin ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ? Veuillez indiquer également des études de cas existantes qui permettent des déductions qualitatives.			

4. Des mesures de lutte contre le bruit particulièrement adaptées à la topographie de l'espace alpin ont-elles été prises ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
En partie - Murs de protection (écrans acoustiques) et autres mesures techniques conformément à l' <i>ordonnance relative à la protection du milieu naturel et du cadre de vie contre les nuisances sonores</i> et à l' <i>ordonnance relative à la protection contre les nuisances sonores dues aux transports routiers et ferroviaires</i> .			

5. Des mesures adéquates relatives à l'infrastructure ont-elles été prises pour accroître le transfert du trafic, notamment des transports de marchandises, sur le réseau ferroviaire ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ?			

6. Des incitations conformes au marché ont-elles été créées pour accroître le transfert du trafic, notamment des transports de marchandises, sur le réseau ferroviaire ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Intérêt pour le développement du réseau ferroviaire (Ljubljana - Salzburg – Munich; Maribor – Wels; Sežana – Szeged). Amélioration de l'infrastructure ferroviaire.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## **XI. Article 2 paragraphe 2 k de la CA –Obligations générales relatives à l'énergie**

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 k de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...] »

k) énergie - en vue d'imposer une production, distribution et utilisation de l'énergie ménageant la nature et le paysage et compatibles avec l'environnement, et d'encourager des mesures d'économie d'énergie ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées à l'article 2 paragraphe 2 k de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Résolution concernant le programme national pour l'énergie 2004.*

2. Quelles sont les mesures adoptées par votre pays pour imposer une production, une distribution et une utilisation de l'énergie ménageant la nature et le paysage et compatible avec l'environnement ?

Le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de l'Alimentation encourage l'exploitation de la biomasse ligneuse comme source d'énergie grâce au cofinancement des éclaircissements des forêts privées dont la production ligneuse ne couvre pas les frais de production (entretien des jeunes perchis).

- *Règlement concernant le financement et le cofinancement des investissements dans les forêts.*
- Planification des objectifs et des installations concernant la production, le transfert et la distribution d'énergie conformément à la *stratégie de développement du territoire de la Slovénie.*
- Constitution de sites nationaux concernant les objectifs et les installations pour la valorisation du territoire à l'échelle nationale.

3. Des mesures de réduction de la consommation d'énergie et d'augmentation du rendement énergétique ont-elles été prises ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
<p>Aucune autorisation légale n'est accordée en matière d'énergie, si la puissance utile pour la transformation des combustibles fossiles de base et la pollution ne sont pas au niveau des dernières technologies écologiques (<i>Réglementation des conditions d'obtention d'une autorisation légale en matière d'énergie</i>).</p> <p>Etiquette énergie (utilisation performante)</p>			

4. Des mesures visant à prendre en compte les coûts réels ont-elles été prises ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
<p>Introduction du marché du gaz et de l'électricité conformément aux directives de l'UE. Promotion de sources d'énergie écologiques, avec répartition des frais entre les différentes parties.</p> <p>Ratification du protocole de Kyoto.</p>			

5. L'utilisation compatible avec l'environnement des énergies renouvelables fait-elle l'objet d'une promotion dans votre pays ?			
Oui	X	Non	
Si oui, de quelles énergies s'agit-il et comment se fait cette promotion ?			
<p>Financement d'études de faisabilité concernant des projets d'investissements pour les énergies renouvelables (biomasse, soleil, thermopompe, utilisation de la géothermie).</p> <p>Cofinancement des projets d'investissements (biomasse, soleil, thermopompe, utilisation de la géothermie).</p> <p>Tarifs intéressants pour l'électricité produite par des énergies renouvelables.</p>			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## **XII. Article 2 paragraphe 2 1 de la CA – Obligations générales relatives à la gestion des déchets**

Voici le texte de l'article 2 paragraphe 2 1 de la CA :

« (2) Pour atteindre l'objectif visé au paragraphe 1, les Parties contractantes prennent des mesures appropriées, notamment dans les domaines suivants : [...]

1) déchets - en vue d'assurer des systèmes de ramassage, de recyclage et de traitement des déchets adaptés aux besoins topographiques, géologiques et climatiques spécifiques de l'espace alpin tout en visant à réduire le volume des déchets produits ».

1. Veuillez mentionner les prescriptions juridiques qui mettent en oeuvre les orientations stipulées dans l'article 2 paragraphe 2 1 de la CA. S'il n'en existe pas ou si les prescriptions juridiques existantes ne mettent pas intégralement en oeuvre ces orientations, expliquez pourquoi.

*Loi pour la protection de l'environnement;*

*ordonnance relative au traitement des ordures collectées séparément par le service de gestion municipale des déchets ;*

*réglementation sur la gestion des déchets;*

*réglementation sur le traitement des déchets organiques de cuisine;*

*réglementation sur le traitement des huiles et des graisses comestibles usagées;*

*réglementation sur le retraitement des déchets biodégradables en composte*

*réglementation sur le dépôt des déchets ;*

*réglementation sur le traitement des emballages et des déchets d'emballages;*

*réglementation sur le traitement des piles et batteries contenant des substances nocives.*

2. Comment se fait le traitement des déchets dans les régions les plus isolées de l'espace alpin ?

Les prescriptions concernant la gestion des déchets n'accordent en aucun cas des conditions plus souples ou moins sévères pour les lieux isolés dans les Alpes slovènes. La gestion des déchets doit s'effectuer comme le stipule la prescription sur le tri des déchets dans le cadre de la mise en

place de services de gestion des déchets communaux au niveau local.

Ces dispositions font référence à la collecte séparée des déchets en tant que partie des ordures communales ; qui sur le territoire des collectivités territoriales/ communes, produisent des déchets domestiques ou issus des secteurs de l'industrie et des services, semblables aux déchets domestiques dans leur composition et leur nature.

Concernant les services communaux, les déchets collectés séparément et les substances nocives sont séparés de la masse globale des déchets communaux tout en effectuant, pour ce qui concerne le tri de la partie collectée séparément, la collecte et la prise en charge séparées des ordures déposées aux points de ramassage et dans les centres de ramassage, la prise en charge des objets encombrants déposés dans les centres de ramassage et aux points de ramassage adéquats, et le tri des ordures ménagères collectées dans les containers de tri des déchets ; le tri des substances nocives garantit la collecte et la prise en charge séparées des substances nocives déposées dans les points de ramassage adéquats, la prise en charge des appareils électroménagers contenant des substances nocives, et le tri des déchets communaux collectés dans les containers de tri des déchets. Le tri des déchets communaux dans les containers sélectifs des déchets garantit le tri du papier et du carton ainsi que des ordures collectées séparément comme les déchets d'emballage.

Les points de ramassage sont généralement installés dans les zones d'habitation, mais aussi à proximité des grands magasins, centres commerciaux, hôpitaux, polycliniques, écoles et jardins d'enfants. Des points de ramassage sont installés en centre ville ou dans les zones d'habitation à raison de un pour 500 habitants.

Pour la collecte séparée des substances nocives, on compte généralement au moins un point de ramassage des substances nocives dans les localités comprenant plus de 60 000 habitants et un point de ramassage des substances nocives pour 60 000 habitants dans les localités comprenant plus de 100 000 habitants.

Les centres de ramassage sont équipés de containers séparés pour les déchets suivants : papier et carton de tous types et de toutes tailles, y compris les déchets d'emballage en papier et carton; verre de toutes tailles et de toutes formes, y compris les déchets d'emballage en verre ; plastique, y compris les déchets d'emballage en plastique et en composites; déchets métalliques, y compris les déchets d'emballage en métal ; bois, y compris les déchets d'emballage en bois ; vêtements ; textile ; huile et graisse comestibles ; peinture ; encre ; colle et résine ne contenant pas de substances nocives ; détergents ne contenant pas de substances nocives ; piles et batteries ne contenant pas de substances nocives ; appareils électriques et électroniques, ne contenant pas de substances nocives, comme les objets encombrants. On compte généralement au moins un centre

de ramassage dans les communes et agglomérations comprenant plus de 8 000 habitants. Pour les agglomérations de plus de 25 000 habitants, on compte généralement au moins deux centres de ramassage, et pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants au moins un centre de ramassage pour 80 000 habitants.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

### ***C. Obligations débordant de la Convention alpine et des protocoles d'application***

**Prise en compte de tous les objectifs des domaines mentionnés dans l'article 2 paragraphe 2 de la CA dans tous les domaines**

1. Est-ce que les politiques mises en oeuvre dans tous les domaines mentionnés à l'article 2 paragraphe 2 de la CA sont prises en compte dans les domaines suivants ?	Oui	Non
Population et culture	X	
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air	X	
Protection des sols	X	
Régime des eaux	X	
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne	X	
Forêts de montagne	X	
Tourisme et loisirs	X	
Transports	X	
Énergie	X	
Gestion des déchets	X	
Veuillez mentionner quelques cas exemplaires		
<p>Promotion des marques d'écotourisme distribuant des « produits touristiques certifiés respectant le tourisme écologique », fixation des zones de tranquillité, aménagement de parcs nationaux et naturels.</p> <p>Concernant l'élaboration de dispositions territoriales, les demandes de développement ou de protection sont accordées conformément à la <i>loi d'aménagement du territoire</i>, en tenant compte des intérêts de la protection de l'environnement, de la nature et de la culture.</p>		

## La coopération entre les Parties contractantes

2. La coopération internationale et transfrontalière a-t-elle été intensifiée dans les domaines respectifs ci-dessous ainsi qu'élargie sur le plan géographique et thématique ?	Oui	Non
Population et culture	X	
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air		
Protection des sols		X
Régime des eaux	X	
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne	X	
Forêts de montagne	X	
Tourisme et loisirs	X	
Transports	X	
Énergie	x	
Gestion des déchets		

3. Les obstacles à la coopération internationale subsistant éventuellement entre les administrations régionales et les collectivités territoriales de l'espace alpin ont-ils été écartés ?			
Oui	X	Non	

4. La résolution des problèmes communs par le biais de la coopération internationale au niveau le plus adéquat est-elle encouragée ?			
Oui	X	Non	

5. L'intensification de la coopération internationale entre les institutions respectivement compétentes bénéficie-t-elle d'un soutien ?			
Oui	X	Non	

6. Est-ce que les collectivités territoriales se voient accorder des possibilités de représenter efficacement les intérêts de la population dans les cas où elles ne peuvent pas mettre en oeuvre certaines mesures, parce que celles-ci relèvent de la compétence nationale ou internationale ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, veuillez mentionner les réglementations correspondantes et en indiquer le contenu.

Conformément à la *loi sur l'autogestion locale*, les citoyens peuvent avoir une influence décisive sur les collectivités territoriales autogérées localement et également directement sur les affaires liées à l'autogestion locale lors des conseils municipaux, par référendum ou à l'initiative des citoyens.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## Participation des collectivités territoriales

7. Est-ce que, dans les domaines énumérés ci-dessous, les niveaux adéquats de concertation et de coopération entre les institutions et collectivités territoriales directement concernées sont définis, dans le but d'encourager la responsabilité conjointe ainsi que d'utiliser et de développer des forces s'intensifiant mutuellement lors de l'exécution des politiques ainsi que des mesures qui en résultent ?	Oui	Non
Population et culture	X	
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air		
Protection des sols	X	
Régime des eaux		
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne	X	
Forêts de montagne	X	
Tourisme et loisirs	X	
Transports	X	
Énergie		
Gestion des déchets	X	

8. Est-ce que les collectivités territoriales directement concernées sont, tout en conservant leur compétence dans le cadre de l'ordre national ou fédéral en vigueur, impliquées aux divers stades de préparation et de mise en oeuvre des politiques et des mesures relatives aux domaines mentionnés ci-dessous ?	Oui	Non
Population et culture		X
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air		
Protection des sols	X	
Régime des eaux		
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne	X	

Forêts de montagne	X	
Tourisme et loisirs	X	
Transports	X	
Énergie		
Gestion des déchets	X	

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

Les collectivités territoriales donnent obligatoirement leur point de vue lors du vote des projets relatifs à la gestion forestière. Les responsables municipaux se regroupent également en conseils constitués d'entités municipales auprès de l'*Institut forestier de Slovénie*, au cours desquels ils prennent ensemble des décisions sur des sujets concernant la gestion forestière et la chasse au niveau régional

Lors de l'élaboration des prescriptions territoriales (*stratégie de développement du territoire slovène, aménagement du territoire slovène*), les collectivités territoriales locales participent aux conférences territoriales en faisant part de leurs remarques et propositions. Lors de l'élaboration d'un *projet de site au niveau national*, les collectivités territoriales locales participent en tant que responsables de l'aménagement du territoire et font part de leurs directives et de leurs points de vue concernant les prescriptions territoriales. Lors de l'élaboration des concepts régionaux relatifs au développement du territoire, les collectivités territoriales font office de partenaires de l'Etat et sont membres du conseil chargé du programme d'élaboration des concepts régionaux relatifs au développement du territoire.

### Article 3 de la CA – Recherche, évaluation scientifique et observation systématique

9. Procède-t-on à des travaux de recherche et à des évaluations scientifiques portant sur les domaines énumérés ci-dessous, dont les objectifs sont ceux mentionnés à l'article 2 de la CA ?	Oui	Non
Population et culture		X
Aménagement du territoire	X	
Qualité de l'air	X	
Protection des sols	X	

Régime des eaux		
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne	X	
Forêts de montagne	X	
Tourisme et loisirs		X
Transports	X	
Énergie		
Gestion des déchets		

10. Est-ce que, avec d'autres Parties contractantes, d'autres programmes communs ou se complétant mutuellement, portant sur l'observation systématique, ont été mis au point dans les domaines énumérés ci-dessous ?	Oui	Non
Population et culture		X
Aménagement du territoire		X
Qualité de l'air		
Protection des sols		X
Régime des eaux		
Protection de la nature et entretien des paysages		X
Agriculture de montagne		X
Forêts de montagne		X
Tourisme et loisirs		X
Transports		X
Énergie		
Gestion des déchets		

11. Est-ce que les résultats de la recherche nationale et de l'observation systématique relatifs aux domaines énumérés ci-dessous sont mis en commun pour aboutir à une observation durable et à des informations sous une forme harmonisée ?	Oui	Non
---	-----	-----

Population et culture		X
Aménagement du territoire		X
Qualité de l'air		
Protection des sols		X
Régime des eaux		
Protection de la nature et entretien des paysages	X	
Agriculture de montagne		X
Forêts de montagne		X
Tourisme et loisirs		X
Transports		X
Énergie		
Gestion des déchets		X

12. Veuillez donner des détails sur les travaux de recherche et d'observations systématiques ainsi que sur la coopération dans ce domaine.

Si un ou plusieurs protocoles sont en vigueur dans votre pays, veuillez également mentionner dans quelle mesure la recherche et l'observation systématique correspondent aux orientations énoncées dans les protocoles correspondants.

Collaboration sur des projets communs concernant l'harmonisation des indicateurs d'observation de l'état du territoire (par exemple les projets INTERREG III B « région alpine » : DIAMONT, MARS). Il en résulte des informations relatives au contrôle des interventions sur le territoire et l'organisation du séminaire international sur « *le développement et l'aménagement du territoire alpin* ». La Slovénie travaille en collaboration avec le « *réseau des régions alpines protégées* » et a réalisé l'étude « *collaboration transfrontalière des communes* » concernant l'aménagement du territoire. Dans le 5<sup>ème</sup> programme cadre de l'UE, le projet international REGALP - *Développement régional et transformation du paysage culturel à l'exemple des Alpes* a également été mis en oeuvre. Par le passé, la collaboration scientifique dans le cadre des « *Alpes orientales* » fut un succès grâce à ses séminaires scientifiques, qui donnèrent également lieu à divers congrès sur des thèmes scientifiques.

--

**Article 4 de la CA – La collaboration et l’information dans le domaine juridique, scientifique, économique et technique**

13. L’échange d’informations juridiques, scientifiques, économiques et techniques entre les Parties contractuelles, importantes pour la Convention alpine, est-il facilité et encouragé ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
Travail en collaboration avec les groupes de travail ARGE Alpen-Adria.  Collaboration sur des projets communs concernant l’harmonisation des indicateurs d’observation de l’état du territoire (par exemple les projets INTERREG III B « région alpine » : DIAMONT, MARS).  CIPRA-Slovénie travaille constamment en collaboration avec les autres représentants de CIPRA-International.			

14. Est-ce que d’autres Parties contractantes sont informées sur des projets de mesures juridiques ou économiques pouvant avoir des effets particuliers sur une partie ou l’ensemble de l’espace alpin, afin de tenir compte autant que faire se peut des besoins régionaux ?			
Oui		Non	X
Si oui, veuillez donner des détails.			

15. Est-ce que d’autres Parties contractantes sont informées des projets pouvant avoir des effets particuliers sur une partie ou l’ensemble de l’espace alpin ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez donner des exemples.			
L’élaboration de projets communs dans les programmes de collaboration transnationaux (INTERREG III B) ou de collaboration transfrontalière (INTERREG III A Autriche - Slovénie			

et Italie - Slovénie) est un exemple du type d'informations échangées. ALPENCORS, au sujet de la réalisation du couloir V, est un exemple d'élaboration et de mise en oeuvre d'un projet transnational commun.

CIPRA- Slovénie travaille avec le service d'information Alpmedia, concernant la collaboration sur le projet « *Avenir dans les Alpes* » et la publication d'un bulletin d'information CIPRA-Info, et informe l'espace alpin des résultats, projets et exemples d'expériences réussies ainsi que des problèmes en Slovénie.

16. Est-ce que votre pays a été suffisamment informé par d'autres Parties contractantes de projets pouvant avoir des effets particuliers sur une partie ou l'ensemble de l'espace alpin ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
-----	-------------------------------------	-----	--

Si oui, veuillez donner des exemples. Si vous avez coché « non », veuillez mentionner le ou les cas dans lesquels votre pays n'a pas été informé, en indiquant la Partie contractante en question et la date approximative à laquelle le projet dont vous n'avez pas été informé a été mis en oeuvre.

L'information a été transmise dans le cadre de la collaboration au niveau régional (collaboration bilatérale) et au niveau des projets.

17. Est-ce qu'il existe une coopération avec les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, concernant la mise en oeuvre des obligations relatives à la Convention alpine (et aux protocoles) ?

Oui	<input checked="" type="checkbox"/>	Non	
-----	-------------------------------------	-----	--

Si oui, dans quels domaines ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Population et culture	<input checked="" type="checkbox"/>
Aménagement du territoire	<input checked="" type="checkbox"/>
Qualité de l'air	<input checked="" type="checkbox"/>
Protection des sols	<input checked="" type="checkbox"/>
Régime des eaux	<input checked="" type="checkbox"/>
Protection de la nature et entretien des paysages	<input checked="" type="checkbox"/>
Agriculture de montagne	<input checked="" type="checkbox"/>

Forêts de montagne	X
Tourisme et loisirs	X
Transports	X
Énergie	X
Gestion des déchets	
En cas de coopération avec des organisations internationales gouvernementales et/ou non gouvernementales, veuillez mentionner les organisations en question et l'objet de la coopération.	
<p>Organisations étatiques : Conseil de l'Europe – CEMAT, communauté de travail Alpes-Adriatiques;</p> <p>Organisations non gouvernementales : CIPRA, EUROMONTANA (Membre), Organisation mondiale du tourisme (Membre - OMT).</p> <p>CIPRA-Slovénie travaille en collaboration avec: CIPRA-International - Convention pour le développement durable des Alpes : Alpmedia, « Avenir dans les Alpes », CLIMALP; WWF Suisse: transport ; CIPRA-Allemagne: CA</p>	

**Article 4 de la CA – Information du public sur les recherches et observations systématiques**

18. Est-ce que les résultats de recherches et d'observations systématiques sont mis régulièrement à la disposition du public?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ? Veuillez donner des détails.			
Les recherches réalisées dans le domaine de l'aménagement du territoire sont accessibles sur le site Internet du ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire.			

19. Est-ce que dans le cadre de la recherche et des recensements de données ainsi que dans le domaine de l'accès à ces données, les informations qualifiées de confidentielles sont effectivement traitées comme telles?
--

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

20. Des mesures adéquates ont-elles été prises pour informer le public?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Toutes les informations accessibles au public concernant le processus d'aménagement du territoire sont publiées dans les média.

CIPRA-Slovénie informe régulièrement le public par l'intermédiaire de conférences de presse et de rapports publiés dans la presse sur tous les évènements, actions et points de vue. Un nouveau site Internet [www.cipra.si](http://www.cipra.si) a également été créé.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

### Décisions de la Conférence alpine

21. Veuillez rendre compte de l'exécution des décisions adoptées par la Conférence alpine dans le cas desquelles elle a précisé expressément qu'un rapport devait obligatoirement être établi.

## ***D. Questions complémentaires***

### **Difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de la CA**

**Remarque: Les Parties contractantes des protocoles de la Convention alpine peuvent, si elles se réfèrent à des difficultés rencontrées dans un domaine à propos duquel elles ont d'ores et déjà adopté un protocole, renvoyer aux réponses fournies aux questions correspondantes de la partie spécifique.**

1. Avez-vous rencontré des difficultés dans la mise en oeuvre des obligations de la Convention alpine et en rencontrez-vous ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
<p>Nous avons rencontré de très gros problèmes lors des explorations de la CA au niveau local. Les problèmes relatifs à la mise en oeuvre et à la réalisation des dispositions de la CA à travers des exemples concrets ont été encore plus importants car une évaluation vraiment interdisciplinaire et transdépartementale est de surcroît indispensable. Il existe également des difficultés concernant l'information, le contrôle et l'harmonisation des sujets traités.</p>			

### **Difficultés rencontrées en répondant à l'ensemble du questionnaire**

2. Avez-vous rencontré des difficultés en répondant au questionnaire ? Cette question se rapporte à toutes les parties du questionnaire, aussi bien à la partie générale qu'à la partie spécifique ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ? Avez-vous des améliorations à proposer ?			
<p>Le questionnaire est trop long. Les questions se répètent dans leur contenu et ne sont pas formulées de façon claire et intelligible. On ne peut répondre aux questions fermées que par « OUI » ou « NON » sans aucune possibilité de formuler des nuances. Il est difficile de comprendre à quoi la réponse à certaines questions par « OUI/NON » fait référence. La réponse aux questions est compliquée par l'ordre confus des questions, qui concernent les compétences à différents niveaux (national et local).</p>			

## 2<sup>ème</sup> partie : partie spécifique, dédiée aux obligations particulières résultant des protocoles

**Remarque:** Seules les Parties contractantes pour lesquelles les protocoles correspondants ont force obligatoire de par le droit international public devront répondre aux questions de cette partie. L'ordre des divers protocoles et des questions correspondantes est celui de la liste des domaines figurant à l'article 2 paragraphe 2 de la CA.

### *A. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement durable (Protocole du 20.12.1994)*

#### Article 4 du protocole Aménagement du territoire – Coopération internationale

1. Est-ce que le renforcement de la coopération internationale entre les organismes compétents respectifs bénéficie d'un encouragement dans l'élaboration des plans et/ou des programmes d'aménagement du territoire et de développement durable tel que l'entend l'article 8 du protocole Aménagement du territoire aux niveaux national et régional?			
Oui	X	Non	

  

2. Votre pays apporte-t-il son soutien au renforcement de la coopération internationale entre les organismes compétents respectifs dans la définition des planifications sectorielles ayant une incidence sur le territoire ?			
Oui	X	Non	

  

3. Dans les espaces frontaliers, la coopération vise-t-elle la coordination de l'aménagement du territoire, du développement économique et des nécessités environnementales ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ? Veuillez donner des exemples.			
<i>Stratégie de développement du territoire slovène, programme de développement régional, stratégie touristique slovène 2002-2006, INTERREG III A SLO-IT, INTERREG III A SLO-A, INTERREG III B.</i>			

4. Veuillez cocher la ou les formes qui vous semblent les plus adéquates pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	X
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	X
Projets communs	X
Autres	
Si vous avez coché « Autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.	
<p>La collaboration dans le cadre des programmes et des projets INTERREG III A et INTERREG III B est celle qui fonctionne le mieux, notamment concernant les mesures prises pour la promotion du développement environnemental, touristique et culturel, et surtout pour les projets communs.</p>	

**Article 6 du protocole Aménagement du territoire – Coordination des politiques sectorielles**

5. Les instruments de coordination des politiques sectorielles pour promouvoir le développement durable de l'espace alpin sont-ils existants ?			
Oui	X	Non	

6. Les instruments existants sont-ils en mesure de prévenir les risques liés à la monoactivité ?			
Oui	X	Non	

Si oui, veuillez donner des exemples.

La planification interdisciplinaire votée pour le développement du territoire aux niveaux horizontal et vertical est garantie dans le cadre des prescriptions territoriales.

**Article 8 du protocole Aménagement du territoire – Élaboration de plans et/ou programmes d'aménagement du territoire et du développement durable**

7. Veuillez répondre aux questions ci-dessous en cochant « Oui » ou « Non ».	Oui	Non
Les orientations de développement durable et d'aménagement du territoire pour les ensembles territoriaux cohérents sont-elles fixées par des plans et/ou programme d'aménagement du territoire et de développement durable ?	X	
Les plans et/ou les programmes d'aménagement du territoire et/ou de développement durable sont-ils établis pour l'ensemble de l'espace alpin par les collectivités territoriales compétentes ?	X	
Les collectivités territoriales limitrophes sont-elles invitées à participer à l'élaboration des plans et/ou des programmes, le cas échéant, dans un cadre transfrontalier ?	X	
Les plans et/ou les programmes d'aménagement du territoire et de développement durable font-ils l'objet d'une concertation entre les collectivités territoriales de différents niveaux ?	X	
Procède-t-on, avant l'élaboration de plans et/ou de programmes, à des inventaires et à des études définissant les caractéristiques du territoire considéré ?	X	
L'élaboration et la mise en oeuvre de plans et/ou de programmes prennent-elles en compte les particularités de la région qui ont été constatées lors des inventaires et des études préalables ?	X	
Les plans et/ou les programmes sont-ils périodiquement réexaminés ?	X	

8. Si les plans et les programmes sont périodiquement réexaminés, à quels intervalles ont lieu ces réexamens ou par quoi sont-ils déclenchés ?

Dans le cadre de l'élaboration des prescriptions territoriales (PT), les responsables de la planification territoriale dans tous les départements fixent les directives, dont on estime le bien fondé en fonction des prises de positions pendant la phase de proposition des PT. En se fondant sur les prises de position de tous les responsables de la planification territoriale, la proposition

des PT complétée est confirmée par décision du ministre.

Les programmes sont examinés dans le cadre de la collaboration transdépartementale.

**Article 9 du protocole Aménagement du territoire – Contenu des plans et/ou programmes d'aménagement du territoire et de développement durable**

9. Les plans et/ou les programmes d'aménagement du territoire et de développement durable, au niveau territorial le plus approprié et selon les situations spécifiques du territoire, comprennent-ils notamment les points énumérés ci-dessous, respectivement regroupés sous les titres (soulignés) correspondants ?	Oui	Non
<u>Concernant le développement économique régional :</u>		
Mesures visant à fournir une offre d'emploi satisfaisante à la population locale et à lui assurer l'approvisionnement en biens et services nécessaire au développement social, culturel et économique ainsi qu'à l'égalité des chances	X	
Mesures favorisant la diversification économique, visant à éliminer les faiblesses structurelles et les risques de monoactivité	X	
Mesures visant à renforcer la collaboration entre le tourisme, l'agriculture, l'économie forestière et l'artisanat, notamment par des combinaisons d'activités créatrices d'emploi		X
<u>Concernant l'espace rural :</u>		
Préservation des terrains aptes à l'agriculture, à l'économie herbagère et forestière	X	
Définition de mesures pour le maintien et le développement de l'agriculture et de l'économie forestière de montagne	X	
Conservation et réhabilitation des territoires à forte valeur écologique et intellectuelle	X	
Définition des espaces et des installations nécessaires aux activités de loisirs compatibles avec les autres utilisations du sol	X	
Définition de zones soumises aux risques naturels où les constructions et les équipements seront le plus possible évités	X	
<u>Concernant l'espace urbain :</u>		
Délimitation adéquate et en termes budgétaires des territoires à urbaniser, y	X	

compris les mesures visant à assurer que les surfaces ainsi délimitées seront effectivement construites		
Réservation des terrains nécessaires aux activités économiques et culturelles ainsi qu'à l'approvisionnement et aux loisirs	X	
Définition des zones soumises aux risques naturels où les constructions et les équipements seront le plus possible évités	X	
Conservation et aménagement d'espaces verts urbains et de zones de loisirs suburbaines	X	
Limitation de la construction de résidences secondaires	X	
Orientation et concentration de l'urbanisation sur les axes desservis par les infrastructures de transports et/ou en continuité avec les constructions existantes	X	
Conservation des formes de lotissements caractéristiques	X	
Maintien et réhabilitation du patrimoine bâti caractéristique	X	
<u>Concernant la protection de la nature et des paysages :</u>		
Délimitation des zones de protection de la nature et des paysages ainsi que des secteurs de protection des cours d'eau et d'autres bases naturelles de la vie	X	
Délimitation de zones de tranquillité et d'autres zones où les constructions, les équipements et d'autres activités dommageables sont limités ou interdits.	X	
<u>Concernant les transports :</u>		
Mesures visant à améliorer la desserte régionale et supra-régionale	X	
Mesures visant à encourager l'utilisation de moyens de transport compatibles avec l'environnement	X	
Mesures visant à encourager le renforcement de la coopération entre les moyens de transport	X	
Mesures de modération du trafic, y compris, le cas échéant, la limitation de celui-ci	X	
Mesures d'amélioration de l'offre de transports publics pour la population locale et les personnes de passage	X	

Veillez inscrire ici, le cas échéant, vos remarques supplémentaires à propos de la question 9.

### Article 10 du protocole Aménagement du territoire – Compatibilité des projets

10. Les conditions nécessaires à l'examen des effets directs et indirects de projets susceptibles d'entraîner des atteintes importantes et durables sur la nature, les paysages, le patrimoine bâti et l'espace ont-elles été mises en place ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

Concernant le fondement technique de l'élaboration des prescriptions territoriales, la *loi d'aménagement du territoire* prévoit les éléments obligatoires suivants: étude de la sensibilité environnementale, analyse de l'état et des tendances territoriales et analyse des possibilités de développement des activités territoriales. Toutes ces études constituent le fondement technique permettant de trouver un accord entre les besoins relatifs au développement et les exigences liées à la protection.

La *loi pour la protection de l'environnement* et la *loi de protection de la nature* prévoient un examen de compatibilité environnementale global.

11. Cet examen tient-il compte des conditions de vie de la population locale (en particulier de ses aspirations dans le domaine du développement économique, social et culturel) ?\*

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

Conformément à la *loi d'aménagement du territoire*, les départements et leurs représentants ainsi que la population locale participent à l'élaboration des prescriptions territoriales lors de leur présentation au public et ont la possibilité de faire part de leurs avis et remarques.

12. Le résultat de cet examen des effets directs de projets est-il pris en considération lors de la décision d'autorisation ou de réalisation des projets ?

Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
La prescription territoriale est la base de l'élaboration d'informations au sujet des sites, à partir desquelles les permis de construire sont délivrés pour toute viabilisation de l'espace ou pour la construction d'un bâtiment.			

13. Lorsqu'un projet influe sur l'aménagement du territoire, le développement durable et les conditions d'environnement d'une Partie contractante limitrophe, les organes compétents de cette Partie sont-ils informés en temps utile ? (Il est considéré que l'information a eu lieu en temps utile uniquement au cas où l'information est transmise suffisamment tôt pour permettre à la Partie concernée un examen et une prise de position qui pourront être intégrés dans le processus de décision.)			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez mentionner, à titre d'exemple, un ou plusieurs cas dans lesquels l'information a été transmise en temps voulu. Veuillez indiquer également s'il a été tenu compte de l'avis émis à la suite de cette information et, le cas échéant, de quelle manière.			
<p>La <i>loi pour la protection de l'environnement</i> de 2004 fixe la procédure en cas de planification de programmes et de projets, qui pourraient avoir des conséquences transfrontalières.</p> <p>En 1998, la Slovénie a ratifié la <i>Convention pour le contrôle des conséquences environnementales transfrontalières</i>. Celle-ci prévoit la marche à suivre et le moyen d'information à utiliser, au cas où une intervention sur le territoire d'un des états signataires aurait des répercussions sur l'aménagement du territoire et les relations environnementales d'un état signataire voisin.</p>			

14. Votre pays a-t-il été informé en temps utile par la Partie contractante limitrophe lorsqu'un projet mis en oeuvre par cette dernière influe ou influera vraisemblablement sur l'aménagement du territoire, le développement durable et les conditions d'environnement dans votre pays? (Il est considéré que l'information a eu lieu en temps utile uniquement au cas où l'information est transmise suffisamment tôt pour permettre à la Partie concernée de l'examiner et d'émettre une prise de position qui pourra être intégrée dans le processus de décision.)					
Oui	X	Pas toujours		Non	
Si oui, veuillez mentionner un exemple. Si vous avez coché « Non » ou « Pas toujours », veuillez					

mentionner le ou les cas dans lesquels votre pays n'a pas été informé, en indiquant la Partie contractante respective et la date approximative à laquelle le projet, dont vous n'avez pas été informé, à été mis en oeuvre.

L'échange d'informations a lieu dans le cadre de la collaboration au niveau régional (collaboration bilatérale) et au niveau des projets. Par exemple : construction du train à grande vitesse, tunnel des Karawanke.

**Article 11 du protocole Aménagement du territoire – Utilisation des ressources, prestations d'intérêt général, handicaps naturels à la production et limitations d'utilisation des ressources**

15. A-t-on examiné dans quelle mesure, conformément au droit national, il est possible d'imputer aux utilisateurs de ressources alpines des prix de marché intégrant à leur valeur économique le coût de la mise à disposition de ces ressources ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, quel en a été le résultat ?

--

16. A-t-on examiné dans quelle mesure, conformément au droit national, il est possible de compenser les prestations d'intérêt général ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, quel en a été le résultat ?

--

17. A-t-on examiné dans quelle mesure, conformément au droit national, il est possible de fournir une compensation équitable aux activités économiques affectées de handicaps naturels à la production, notamment à l'agriculture et à l'économie forestière ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, quel en a été le résultat ?

Les agriculteurs peuvent prétendre à des indemnités compensatoires en raison de conditions de culture plus difficiles.

18. A-t-on examiné dans quelle mesure, conformément au droit national, il est possible d'assurer une rémunération équitable, définie sur une base réglementaire ou contractuelle, lorsque les modes économiques de mise en valeur du potentiel naturel, compatibles avec l'environnement, font l'objet de limitations supplémentaires considérables ?

Oui

X

Non

Si oui, quel en a été le résultat ?

Dans le cadre du *programme de développement rural de la République Slovène*, les mesures concernant la « *couverture du sol dans les zones de protection de l'eau* » et « *l'herbe et la jachère verte* » ont été mises en oeuvre dans les zones de protection de l'eau. Elles permettent de réduire le risque de pollution des eaux souterraines. En raison de ces restrictions, les fermes concernées peuvent prétendre à des versements complémentaires par hectare.

## Article 12 du protocole Aménagement du territoire – Mesures économiques et financières

19. A-t-on examiné dans quelle mesure il est possible d'aider au développement durable de l'espace alpin – objectif poursuivi par le présent protocole – par des mesures compensatoires entre collectivités territoriales au niveau approprié ?

Oui

Non

X

Si oui, quel en a été le résultat ?

20. A-t-on examiné dans quelle mesure il est possible d'aider au développement durable de l'espace alpin – objectif poursuivi par le présent protocole – par la réorientation des

politiques pour les secteurs traditionnels et l'utilisation judicieuse des moyens de soutien existants ?			
Oui	X	Non	
Si oui, quel a en été le résultat ?			
Une agriculture durable et proche de la nature est financée grâce aux subventions allouées pour la mise en oeuvre des mesures du <i>programme de développement rural</i> .			

21. A-t-on examiné dans quelle mesure il est possible d'aider au développement durable de l'espace alpin – objectif poursuivi par le présent protocole – par le soutien de projets transfrontaliers ?			
Oui	X	Non	
Si oui, quel en a été le résultat ?			
Depuis le début du programme 2000-2006, la Slovénie est prête à participer activement au programme INTERREG III B « région alpine » ; dans le cadre des quatre appels d'offre effectués à ce jour, 35 projets, auxquels 44 partenaires slovènes participent, ont été acceptés. La collaboration transfrontalière sur le territoire alpin est également encouragée par le cofinancement des programmes INTERREG III A Autriche – Slovénie et Italie – Slovénie.			

22. Les conséquences sur l'environnement et l'espace des mesures économiques et financières existantes et futures ont-elles été / sont-elles examinées?			
Oui	X	Non	
Si c'est le cas, donne-t-on la préférence aux mesures compatibles avec la protection de l'environnement et les objectifs du développement durable ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez donner des exemples.			
La <i>stratégie de développement de la Slovénie</i> , la <i>stratégie de développement économique de la Slovénie</i> , la <i>stratégie de développement du territoire slovène</i> et la <i>stratégie touristique de la Slovénie</i> reposent sur le paradigme de développement durable.			

### Article 13 du protocole Aménagement du territoire – Mesures complémentaires

23. A-t-on prévu des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ?			

**Difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du protocole Aménagement du territoire**

24. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en oeuvre du protocole ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ?			

**Évaluation de l'efficacité des mesures prises**

25. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## ***B. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection des sols (Protocole du 16.10.1998)***

### **Article 2 du protocole Protection des sols – Obligations fondamentales**

1. Est-ce que, dans le cadre des mesures juridiques et administratives, les aspects de protection des sols priment sur les aspects d'utilisation en cas de risque d'atteintes graves et persistantes à la capacité de fonctionnement des sols ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment s'en assure-t-on ? Veuillez mentionner également les réglementations correspondantes.			
<i>L'ordonnance relative à l'apport de substances nocives et d'éléments nutritifs pour les plantes dans le sol</i> limite la fertilisation et l'apport de substances dans le sol (pour protéger le sol), dans la mesure où il existe un risque d'entraver la capacité de fonctionnement du sol.			

2. A-t-on examiné les possibilités d'appuyer les mesures visées par le présent protocole pour la protection des sols dans l'espace alpin par des mesures fiscales et/ou financières ?			
Oui		Non	x
Si oui, quel en a été le résultat ?			

3. Les mesures compatibles avec la protection des sols et avec les objectifs d'une utilisation économe et écologique du sol bénéficient-elles d'un soutien particulier ?			
Oui	x	Non	
Si oui, comment ?			
L'agriculture écologique et l'exploitation du sol sont protégées par des prescriptions dans ce domaine et particulièrement par des aides financières (subventions agricoles) relatives à divers programmes environnementaux dans le cadre du <i>programme de développement agricole</i> .			

#### Article 5 du protocole Protection des sols – Coopération internationale

4. Quels sont les domaines, parmi ceux mentionnés ci-dessous, où la coopération internationale renforcée entre les institutions compétentes bénéficie d'un soutien ?	
Établissement des cadastres des sols	
Observation des sols	X
Délimitation et surveillance des zones de sols protégés et des zones de sols pollués	
Délimitation et surveillances des zones à risque	
Mise à disposition et harmonisation des bases de données	
Coordination de la recherche sur la protection des sols	
Information réciproque	

5. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent au mieux pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	
Projets communs	X
Autres	
Si vous avez coché « Autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.	

## Article 6 du protocole Protection des sols – Délimitation de zones

6. Les sols dignes de protection sont-ils également inclus lors de la délimitation des espaces protégés ?			
Oui		Non	X
Les formations pédologiques et rocheuses caractéristiques ou d'un intérêt particulier pour la connaissance de l'évolution de la terre sont-elles préservées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez citer des exemples.			
Exemple : patrimoine géologique protégé.			

## Article 7 du protocole Protection des sols – Utilisation économe et précautionneuse des sols

7. Les besoins de la protection des sols, notamment l'utilisation économe du sol et des surfaces, sont-ils pris en compte lors de l'établissement et de la mise en oeuvre des plans d'aménagement des sols ?			
Oui	X	Non	

8. En matière d'urbanisation, vise-t-on de préférence les zones intérieures pour limiter l'expansion des agglomérations ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez mentionner les réglementations/procédures correspondantes.			
La <i>Stratégie de développement du territoire slovène</i> oriente le développement de l'urbanisation grâce aux directives de développement aux niveaux régional et local. Ces directives stipulent que le développement urbain des zones intérieures prime sur l'expansion vers de nouvelles régions.			

9. Est-il tenu compte de la protection des sols et de l'offre réduite en surface dans l'espace alpin lors des études d'impact de grands projets sur l'environnement et l'espace dans les domaines de l'industrie, des constructions et infrastructures (notamment concernant les transports, l'énergie et le tourisme) ?			
--	--	--	--

Oui	X	Non	
Si oui, veuillez mentionner les réglementations/procédures correspondantes.			
<i>Loi de protection de l'environnement, consignes concernant la méthode d'élaboration des rapports de compatibilité environnementale.</i>			
<p>En tant que composant de l'environnement, le sol est un des éléments permettant l'évaluation de l'environnement ou de la compatibilité territoriale des activités. L'évaluation de l'environnement ou de la compatibilité territoriale des activités fait partie du contrôle de comptabilité environnementale. En tant que fondement technique de l'élaboration des prescriptions territoriales à tous les niveaux de planification, ce contrôle est obligatoire et garantit un classement optimal des activités sur le territoire.</p> <p>Toutes les interventions nécessitant obligatoirement un contrôle de comptabilité environnementale sont fixées par ordonnance. L'élaboration d'un contrôle de comptabilité environnementale global est fixée par la <i>loi pour la protection de l'environnement</i>.</p>			

10. Est-ce que, lorsque les conditions naturelles le permettent, les sols qui ne sont plus utilisés ou qui sont altérés, notamment les décharges, les terrils, les infrastructures, les pistes de ski sont remis à l'état naturel ou recultivés?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez mentionner les réglementations/procédures correspondantes.			
<p>Cela est prescrit dans la loi pour la protection de l'environnement.</p> <p>La <i>stratégie de développement du territoire slovène</i> régit la réhabilitation des zones détériorées et l'<i>aménagement du territoire slovène</i> fixe les règles pour la viabilisation de ces zones.</p> <p>La <i>loi sur l'exploitation minière</i> régit la réhabilitation du site après la fermeture de l'exploitation de matières premières minérales.</p>			

**Article 8 du protocole Protection des sols – Utilisation économe et extraction des matières premières en ménageant les sols**

11. Veille-t-on à une utilisation économe des matières premières du sous-sol ?			
Oui	X	Non	

12. Fait-on en sorte que soient utilisés de préférence des produits de substitution pour préserver les matières premières du sous-sol ?			
Oui	X**	Non	

13. Les possibilités de recyclage sont-elles toutes mises en oeuvre et leur développement est-il encouragé ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez mentionner les matériaux qui sont affectés à la réutilisation/au recyclage pour préserver les matières premières du sous-sol.			
L'éventualité de réutiliser ou d'exploiter les déchets miniers secondaires ou actuels est possible conformément aux dispositions de la prescription de mise en oeuvre (réglementation technique). Cela concerne particulièrement les déchets de chantiers (bâtiments, infrastructure,...) et les déchets miniers.			

14. Est-ce que lors de l'exploitation, du traitement et de l'utilisation des matières premières extraites du sous-sol, l'atteinte aux autres fonctions du sol est réduite autant que possible ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
Les exploitants miniers sont juridiquement obligés d'observer les effets de leur activité sur l'environnement (surveillance) et de s'assurer parallèlement que les travaux miniers sont mis en oeuvre conformément à l'autorisation d'intervention sur le territoire afin qu'ils ne dépassent pas le taux de pollution autorisé. La mise en oeuvre de ces dispositions est contrôlée par l'inspection des mines.			

15. Est-ce que dans les zones présentant un intérêt particulier pour la protection des fonctions du sol et dans les zones destinées au captage d'eau potable on renonce à l'extraction des matières premières ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ? Veuillez mentionner les réglementations correspondantes.			
Concernant l'attribution de concessions minières pour sonder ou exploiter les matières			

premières minérales, l'Etat suit les objectifs, directives et conditions du programme national de gestion des matières premières minérales. Dans le processus d'attribution des concessions minières, l'autorité compétente doit vérifier que les conditions de protection de l'environnement, les conditions du régime de protection et les conditions concernant le type de gestion, d'exploitation et d'extraction des matières premières minérales sont conformes aux prescriptions sur l'environnement et la nature (*loi pour la protection de la nature, loi pour la protection de l'environnement, loi sur l'eau*, diverses prescriptions de mise en oeuvre telle que Natura 2000, etc.).

Dans les zones proclamées richesse naturelle ou valeur naturelle protégée par la loi, une concession minière ne peut être accordée que si elle est conforme aux prescriptions légales et au régime de protection fixé.

Les directives relatives à l'extraction des matières premières minérales sont fixées dans le cadre de la *stratégie de développement du territoire slovène et d'aménagement du territoire slovène*. Elles déterminent une répartition spatiale rationnelle de l'extraction des matières premières, réduisent le nombre de carrières à ciel ouvert et visent à obtenir le plus de matières premières minérales possible.

#### **Article 9 du protocole Protection des sols – Protection des sols des zones humides et des tourbières**

16. La préservation des tourbières hautes et basses est-elle assurée ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
Chaque tourbière haute et la plupart des tourbières basses très importantes sont inscrites dans le programme de protection de l'environnement Natura 2000. Certaines parmi ces tourbières sont également sous protection (par exemple : Pokljuška barja et Jelovška barja).			

17. Exploite-t-on la tourbe ?			
Oui		Non	X

18. Existe-il des projets concrets pour remplacer totalement la tourbe ?			
Oui		Non	X

Si oui, comment ?
Il est interdit d'extraire de la tourbe des tourbières hautes en activité.

19. Dans les zones humides et dans les tourbières, les mesures de drainage sont-elles limitées, sauf dans les cas exceptionnels justifiés, à l'entretien des réseaux existants ?			
Oui	X	Non	
Si c'est le cas, quels sont les cas exceptionnels où les mesures de drainage sont encore autorisées dans les zones humides et dans les tourbières ?			
Si l'avantage public prime conformément à la loi de protection de la nature.			

20. Des mesures de retour à l'état naturel sont-elles mises en oeuvre ?			
Oui		Non	X

21. Les sols marécageux sont-ils utilisés ? <sup>3</sup>			
Oui		Non	X
Si oui, comment ?			

**Articles 10 et 11 du protocole Protection des sols – Délimitation et traitement des zones à risques et menacées par l'érosion**

22. Les zones des Alpes touchées par des risques géologiques, hydrogéologiques et hydrologiques notamment des mouvements de terrain (glissements, coulées de boue, effondrements), des avalanches et des inondations sont-elles cartographiées et recensées dans le cadastre ?
--

<sup>3</sup> Ce cas n'existe pas, cependant son éventualité est envisagée dans la *loi de protection de la nature*.

Oui	X	Non	
Les zones à risque sont-elles délimitées si cela est nécessaire ?			
Oui	X	Non	
Est-ce que les risques sismiques sont délimités ou pris en compte ?			
Oui	X	Non	

23. Les zones des Alpes touchés par une érosion en nappe sont-elles cartographiées et répertoriées dans le cadastre des sols selon des critères comparables de quantification de l'érosion des sols ?			
Oui	X	Non	
Après de quelles autorités / organismes sont déposés ces cartes ?			
<i>Institut de géologie de la République de Slovénie, autorités/ organismes de protection de l'environnement concernant l'élimination des conséquences de catastrophes naturelles.</i>			

24. Est-ce que l'on utilise des techniques proches de la nature en matière d'ingénierie dans les zones à risque ?			
Oui	X	Non	

25. Utilise-t-on des matériaux de construction locaux et traditionnels, adaptés aux conditions du paysage dans les zones à risque ?			
Oui	X	Non	

26. Des mesures sylvicoles appropriées sont-elles mises en oeuvre dans les zones à risque ?			
Oui	X	Non	

27. Les surfaces endommagées par l'érosion du sol et les glissements de terrain sont-elles assainies autant que nécessaire pour la protection de l'homme et des biens matériels ?			
Oui	X	Non	

28. Lors des mesures destinées à endiguer l'érosion par les eaux et à diminuer le ruissellement de surface accorde-t-on la préférence aux techniques proches de la nature en			
--	--	--	--

matière d'hydraulique, d'ingénierie et d'exploitation forestière ?			
Oui	X	Non	

**Article 12 du protocole Protection des sols - Agriculture, économie herbagère et économie forestière**

29. Existe-t-il des bases juridiques qui prescrivent une bonne pratique ayant trait à l'agriculture, à l'économie herbagère et à l'économie forestière, et adaptée aux conditions locales, pour la protection contre l'érosion et le compactage nocif des sols ?			
Oui	X	Non	

30. En ce qui concerne les apports de substances provenant de l'utilisation d'engrais ou de produits phytosanitaires, a-t-on élaboré et mis en oeuvre, avec les autres Parties contractantes, des critères communs pour une bonne pratique technique ?			
Oui		Non	X
Si oui, veuillez donner des détails.			

31. L'utilisation de machines agricoles légères aux fins d'éviter le compactage des sols bénéficie-t-elle d'un encouragement ?			
Oui		Non	X

32. Quels sont, parmi ceux qui sont cités ci-dessous, les produits /substances utilisés sur les pâturages alpestres ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)***	
Engrais minéraux	<input type="checkbox"/>
Produits phytosanitaires de synthèse	<input type="checkbox"/>
Boues d'épuration	<input type="checkbox"/>
Dans la mesure où quelques uns des produits mentionnés sont utilisés, est-ce que leur	

utilisation a été réduite pendant la période de référence du présent rapport ?			
Oui		Non	

**Article 13 du protocole Protection des sols – Mesures sylvicoles et autres**

33. Les forêts de montagne protégeant dans une grande mesure leur propre site, ou surtout des agglomérations, des infrastructures de transport, des espaces cultivés et autres sont-elles sauvegardées ?			
Oui	X	Non	

34. La priorité est-elle accordée à la fonction protectrice des forêts de montagne et leur gestion forestière est-elle orientée d’après cet objectif de protection ?			
Oui	X	Non	

35. La forêt est-elle exploitée et entretenue de manière à éviter l’érosion du sol et des compactages nocifs des sols ?			
Oui	X	Non	

36. Encourage-t-on la sylviculture adaptée au site et la régénération naturelle des forêts ?			
Oui	X	Non	

**Article 14 du protocole Protection des sols – Impacts d’infrastructures touristiques**

37. Des permis de construction et de nivellement de pistes de ski dans les forêts ayant une fonction de protection ont-ils été accordés ?****			
Oui		Non	
Si oui, est-ce que ces permis étaient assortis de l’obligation de prendre des mesures de compensation ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez mentionner les permis en question et les mesures de compensation qui y sont prévus ?			

--

38. Des permis de construction et de nivellement de pistes de ski dans les zones instables ont-ils été accordés ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquels ?			

39. Est-ce qu'après l'entrée en vigueur du protocole Protection des sols des additifs chimiques et biologiques ont été autorisés pour la préparation des pistes ?			
Oui		Non	X
La compatibilité avec l'environnement des additifs chimiques et biologiques a-t-elle été prouvée ?			
Oui		Non	X
Si oui, veuillez mentionner le ou les organismes qui ont certifié la compatibilité ?			

40. Des dommages importants au sol et à la végétation ont-ils été constatés sur l'emplacement des pistes ?			
Oui		Non	
Si oui, des mesures de remises en état ont-elles été prises ?			
Oui		Non	

Si oui, veuillez mentionner les dommages et les mesures prises.

**Articles 15 et 16 du protocole Protection des sols – Limitation des apports de polluants et minimisation des produits de dégel et de sablage**

41. Qu'a-t-il été fait pour réduire autant que possible et préventivement les apports de polluants dans les sols par l'atmosphère, les eaux, les déchets et les substances nuisibles ?

*L'ordonnance relative à l'apport de substances nocives et d'éléments nutritifs pour les plantes dans le sol* limite l'apport de substances nocives dans le sol. Il est généralement interdit d'introduire des produits chimiques dans le sol, sauf cas exceptionnel. Il est recommandé d'utiliser des huiles minérales biologiques dans les tronçonneuses.

42. Est-ce que des dispositions techniques ont été prises, des contrôles prévus et des programmes de recherche et des actions d'information ont été mis en oeuvre afin d'éviter la contamination des sols par l'utilisation de substances dangereuses ?

Oui.		Non	X
------	--	-----	---

Si oui, lesquels ?

43. Est-ce qu'après l'entrée en vigueur du protocole, on emploie encore des sels de dégel ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, a-t-on prévu de les remplacer par des produits antiglisse et moins polluants ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Veuillez donner des détails.

--

**Article 17 du protocole Protection des sols – Sols contaminés, sites anciennement pollués, programmes de gestion des déchets**

44. A-t-on connaissance de sites présentant des pollutions anciennes et de sites pour lesquels subsistent des soupçons de pollution ?			
Oui	X	Non	
Si oui, ceux-ci ont-ils été inventoriés et décrits ?			
Oui	X	Non	
Si oui, auprès de quelles autorités / institutions sont déposés les cadastres des pollutions anciennes ?			
<i>Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire de la République de Slovénie, agence pour l'Environnement de la République de Slovénie.</i>			

45. Dans les cas où sont connus des sites présentant des pollutions anciennes et des sites pour lesquels subsistent des soupçons de pollution, ceux-ci font-ils l'objet d'une évaluation du risque potentiel au moyen de méthodes comparables avec celles des autres Parties contractantes ?			
Oui		Non	X
Si oui, veuillez indiquer les méthodes en question et la comparabilité.			

46. Afin d'éviter la contamination des sols et en vue d'un pré-traitement, d'un traitement et du dépôt de déchets et de résidus qui soient compatibles avec l'environnement, des programmes de gestion des déchets ont-ils été élaborés et mis en oeuvre ?			
Oui	X	Non	

Si oui, veuillez mentionner ces programmes.

Programmes opérationnels dans le domaine de la gestion des déchets (élimination des déchets, traitement des substances nocives, collecte des déchets communaux, traitement des huiles usagées, piles et batteries, PCB/PCT, déchets de chantiers).

47. Des surfaces d'observation permanente ont-elles été créées en vue d'un réseau d'observation des sols couvrant toutes les Alpes ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

48. L'observation nationale des sols est-elle coordonnée avec les organismes environnementaux d'observation de l'air, de l'eau, de la flore et de la faune ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

### Article 18 du protocole Protection des sols – Mesures complémentaires

49. Des mesures complétant celles prévues dans le protocole ont-elles été prises ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

### Difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du protocole Protection des sols

50. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en oeuvre du protocole ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, lesquelles ?

--

### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

51. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

--

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

\* Question n° 11:

Le secteur minier ne se soucie pas seulement de « *la maîtrise économe des richesses du sous-sol* », il doit également vérifier que les objectifs, directives et conditions pour une recherche et une exploitation convenable des matières premières minérales indigènes, le degré maximal d'exploitation de matières premières et les conditions pour une exploitation raisonnable de ces matières premières correspondent aux fondements de la gestion durable des ressources naturelles non renouvelables (*principe de durabilité faible*).

\*\* Question n° 12:

L'emploi des substances de substitution adéquates pour préserver les richesses du sous-sol en urgence ou pour l'utilisation de matières premières minérales secondaires ou de matières premières minérales, qui constituent les déchets actuels, fait partie du principe de gestion durable des matières premières minérales, qui constitue un des principes fondamentaux du programme national pour la gestion des matières premières minérales.

\*\*\* Question n° 32:

Le *ministère de l'Agriculture, des Forêt et de l'Alimentation* n'a reçu aucun renseignement concernant l'utilisation sur le territoire alpin des trois substances mentionnées

\*\*\*\* Question n° 37:

L'*institut forestier* donne son approbation pour l'autorisation de tracer et aplanir les pistes de ski.

***C. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages (Protocole du 20.12.1994)***

**Article 3 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Coopération internationale**

1. Quels sont, parmi les domaines cités ci-dessous, ceux où l'intensification de la coopération internationale entre les organismes compétents respectifs bénéficie d'une promotion ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	
Cartographie	
Délimitation, gestion et surveillance des paysages protégés et d'autres éléments des paysages naturels et ruraux dignes d'être protégés	X
Création de réseaux de biotopes	
Élaboration d'orientations, de programmes et/ou de plans d'aménagement du paysage	X
Prévention et compensation de détériorations de la nature et des paysages	
Surveillance systématique de la nature et des paysages	X
Recherche	X
Autres mesures de protection des espèces animales et végétales sauvages, de leur diversité et de leurs habitats, y compris la détermination de critères comparables	X

2. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	
Projets communs	X
Autres	
Si vous avez coché « Autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	

Veillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.

Les projets communs car ils reposent sur des intérêts semblables. Cela est particulièrement valable pour les zones protégées (par exemple le parc naturel de la vallée de Logar et celui d'Eisenkappel/ Železna kapla, le parc national du Triglav, etc.) et pour les projets communs des collectivités territoriales locales (par exemple le réseau des communes alpines).

3. Des zones de protection transfrontalières ont-elles été créées ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

4. En cas de limitation de l'exploitation de ressources conformément aux objectifs du présent protocole, les Parties contractantes procèdent-elles à une concertation des conditions-cadres avec d'autres Parties contractantes ?

Oui		Non	X	Sans objet	
-----	--	-----	---	------------	--

Veillez donner des détails.

### Article 6 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Inventaires

**Remarque : Ne répondez à la question suivante que si le protocole est en vigueur depuis plus de trois ans dans votre pays.**

5. Un état de la protection de la nature et de l'entretien des paysages sur la base des éléments énumérés ci-après (conformément à l'annexe I, y compris les sous-rubriques) a-t-il été établi ?  
Veillez nommer l'inventaire ainsi que la date de son premier établissement ou de sa dernière mise à jour.

Éléments de l'annexe I	Inventaire	Date de son établissement ou de sa dernière mise à jour
« 1. État de la flore et de la faune sauvages et de leurs biotopes »		
« 2. Espaces protégés (Superficie absolue et superficie relative par rapport à l'espace total, objectif de la protection, contenu de la protection, utilisation, répartition de l'utilisation, régime de la propriété) »		
« 3. Organisation de la protection de la nature et de l'entretien des paysages (structures, compétences /activités, dotation en personnel et en fonds) »		
« 4. Bases juridiques (aux niveaux de compétence respectifs) »		
« 5. Activités de protection de la nature (aperçu général) »		
« 6. Information du public (par l'État ou à titre bénévole) »		
« 7. Conclusions et recommandations »		

**Article 7 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Aménagement du paysage**

**Remarque : Ne répondez aux questions suivantes concernant l'article 7 que si le protocole est en vigueur depuis plus de cinq ans dans votre pays.**

6. Des orientations, des programmes et/ou des plans fixant les exigences et les mesures de réalisation des objectifs de protection de la nature et d'entretien des paysages dans l'espace alpin ont-ils été établis ?

Oui		Non	
Veuillez donner des détails.			

7. Si des orientations, des programmes et/ou des plans existent ou sont en préparation, les présentations contiennent-elles les éléments suivants ?	
a) L'état existant de la nature et des paysages, y compris son évaluation	
b) La présentation de l'état souhaité de la nature et des paysages et des mesures nécessaires pour y parvenir, notamment :	
- des mesures générales de protection, de gestion, de développement	
- des mesures pour la protection, la gestion et le développement de certains éléments de la nature et des paysages	
- des mesures pour la protection et la gestion des espèces animales et végétales sauvages.	

### **Article 8 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Aménagement**

8. L'aménagement du paysage et l'aménagement du territoire sont-ils coordonnés ?	
Oui, dans une large mesure	X
Oui, dans une faible mesure	
Non	
Si l'aménagement du paysage et l'aménagement du territoire sont coordonnés, veuillez mentionner des détails.	
L'aménagement des sites fait partie du système d'aménagement du territoire et est intégré dans les prescriptions relatives à l'aménagement du territoire à tous les niveaux (national, régional et local).	

### **Article 9 du Protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Atteintes à la nature et aux paysages**

9. Les conditions nécessaires ont-elles été établies pour que les impacts directs et indirects sur l'équilibre naturel et sur les paysages des mesures et projets, de nature privée ou
--

publique, susceptibles d'entraîner des atteintes importantes ou durables à la nature et aux paysages soient examinés ?			
Oui	X	Non	
Si oui, quels sont les projets qui doivent être assujettis à une vérification ?			
<p><i>Le règlement relatif à l'examen de compatibilité environnementale de la mise en oeuvre des plans et des interventions dans les zones protégées dans la nature a été adopté.</i></p> <p>Un examen de compatibilité environnementale (ECE) complet est obligatoire pour tous les éléments et interventions pouvant avoir des retombées sur la zone protégée Natura 2000.</p> <p>L'examen est obligatoire pour les plans et les changements de plans concernant l'aménagement du territoire, la gestion de l'eau, la gestion forestière, la chasse, la pêche, la mine, l'agriculture, l'énergie, l'industrie, les transports, la gestion des déchets et des eaux usées, l'approvisionnement en eau potable, les télécommunications et le tourisme.</p>			

10. Est-ce que le résultat de l'examen des mesures et projets publics et privés susceptibles d'entraîner des atteintes importantes et durables sur la nature et les paysages a été pris en considération lors de l'autorisation ou de la réalisation de ces mesures ou projets ?			
Oui	X	Non	

11. A-t-on fait en sorte que les atteintes pouvant être évitées ne se produisent pas ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ? Veuillez mentionner également les réglementations correspondantes.			
<p><i>Loi de protection de la nature;</i></p> <p><i>loi pour la protection de l'environnement ;</i></p> <p><i>règlement relatif à l'examen de compatibilité environnementale de l'exécution des plans et des interventions dans les zones protégées dans la nature.</i></p> <p>L'évaluation de la compatibilité environnementale ou territoriale des activités fait partie de l'examen de comptabilité environnementale, qui est obligatoire en tant que base technique pour l'élaboration des prescriptions territoriales à tous les niveaux de planification et qui garantit le classement optimal des activités sur le territoire.</p>			

12. Les dispositions du droit national prévoient-elles des mesures obligatoires de compensation pour les atteintes inévitables ?			
Oui	X	Non	
Si oui lesquelles ? Veuillez mentionner également les réglementations correspondantes.			
<i>Loi de protection de la nature.</i>			

13. Est-ce que des atteintes impossibles à compenser sont autorisées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, à quelles conditions ? Veuillez mentionner également les réglementations correspondantes.			
La loi de protection de la nature prévoit qu'un autre avantage public peut prévaloir sur celui de la protection de la nature. Le responsable d'une intervention dans la nature doit se soucier de la mise en oeuvre de certaines mesures de compensation (comme l'aménagement d'une zone de substitution, l'aménagement d'une autre zone essentielle pour préserver la biodiversité ou pour protéger les richesses naturelles, ou le versement d'une somme d'argent).			

**Article 10 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Protection de base**

14. Des mesures sont-elles prises pour réduire les nuisances et les détériorations subies par la nature et les paysages ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
Des mesures d'allègement concernant l'aménagement du territoire font partie des projets de protection du site.			
L'ordonnance relative à l'interdiction de circuler dans la nature avec un véhicule motorisé a été adoptée.			

15. Comment tient-on compte des intérêts de la population locale lors des mesures visant à réduire les nuisances et les détériorations subies par la nature et les paysages ?
---

En mettant en oeuvre des programmes pour l'agriculture en Slovénie.

16. Des mesures appropriées à la conservation et à la restauration d'éléments caractéristiques des paysages naturels et proches de leur état naturel, de biotopes, d'écosystèmes et de paysages ruraux traditionnels sont-elles prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Préservation et reconstitution du paysage traditionnel cultivé.

La *stratégie d'aménagement du territoire* encourage l'activité agricole dans les zones dont le sol a un très mauvais potentiel agricole, si cela permet de conserver la qualité culturelle et symbolique du paysage ou la biodiversité et les valeurs culturelles.

La *stratégie d'aménagement du territoire* stipule également les sites naturels comportant des caractéristiques particulières importantes au niveau national, notamment les sites situés sur l'espace alpin. La conservation et le développement de ces sites naturels sont en premier lieu garantis par le planning correspondant et peuvent aussi être protégés grâce à la mise en place des possibilités supplémentaires pour mener à bien la gestion de ces sites. Dans le processus d'aménagement du territoire, les sites comportant des caractéristiques particulières sont traités comme des sites naturels à part, dans lesquels le développement du territoire est garanti et préserve l'ensemble de leurs particularités caractéristiques (identifiées).

Les dispositions relatives aux fondements et aux détails de la gestion des sites naturels particuliers sont également stipulées dans l'*aménagement du territoire slovène*, qui indique non seulement les sites ayant été identifiés au niveau national mais aussi les sites naturels significatifs identifiés au niveau local.

17. Existe-il des accords conclus avec les propriétaires ou les exploitants des terrains affectés à l'exploitation agricole et forestière en vue de la protection, la conservation et l'entretien de biotopes proches de leur état naturel et méritant d'être protégés ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, veuillez donner des détails.

Dans le cadre du *programme agricole slovène*, les propriétaires terriens sont obligés de mettre en oeuvre certaines activités agricoles. Le *programme agricole slovène* s'applique

entre autres aux sites de protection de l'eau et aux sites protégés ainsi qu'aux zones où vivent des ours en liberté.

18. Quels sont les instruments d'orientation conformes aux règles du marché qui sont utilisés pour atteindre une exploitation agricole et forestière adaptée ?

Les subventions et les versements compensatoires proviennent du *programme agricole slovène* et de l'*ordonnance relative au financement des mesures du programme de développement rural de la République de Slovénie 2004-2006* (par exemple le fauchage de l'herbe poussant dans les vergers, la fenaison des zones escarpées, les prairies à gestion extensive, les alpages).

19. Des mesures de promotion et de soutien de l'agriculture et de l'économie forestière (ainsi que d'autres utilisations de l'espace) sont-elles engagées afin d'atteindre ces objectifs ?

Oui

X

Non

Si oui, veuillez donner des détails.

Les mesures agricoles du groupe II sont prévues pour préserver les conditions naturelles, la biodiversité, la fertilité du sol et les paysages traditionnels cultivés.

### Article 11 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Espaces protégés

20. Quelles mesures, parmi celles citées ci-dessous, ont été prises pendant la période de référence du protocole ? (Veuillez cocher la réponse correspondante.)

Les espaces protégés existants ont été conservés et gérés dans le sens de l'objectif de leur protection.

X

De nouveaux espaces protégés ont été créés.

Des espaces protégés existants ont été agrandis.

Si la situation s'est modifiée, veuillez donner des détails (Nom de l'espace protégé, catégorie nationale ou catégorie UICN d'espace protégé, directive FFH ou directive relative à la protection des oiseaux, situation géographique, dimension, zonage, date de la création/de l'agrandissement).

Le *parc national du Triglav* fait partie du programme UNESCO-MAB et dispose aussi d'un

diplôme du Conseil de l'Europe.

Les ordonnances et règlements suivants ont été promulgués :

- *Ordonnance relative aux zones protégées spéciales - Natura 2000 ;*
- *Ordonnance relative aux zones importantes sur le plan écologique ;*
- *Ordonnance relative à la protection des espèces végétales sauvages;*
- *Ordonnance relative à la protection des espèces animales sauvages;*
- *Règlement concernant la détermination et la protection des biens de la nature ;*

Une modification de la loi concernant le parc national du *Triglav* est actuellement en cours de préparation.

21. Quelles mesures ont été prises pour éviter la détérioration ou la destruction de ces espaces alpins protégés (dans votre propre pays ou dans un autre) ?

Des modifications de la *loi de protection de la nature* et de la nouvelle *loi pour la protection de l'environnement* ont été prévues. Celles-ci permettront de définir plus précisément l'examen de compatibilité avec la nature, l'examen de compatibilité avec l'environnement, l'examen général et les mesures d'allègement et de compensation.

22. La création ou l'entretien de parcs nationaux ont-ils été encouragés ?

Oui, dans une large mesure

Oui, dans une faible mesure

X

Non

Veillez donner des détails.

Une modification de la loi concernant le parc national du *Triglav* est actuellement en cours de préparation.

23. Des zones protégées et des zones de tranquillité garantissant la priorité aux espèces animales et végétales sauvages ont-elles été créées ?

Oui

X

Non

Veillez donner des détails.

L'ordonnance relative aux zones protégées spéciales Natura 2000 a été adoptée.

24. A-t-on examiné dans quelle mesure les prestations particulières fournies par la population locale doivent être rémunérées, conformément au droit national ?			
Oui	X	Non	
Si oui, quel a été le résultat de cet examen et celui-ci a-t-il entraîné des mesures en conséquence ?			
Une étude des conséquences économiques et sociales a été réalisée dans le cadre de la définition des zones protégées spéciales Natura 2000.			

**Article 12 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Réseau écologique**

25. Des mesures adéquates pour établir un réseau national d'espaces protégés, de biotopes et d'autres éléments protégés ou dignes de protection ont-elles été prises ?			
Oui.	X	Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			
Les ordonnances suivantes ont été adoptées:			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Ordonnance relative aux zones protégées spéciales Natura 2000; ordonnance concernant les zones importantes sur le plan écologique.</i></li> </ul>			

26. Des mesures adéquates pour établir un réseau transfrontalier d'espaces protégés, de biotopes et d'autres éléments protégés ou dignes de protection ont-elles été prises ?			
Oui		Non	X
Veuillez donner des détails.			

27. Est-ce qu'une concertation des objectifs et des mesures applicables aux espaces protégés transfrontaliers a lieu ?			
Oui		Non	X
Si oui, comment ? (Veuillez cocher la réponse correspondante.)			

Par le biais de débats / d'échanges bilatéraux	
Par le biais de débats /d'échanges multilatéraux	
Par le biais de la concertation des objectifs et de mesures se rapportant à un projet	
Autrement	
Veuillez donner des détails.	

**Article 13 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Protection de types de biotopes**

28. Des mesures visant à garantir une conservation à long terme et quantitativement suffisante des types de biotopes naturels et proches de leur état naturel ainsi qu'une répartition territoriale conforme à leurs fonctions ont-elles été prises ?			
Oui	X	Non	
Veuillez donner des détails.			
L'ordonnance relative aux zones protégées spéciales Natura 2000 stipule les zones protégées spéciales également présentes dans l'espace alpin. Celles ci représentent 57,8 % de la surface totale de l'espace alpin.			

29. La remise à l'état naturel d'habitats détériorés est-elle encouragée ?			
Oui		Non	X
Veuillez donner des détails.			

**Remarque :** Ne répondez à la question suivante que si le protocole est en vigueur depuis plus de deux ans dans votre pays.

30. Les types de biotopes requérant des mesures pour garantir une conservation à long terme et quantitativement suffisante des types de biotopes naturels et proches de leur état naturel ainsi qu'une répartition territoriale conforme à leurs fonctions ont-ils été désignés en vue de l'établissement de listes sur l'ensemble de l'espace alpin ?

Oui*		Non	
------	--	-----	--

Si oui, quand les biotopes ont-ils été désignés?

--

**\* La liste des biotopes mentionnés doit être jointe.**

**Article 14 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Protection des espèces**

31. A-t-on pris des mesures pour conserver les espèces animales et végétales indigènes sauvages dans leur diversité dans des populations suffisantes en s'assurant que les habitats soient de dimension suffisante ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Veillez donner des détails.

Les ordonnances suivantes ont été adoptées:

*ordonnance relative aux types d'habitation;*

*ordonnance relative aux zones protégées spéciales- Natura 2000 ;*

*ordonnance concernant les zones importantes sur le plan écologique;*

*ordonnance relative à la protection des espèces végétales sauvages;*

*ordonnance relative à la protection des espèces animales sauvages.*

**Remarque : Ne répondez à la question suivante que si le protocole est en vigueur depuis plus de deux ans dans votre pays.**

32. Les espèces menacées, nécessitant des mesures particulières de protection, ont-elles été désignées en vue de l'établissement de listes sur l'ensemble de l'espace alpin ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, quand ?	
-----------------	--

**Article 15 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Interdiction de prélèvement et de commercialisation**

33. Existe-t-il des prescriptions juridiques interdisant ce qui suit ?	Oui	Non
Capter, prélever, blesser, mettre à mort, perturber, en particulier pendant les périodes de reproduction, de dépendance et d'hivernage, des espèces animales déterminées	X	
Détruire, ramasser des œufs dans la nature et les garder	X	
Détenir, offrir, acheter et vendre tout ou partie des spécimens de ces espèces prélevés dans la nature	X	
Cueillir, ramasser, couper, déterrer, déraciner tout ou partie de certaines plantes dans leur habitat naturel	X	
Détenir, offrir, vendre et acheter des spécimens de plantes déterminées prélevés dans la nature.	X	
Si oui, lesquelles ? Veuillez mentionner ces prescriptions juridiques.		
<p>Les interdictions citées précédemment concernent les espèces animales et végétales, qui sont protégées par les prescriptions suivantes :</p> <p><i>ordonnance relative à la protection des espèces végétales sauvages;</i></p> <p><i>ordonnance relative à la protection des espèces animales sauvages;</i></p> <p>-ordonnance pour la protection des variétés de champignons indigènes.</p> <p>dont le contenu est également réglementé par la <i>loi de protection de la nature.</i></p>		

**Remarque : Ne répondez à la question suivante que si le protocole est en vigueur depuis plus de deux ans dans votre pays.**

34. Les espèces animales et végétales bénéficiant de la protection des mesures visées à l'article 15, paragraphes 1 et 2 du protocole Protection de la nature ont-elles été désignées ?			
Oui*		Non	
Si oui, quand ?			

**\*Veuillez joindre la liste des espèces animales et végétales désignées.**

35. Lorsque des interdictions ont été prononcées conformément à l'article 15 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages, est-ce que des dérogations ont été accordées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Des dérogations ont été accordées conformément aux directives de l'UE concernant la préservation des oiseaux sauvages, des habitats naturels ainsi que des espèces animales et végétales sauvages. Ces directives définissent aussi des exceptions, qui sont stipulées dans les ordonnances relatives à la protection des espèces animales et végétales sauvages.			

36. A-t-on précisé les notions de « périodes de reproduction, de dépendance et d'hivernage », figurant à l'article 15 paragraphe 1 du Protocole Protection de la nature et entretien des paysages?			
Oui		Non	X
Si oui, comment ? Veuillez reproduire ces définitions ci-dessous.			
Toutes les notions mentionnées ne sont pas spécifiquement définies, mais leur contenu juridique est défini dans le § 11 <i>loi de protection de la nature</i> et dans l' <i>ordonnance relative à la protection des espèces animales sauvages</i> .			

37. Est-ce que d'autres notions qui poseraient éventuellement des difficultés d'interprétation scientifique ont été précisées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, de quelles notions s'agit-il et comment ont-elles été définies ?			
Les notions sont définies dans le § 11 <i>de la loi de protection de la nature</i> , dans le § 4 de l' <i>ordonnance relative à la protection des espèces végétales sauvages</i> et dans divers paragraphes de l' <i>ordonnance relative à la protection des espèces végétales sauvages</i> .			

**Article 16 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Réintroduction d'espèces indigènes**

38. Votre pays promeut-il la réintroduction et la propagation d'espèces indigènes sauvages, animales et végétales, ainsi que de sous-espèces, de races et d'écotypes dans les conditions énoncées à l'article 16 paragraphe 1 du protocole Protection de la nature et entretien des
---

paysages ?			
Oui		Non	X
Veuillez donner des détails.			
La Slovénie n'encourage pas la réintroduction et la propagation d'espèces indigènes sauvages, animales et végétales, mais elle les rend cependant possible.			

39. La réintroduction et la propagation se font-elles sur la base de connaissances scientifiques ?			
Oui	X	Non	
Veuillez donner des détails.			
La réintroduction se fonde sur l'avis des experts de l'organisme spécialisé en matière de protection de la nature et est définie dans le § 26 de l' <i>ordonnance relative à la protection des espèces animales sauvages</i> .			

40. Le développement des espèces animales et végétales concernées est-il contrôlé après la réintroduction et, si nécessaire, corrigé ?					
Oui		Non		Sans objet	

**Article 17 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Interdiction d'introduction**

41. Des réglementations nationales ont-elles été adoptées pour garantir que des espèces animales et végétales qui n'ont jamais été indigènes dans une région dans le passé connu n'y soient pas introduites ?					
Oui	X	Non			
Si oui, est-ce que ces dispositions prévoient des exceptions ?					
Oui	X	Non		Sans objet	
Dans la mesure où de telles dispositions existent, veuillez mentionner, si elles sont pertinentes, les réglementations correspondantes et les éventuelles dispositions relatives aux exceptions.					
<i>Le § 28 de la loi de protection de la nature fixe le processus d'examen des risques, sur la base duquel le règlement concernant la mise en oeuvre de l'examen des risques sur la nature et l'attribution de l'autorisation (pour la réintroduction) a été décidé.</i>					

**Article 18 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Dissémination d’organismes génétiquement modifiés**

42. Existe-t-il des prescriptions juridiques qui prévoient, avant la dissémination d’organismes génétiquement modifiés, un examen formel des risques en découlant pour l’homme et l’environnement ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ? Veuillez mentionner les dispositions en question en en mentionnant le contenu.			
<p><i>La loi relative à l’utilisation d’organismes génétiquement modifiés a été adoptée.</i></p> <p>Conformément au § 7 de <i>l’ordonnance relative aux zones protégées spéciales (zones protégées Natura 2000)</i> aucun organisme génétiquement modifié n’est introduit sur la zone protégée Natura 2000.</p>			

**Article 19 du protocole Protection de la nature et entretien des paysages – Mesures complémentaires**

43. Des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ont-elles été prises ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			

**Difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du protocole Protection de la nature et entretien des paysages**

44. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en oeuvre du protocole?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
La mise en oeuvre du protocole est liée au système judiciaire de protection de la nature en			

Slovénie, dont la majeure partie est réglementée par la *loi de protection de la nature*. Nous avons cependant rencontré des difficultés concernant le financement, la communication des dispositions, la surveillance et dans d'autres domaines.

### **Évaluation de l'efficacité des mesures prises**

45. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

La période initiale a été caractérisée par l'élaboration du système judiciaire. L'efficacité finale des mesures est cependant suspendue pendant la période de concertation et de mise en oeuvre des dispositions légales.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

## ***D. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'agriculture de montagne (Protocole du 20.12.1994)***

### **Article 4 du protocole Agriculture de montagne– Rôle des agriculteurs**

1. Les agriculteurs de l'espace alpin sont-ils reconnus, pour leurs tâches multifonctionnelles, comme étant des acteurs importants de la conservation du paysage naturel et rural ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
Dans le cadre du <i>programme de développement rural 2004-2006</i> , des aides financières sont prévues pour les agriculteurs pratiquant des activités agricoles dans des zones aux conditions difficiles ou mettant en oeuvre de mesures agricoles visant à préserver la nature et le paysage cultivé.			

2. Les agriculteurs de l'espace alpin sont-ils associés aux décisions et aux mesures concernant les régions de montagne ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
Par l'intermédiaire de leurs représentants auprès de la chambre de l'agriculture et de la sylviculture, qui prennent part au processus d'élaboration des mesures de politique agricole.			

### **Article 6 du protocole Agriculture de montagne – Coopération internationale**

3. Parmi les activités mentionnées ci-dessous, lesquelles ont été mises en oeuvre dans le cadre de la coopération internationale relative à l'agriculture de montagne ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	
Évaluations communes du développement de la politique agricole	X
Concertations avant d'adopter toute décision importante en matière de politique agricole, pour la mise en oeuvre du présent protocole	X
Coopération transfrontalière de toutes les autorités compétentes, et tout particulièrement des administrations régionales et des collectivités locales, pour la mise en oeuvre du présent protocole	X
Encouragement de la coopération internationale entre les instituts de recherche et de formation	

Encouragement de la coopération internationale entre les organisations agricoles et environnementales	X
Encouragement des initiatives communes	
Encouragement de la coopération internationale entre les médias	
Encouragement des échanges de connaissances et d'expériences	

4. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	X
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	X
Projets communs	
Autres	
Si vous avez coché « autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.	

**Article 7 du protocole Agriculture de montagne – Encouragements à l'agriculture de montagne**

5. Les mesures suivantes d'encouragement à l'agriculture de montagne sont-elles mises en oeuvre? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	Oui	Non
Différenciation de l'encouragement des mesures de politique agricole à tous les niveaux, en fonction des différentes conditions des sites	X	
Encouragement de l'agriculture de montagne en tenant compte des handicaps	X	

naturels locaux		
Soutien particulier des exploitations assurant un minimum d'activité agricole dans les sites extrêmes		
Compensation appropriée de la contribution que l'agriculture de montagne apporte à la conservation et à l'entretien des paysages naturels et ruraux ainsi qu'à la prévention des risques naturels dans l'intérêt général, allant au-delà des obligations générales, dans le cadre d'accords contractuels liés à des projets et à des prestations		
Si une ou plusieurs des mesures d'encouragement précitées ont été entreprises, veuillez donner des détails.		
Dans le cadre du <i>programme de développement rural 2004-2006</i> , des versements ventilés ont été prévus pour les zones aux conditions difficiles, en mettant l'accent sur des aides plus conséquentes pour les zones de montagne.		

### **Article 8 du protocole Agriculture de montagne - Aménagement du territoire et paysage rural**

6. Est-il tenu compte des conditions particulières des zones de montagne dans le cadre de l'aménagement du territoire, de l'occupation des sols, de la réorganisation foncière et de l'amélioration des sols ?			
Oui	X	Non	
Veuillez donner des détails.			
L'organisation du développement du territoire dans les régions ayant des capacités particulières ou des problèmes fait partie des priorités de la <i>stratégie de développement du territoire slovène</i> .			
II/8. (8) ,, Les zones de montagne sont confrontées à des problèmes économiques, sociaux et environnementaux en raison de leurs caractéristiques géographiques naturelles, comme l'altitude, les dénivelés, le relief et le climat, les retombées des catastrophes naturelles et de la diminution de la population. Dans ces régions, la structure économique et sociale fondamentale et l'économie qui s'y rapporte sont garanties par les ressources naturelles, lorsque la conservation du patrimoine naturel et culturel est à prendre en compte. Le tourisme écologique, l'agriculture biologique et le recours aux énergies renouvelables, qui offrent généralement de nombreuses possibilités dans ces régions, ainsi que l'aide aux communautés montagnardes sont encouragés.			

7. Pour permettre à l'agriculture de montagne d'accomplir ses tâches multiples, les terrains nécessaires à une exploitation agricole adaptée aux sites et respectueuse de l'environnement, sont-ils prévus ?			
Oui		Non	X
Si c'est le cas, d'après quels critères choisit-on ces terrains ?			

8. Les éléments traditionnels du paysage rural (bois, lisières de forêt, haies, bosquets, prairies humides, sèches et maigres, alpages) et leur exploitation sont-ils préservés et rétablis ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez donner des exemples.			
Certaines mesures agricoles du <i>programme de développement rural 2004-2006</i> favorisent la préservation des éléments traditionnels (cf. les mesures agricoles du groupe II).			

9. Des mesures particulières sont-elles prises pour la conservation des bâtiments agricoles et des éléments architecturaux ruraux traditionnels ainsi que pour le maintien de l'utilisation des méthodes et des matériaux de construction caractéristiques ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ?			
Des mesures pour la conservation des bâtiments agricoles et des éléments architecturaux ruraux traditionnels ainsi que pour le maintien de l'utilisation des méthodes et des matériaux de construction caractéristiques existent dans le cadre du programme de <i>développement global de l'espace rural et de rénovation rurale</i> (CRPOV).			

**Article 9 du protocole Agriculture de montagne – Méthodes d'exploitation respectueuses de la nature et produits typiques**

10. Toutes les mesures nécessaires ont-elles été adoptées pour favoriser l'emploi et la diffusion, dans les zones de montagne, de méthodes d'exploitation extensive respectueuses
---

de la nature et caractéristiques du lieu ainsi que pour protéger et valoriser les produits agricoles typiques se distinguant par leurs modes de production localement limités, uniques et respectueux de la nature ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, de quelles mesures s'agit-il ?

Les mesures du *programme de développement rural 2004-2006*.  
 La loi sur l'agriculture et ses dispositions d'application offre la possibilité de préserver les produits agricoles traditionnels ou typiques.

11. S'est-on efforcé, avec d'autres Parties contractantes, d'appliquer des critères communs pour favoriser l'emploi et la diffusion, dans les zones de montagne, de méthodes d'exploitation extensive respectueuses de la nature et caractéristiques du lieu ainsi que pour protéger et valoriser les produits agricoles typiques se distinguant par leurs modes de production localement limités, uniques et respectueux de la nature ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, de quels critères s'agit-il ?

**Article 10 du protocole Agriculture de montagne – Élevage adapté aux sites et diversité du patrimoine génétique**

12. Quelles sont les mesures qui ont été prises pour maintenir l'économie d'élevage, y compris les animaux domestiques traditionnels, avec sa variété de races caractéristiques et ses produits typiques, adaptée aux sites, utilisant la surface disponible et respectant l'environnement ?

Promotion de l'élevage de races traditionnelles ou indigènes d'animaux productifs dans le cadre du *programme de développement rural 2004-2006*.

13. Les structures agricoles, herbagères et forestières nécessaires à l'élevage traditionnel sont-elles maintenues ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

14. Un équilibre entre les surfaces herbagères et le bétail et adapté à chaque site est-il respecté dans le cadre d'une économie herbagère extensive adaptée ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

15. Les mesures nécessaires au maintien de l'élevage traditionnel (notamment dans le domaine de la recherche et du conseil relatifs à la conservation de la diversité du patrimoine génétique des animaux d'élevage et de plantes cultivées) ont-elles été prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, quelles ont été les mesures prises ? Veuillez mentionner notamment d'éventuels résultats de la recherche et du conseil.

Dans le cadre du programme de la banque génétique pour animaux d'élevage, nous préservons déjà depuis quelques années des races indigènes de poulet, chèvres, moutons, porcs, chevaux et boeufs ; concernant les plantes cultivées, nous avons créé des banques génétiques pour les légumes, les pommes de terre, le blé, les plantes fourragères, les baies et le raisin, le sarrasin, le maïs, les fruits, ainsi que pour l'herbe, le trèfle, le houblon, les herbes médicinales et les plantes aromatiques.

En 2004, les activités suivantes ont été mises en oeuvre dans le cadre des banques génétiques pour animaux d'élevage:

- aide technique pour la création d'un espace, dans le milieu naturel, pour l'élevage de jeunes bêtes de race noble pour les besoins des banques génétiques pour le porc slovène

indigène Krškopolje.

- différentes études des caractéristiques biologiques des races traditionnelles ou indigènes d'animaux productifs slovènes ont été mises en oeuvre :

1. Comparaison de la composition en acides gras des oeufs de poules styriennes de type perdrix et des oeufs de poules ISA ;
2. Comparaison de la composition en acides gras des chapons de poules styriennes de type perdrix et des Prelux-G;
3. Analyse de l'aspect de la race tachetée en Slovénie ;
4. Comparaison de la composition en acides gras des vaches laitières: comparaison du lait provenant de la montagne en altitude, des plaines et d'ailleurs.

Réglementation légale: *loi sur l'agriculture, loi sur l'élevage du bétail*- paragraphe 4 : élevage du bétail en respect avec la nature, *règlement pour la conservation de la diversité biologique concernant l'élevage du bétail* (notamment dispositions pour la conservation des sources génétiques animales in situ dans le milieu naturel, ...).

#### Article 11 du protocole Agriculture de montagne – Promotion commerciale

16. Des mesures visant à créer des conditions favorables à la commercialisation des produits de l'agriculture de montagne ont-elles été prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles

La loi sur l'agriculture et ses dispositions d'application indiquent précisément quand doit être indiquée l'appellation d'origine d'un produit « *geografsko poreklo* » (« *appellation d'origine protégée* »), « *geografska označba* » (« *indication géographique protégée* ») ou « *tradicionalni ugled* » (« *spécialité traditionnelle garantie* »), ce qui représente un avantage supplémentaire pour la commercialisation du produit.

17. Existe-t-il des marques d'appellation d'origine contrôlée et de garantie de qualité, permettant la défense à la fois des producteurs et des consommateurs ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ? Veuillez énumérer les marques en question en indiquant leur date de lancement.

Règlement concernant l'indication géographique protégée *Šebreljski želodec* (estomac de

porc de Šebrelje séché et farci), 12.12.2003;

Règlement concernant l'appellation d'origine protégée *Tolminc* (fromage de Tolminc), 21.10.2003;

Règlement concernant l'appellation d'origine protégée *Nanoški sir* (fromage de Nanos), 14.02.2003;

Règlement concernant l'indication géographique protégée *Zgornjesavinjski želodec* (estomac de porc du haut de la vallée de Savinja, séché et farci), 30.04.2004;

Règlement concernant l'appellation d'origine protégée *Bovški sir* (fromage de Bovec), 30.04.2004;

Règlement concernant l'appellation d'origine protégée *Mohant* (fromage de Mohant), 30.04.2004;

### Article 12 du protocole Agriculture de montagne – Limitation de la production

18. Est-ce que, dans le cas de l'introduction éventuelle de limitations de la production agricole, il a été tenu compte des exigences particulières dans les zones de montagne d'une exploitation adaptée aux sites et compatible avec l'environnement ?			
Oui		Non	X
Si oui, comment ?			

### Article 13 du protocole Agriculture de montagne – Complémentarité de l'agriculture et de l'économie forestière

19. L'économie forestière compatible avec la nature, pratiquée tant comme source de revenus complémentaires des exploitations agricoles que comme activité d'appoint des personnes employées dans le secteur agricole, est-elle encouragée ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
L'ordonnance concernant le mode, l'étendue et les conditions de mise en oeuvre d'activités annexes définit les conditions d'activités d'appoint de ce type.			

20. Les fonctions protectrices, productives et récréatives ainsi que les fonctions écologiques et biogénétiques des forêts dans un rapport équilibré avec les surfaces agricoles, tenant compte de la spécificité du site et en harmonie avec le paysage, sont-elles prises en considération ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			

21. L'économie herbagère et le peuplement en gibier sont-ils réglementés en vue d'éviter tout dommage intolérable aux forêts et aux cultures ?			
--	--	--	--

Oui	X	Non	
Si oui, comment ? Veuillez mentionner les réglementations correspondantes.			
La loi sur la forêt interdit tout pacage en forêt. Le pacage en forêt peut être exceptionnellement autorisé par le plan forestier sur la base des critères définis dans les prescriptions pour la protection de la forêt.			

#### **Article 14 du protocole Agriculture de montagne – Sources supplémentaires de revenus**

22. La création et le développement de sources supplémentaires de revenus dans les zones de montagne, en particulier à l'initiative et en faveur de la population locale elle-même, notamment dans les secteurs liés à l'agriculture tels que l'économie forestière, le tourisme et l'artisanat, en harmonie avec la conservation du paysage naturel et rural et dans le but de conserver les activités principales, complémentaires et accessoires, bénéficient-ils d'un encouragement ?			
Oui	X	Non	
Veuillez donner des détails et, le cas échéant, des exemples d'encouragement.			
La promotion du développement des produits touristiques de la ferme comme activité annexe est réglementé par les ordonnances relatives aux activités annexes dans les fermes et par la loi sur la gastronomie et ses dispositions d'application ( <i>règlement relatif aux exigences techniques minimales et la performance minimale pour la mise en oeuvre d'activités gastronomiques dans les fermes et règlement relatif à la classification des capacités d'hébergement</i> ; ce dernier détermine les niveaux de qualité auxquels doivent répondre les fermes proposant un hébergement). La spécialisation des produits touristiques de la ferme, la certification des produits touristiques de la ferme et en milieu rural et les mesures pour la promotion de ces activités dans les fermes relève exclusivement du domaine de l'agriculture, tant que ces activités restent annexes ; si le volume des activités liées au tourisme dépasse la notion d'activité annexe, on peut alors recourir aux mesures et aux aides à la promotion des entreprises, ainsi qu'au soutien politique grâce à des programmes horizontaux pour la promotion de la concurrence économique (en harmonie avec les mesures de l'UE et les politiques en oeuvre dans ce domaine).			

#### **Article 15 du protocole Agriculture de montagne – Amélioration des conditions de vie et de travail**

23. Parmi les mesures énumérées ci-dessous, lesquelles ont été prises pour améliorer les
--

conditions de vie des personnes travaillant dans le domaine des activités agricoles et forestières des zones de montagnes et pour lier l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail au développement économique et social se manifestant dans d'autres domaines et dans d'autres parties de l'espace alpin ?	
L'amélioration des liaisons de transport	
La construction et la rénovation de bâtiments d'habitation et d'exploitation	
L'achat et l'entretien d'installations et d'équipements techniques	X
Autres	
Veuillez donner des détails sur les mesures prises.	
Le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de l'Alimentation accorde des subventions pour les installations et équipements spécifiques à l'agriculture en montagne sous forme d'appels d'offre publics.	

#### Article 16 du protocole Agriculture de montagne – Mesures complémentaires

24. Des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ont-elles été prises ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ?			

#### Difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du protocole Agriculture de montagne

25. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en oeuvre de ce protocole ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
En particulier avant l'entrée de la République de Slovénie dans l'UE, l'aide accordée pour l'agriculture en montagne était fortement limitée par le budget de l'Etat. Depuis l'entrée du pays dans l'UE, les aides sont cofinancées par le Fonds européen d'Orientation et de Garantie			

agricole (FEOGA).

### **Évaluation de l'efficacité des mesures prises**

26. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

***E. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des forêts de montagne (Protocole du 27.2.1996)***

**Article 1<sup>er</sup> du protocole Forêts de montagne – Objectifs**

	Oui	Non
1. Veille-t-on à respecter les objectifs de la conservation de la forêt de montagne en tant qu'écosystème proche de la nature, de son développement et de son extension si nécessaire et de l'amélioration de sa stabilité au moyen des mesures suivantes ?		
appliquer les processus de régénération naturelle de la forêt	X	
aspirer à des peuplements étagés et bien structurés, composés d'essences adaptées à la station	X	
utiliser des plants forestiers de provenance autochtone	X	
éviter l'érosion et le compactage des sols grâce à des procédés d'exploitation et de débardage respectueux de la nature	X	
Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires		

**Article 2 du protocole Forêts de montagne – Prise en considération des objectifs dans les autres politiques**

	Oui	Non
2. Les objectifs/obligations ci-dessous du protocole Forêts de montagnes sont-ils pris/es en considération dans les autres politiques de votre pays ?		
Les polluants atmosphériques seront réduits graduellement jusqu'à ce qu'ils ne soient plus nuisibles aux écosystèmes forestiers concernés. Ceci s'appliquera également aux charges dues aux polluants atmosphériques transfrontaliers.		X
Le grand gibier sera limité à une quantité compatible avec la régénération naturelle des forêts de montagne adaptées à la station, sans mesure de protection particulière.		X
Dans les régions proches des frontières, les mesures de régulation du gibier feront l'objet d'une concertation.	X	

Pour rétablir une sélection naturelle du grand gibier et dans le souci de la protection de la nature, la réintroduction de prédateurs, adaptée aux besoins globaux de la région, sera encouragée.		X
La conservation des forêts de montagne, qui soient en état d'assurer leurs fonctions, passera avant le pâturage en forêt. Pour cette raison, le pâturage en forêt sera soit réduit, soit interdit, de telle sorte que la régénération des forêts adaptées à la station soit possible, que les dégradations du sol soient évitées et surtout, que la fonction protectrice des forêts soit sauvegardée.	X	
La fonction récréative des forêts de montagne sera dirigée et le cas échéant limitée pour ne pas menacer la conservation des forêts de montagne et leur régénération naturelle. On respectera en l'occurrence les besoins des écosystèmes forestiers.	X	
Vu l'importance d'une exploitation durable du bois pour l'économie nationale et la gestion des forêts, l'utilisation accrue du bois en provenance de forêts gérées de façon durable sera encouragée.		X
Les Parties contractantes agiront contre le risque d'incendies de forêt par des mesures préventives adéquates et une lutte efficace contre le feu.	X	
Dans la mesure où une sylviculture respectueuse de la nature et visant notamment à permettre à la forêt de remplir toutes ses fonctions requiert un personnel qualifié, on veillera à assurer la présence d'un personnel qualifié en nombre suffisant.	X	
<p>Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires</p> <p>Les données concernant la protection des jeunes arbres contre le gibier pendant la période 1991-2000 (peinture de protection, clôtures, piquets ou fourreaux), concernant les mesures de protection prévues pour la période 2001-2010 et celles concernant le « grignotage » de la jeune forêt par le gibier sur des surfaces test dans 5 régions sylvicoles dans le cadre de la Convention alpine indiquent que la quantité de grand gibier est toujours trop élevée et que la régénération naturelle des forêts de montagne est impossible sans mesures de protection particulières.</p> <p>En 1976, l'<i>accord des Karawanke</i> pour une gestion cohérente du gibier dans la zone frontalière (gestion de la chasse dans les régions de Gorenjska et de Slovenj Gradec) a été conclu entre l'Autriche et la Slovénie.</p> <p>Des ours et des loups se sont naturellement implantés depuis déjà longtemps. Leur population est viable. En raison des conflits relatifs aux différentes utilisations de l'espace (élevage de moutons ou de bovins), une sélection s'opère sur les populations de ces deux espèces animales,</p>		

conformément à la Convention de Bern. Le lynx était présent en Slovénie jusqu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle avant d'être exterminé. Conformément aux orientations des exploitants de zones de chasse en matière de protection de la nature, à nouveau trois couples de lynx venant de Slovaquie ont été introduits dans la nature. La population de lynx augmente depuis lors.

#### Article 4 du protocole Forêts de montagne – Coopération internationale

3. Quelles sont les activités, parmi celles mentionnées ci-dessous, qui sont poursuivies dans le cadre de la coopération internationale ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)	
Évaluation commune du développement de la politique forestière	
Consultations réciproques avant l'adoption de décisions importantes pour la mise en oeuvre du présent protocole	
Coopération transfrontalière de toutes les autorités compétentes et tout particulièrement des administrations régionales et des collectivités locales en vue de la réalisation des objectifs du protocole	
Encouragement de la coopération internationale entre les instituts de recherche et de formation	X
Encouragement de la coopération internationale entre les organisations forestières et environnementales	
Encouragement des initiatives communes	
Encouragement de la coopération internationale entre les médias	
Encouragement des échanges de connaissances et d'expériences	X

4. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.	
Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	
Projets communs	X
Autres	
Si vous avez coché « autres », veuillez donner des détails sur la coopération.	

--

Veillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.

Les projets INTERREG III, qui impliquent une source de financement supplémentaire.

**Article 5 du protocole Forêts de montagne – Bases de planification**

5. Les bases de planification nécessaires à la mise en oeuvre des objectifs mentionnés dans le présent protocole ont-elles été élaborées ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comprennent-elles également une analyse des fonctions de la forêt tenant compte en particulier des fonctions protectrices ainsi qu'une reconnaissance suffisante du site ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Quels sont ou quels étaient les organismes compétents ?

L'institut forestier slovène élabore des plans sylvicoles et dans le cadre de ses travaux, dresse également une carte topographique des fonctions des forêts. Le ministre actuel de la gestion forestière décide des plans concernant les entités sylvicoles et le gouvernement de la république slovène de ceux concernant les régions sylvicoles. L'institut forestier slovène les met en oeuvre en collaboration avec les sylviculteurs.

**Article 6 du protocole Forêts de montagne – Fonction protectrice des forêts de montagne**

6. La priorité est-elle accordée à l'effet protecteur des forêts de montagne ayant une fonction de protection importante pour leur propre site ou, surtout, pour les agglomérations, pour les infrastructures de transports, pour les surfaces cultivées agricoles et autres ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si c'est le cas, est-ce que la gestion de ces forêts est orientée selon l'objectif de leur protection ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

7. Est-ce que les forêts de montagne ayant une fonction de protection importante pour leur propre site ou, surtout, pour les agglomérations, pour les infrastructures de transports, pour les surfaces cultivées agricoles et autres, sont conservées sur leur site même ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

8. Des projets d'entretien et d'amélioration des forêts de montagne ayant une fonction de protection sont-ils mis en oeuvre dans l'espace alpin de votre pays ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquels ?

--

9. Est-ce que les mesures nécessaires à la conservation des forêts de montagne ayant une fonction de protection importante pour leur propre site ou, surtout, pour les agglomérations, pour les infrastructures de transports, pour les surfaces cultivées agricoles et autres, sont planifiées et mises en oeuvre avec compétence, dans le cadre des projets d'entretien ou d'amélioration des forêts protectrices ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si c'est le cas, l'objectif de protection de la nature et d'entretien des paysages est-il pris en compte dans le cadre des projets d'entretien et d'amélioration des forêts ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

**Article 7 du protocole Forêts de montagne – Fonction de production des forêts de montagne**

10. Dans les forêts de montagne à fonction de production dominante et où les conditions économiques régionales l'exigent, est-il fait en sorte que l'économie forestière de montagne puisse se développer en tant que source de travail et de revenu pour la population locale ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

En encourageant le développement des entreprises et des exploitations de l'industrie de transformation du bois.

11. La régénération des forêts de montagne, là où elles ont une fonction de production, se fait-elle avec des espèces d'arbres adaptées à la station ?

Oui

X

Non

Si oui, veuillez donner des détails.

Une des directives sur le rajeunissement de la forêt est stipulée dans le *programme pour le développement de la forêt* et précise que « *pour renouveler le peuplement forestier, on plante des plants d'espèces d'arbres adaptées à la station et de provenance adéquate* ».

Pour la plantation dans les forêts, mise en oeuvre selon les plans sylvicoles, seul ce type de plants est utilisé. L'*institut forestier slovène* les propose et les distribue gratuitement aux propriétaires terriens. L'*institut forestier slovène* a pour mission de veiller au respect de cette directive.

Les indications sur le nombre d'espèces d'arbres plantées sur la surface totale de plantation dans les régions sylvicoles de l'espace alpin entre 2001 et 2010 indiquent qu'aucune espèce non indigène n'a été introduite dans les forêts et que le nombre de sapins rouges est toujours relativement élevé par endroits bien que le nombre d'arbres à feuilles soit plus important. La proportion de renouvellement par plantation étant toutefois relativement faible par rapport à celle due au rajeunissement naturel, les répercussions liées à la plantation d'épicéas sont donc faibles.

12. L'exploitation forestière des forêts de montagne est-elle effectuée avec soin, en ménageant le sol et les peuplements ?

Oui

X

Non

Si oui, veuillez donner des détails.

L'exploitation forestière s'effectue grâce à des coupes d'éclaircissement des perchis et des très gros troncs et grâce à l'abattage sélectif et de rajeunissement. Une coupe à blanc ne peut avoir lieu qu'exceptionnellement car la coupe à blanc en tant que système d'exploitation est interdite par la loi. Est considérée comme une coupe à blanc la coupe d'une forêt sur une surface, sur laquelle la distance entre deux rangées est plus grande que la hauteur des arbres adultes (par exemple: pour un arbre de 30 m de haut:  $S > 0,09$  ha).

**Article 8 du protocole Forêts de montagne – Fonctions sociales et écologiques des forêts de montagne**

13. Des mesures ont-elles été prises pour remplir les importantes fonctions sociales et écologiques de la forêt de montagne, comme la garantie de ses effets sur les ressources en eau, sur l'équilibre climatique, sur l'épuration de l'air et sur la protection contre le bruit ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Fixation de zones de protection de l'eau visant à protéger les sources d'eau potable et limitation de son utilisation dans ces zones.			

14. Des mesures garantissant la biodiversité des forêts de montagne sont-elles prises ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Travaux d'amélioration des conditions de vie des animaux sauvages et travaux d'entretien de la forêt, grâce auxquels les arbres sont disposés conformément aux objectifs sylvicoles. La diversité biologique est un des buts dans le système de sylviculture multifonctionnelle.			

15. Des mesures garantissant l'utilisation des forêts de montagne pour la découverte de la nature et la récréation sont-elles prises ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
La <i>loi sur la forêt</i> garantit à chacun le libre accès et la libre circulation dans la forêt pour se détendre et se régénérer ainsi que pour ramasser des fruits des bois à des fins non professionnels et pour se délasser activement (§5). Les nombreux « <i>sentiers de découverte de la nature</i> », créés dans les forêts locales principalement à l'instigation des associations touristiques locales et en faveur non seulement de la culture mais aussi de la détente et des loisirs, sont réellement intéressants du point de vue touristique.			

**Article 9 du protocole Forêts de montagne – Desserte forestière**

16. Pour la protection de la forêt contre les dommages ainsi que pour une exploitation et un
--

entretien respectueux de la nature, les mesures de desserte planifiées et réalisées avec soin sont-elles prises en tenant compte des exigences de la protection de la nature et des paysages ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

**Article 10 du protocole Forêts de montagne – Réserves de forêt naturelle**

17. Des réserves de forêt naturelle où toute exploitation a été fondamentalement arrêtée ou adaptée à l'objectif de la réserve ont-elles été délimitées en nombre et en étendue suffisants aux fins de garantie de la dynamique naturelle et de la recherche ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si c'est le cas, combien de réserves de forêt naturelle sont délimitées dans l'espace alpin de votre pays et quelle fraction de la superficie totale de la forêt représentent-elles ?

Dans les 5 régions sylvicoles que nous avons sélectionnées car celles-ci sont situées dans la zone relevant de la Convention alpine, on dénombre 64 réserves forestières. Ces réserves forestières représentent 4844 ha, soit 12 % de la surface totale de la forêt.

18. Si des réserves de forêt naturelle sont délimitées, est-ce que tous les écosystèmes forestiers de montagne y sont représentés dans la mesure du possible ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

19. La fonction protectrice nécessaire des peuplements des réserves de forêt naturelle est-elle garantie ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

20. Est-ce que la délimitation de réserves de forêt naturelle au sein de domaines appartenant à des particuliers est faite, fondamentalement, dans le sens d'une protection contractuelle efficace de la nature avec effet à long terme ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

21. Est-ce que la planification et la délimitation des réserves de forêt naturelle transfrontalières se font et se sont faites dans le cadre d'une collaboration avec d'autres Parties contractantes, pour autant que cela soit et ait été nécessaire ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

### Article 11 du protocole Forêts de montagne – Aide et compensation

22. Notamment pour les mesures indiquées dans les articles 6 à 10 du protocole Forêts de montagne, des aides forestières suffisantes sont-elles attribuées, tenant compte des conditions économiques peu favorables dans l'espace alpin et considérant les prestations fournies par l'exploitation des forêts de montagne ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si c'est le cas, veuillez donner des détails. (Conditions requises pour recevoir des aides, type d'aide, moyens financiers, etc.)

23. Les propriétaires de forêt ont-ils droit à une compensation adéquate et adaptée à leurs prestations, si l'on exige de l'économie forestière de montagne des prestations dépassant les obligations prévues par les prescriptions juridiques existantes et si leur nécessité est fondée dans des projets ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, veuillez donner des détails.

Ces obligations sont prévues par la *Constitution de la République de Slovénie*, par la *loi sur la forêt* et par la *loi de protection de la nature*.

*La loi sur la forêt* stipule au § 46 que :

« La prescription, stipulant qu'une forêt est protégée ou a une fonction spéciale, définit également le système d'exploitation de cette forêt, l'exploitant de ce système et le responsable financier qui dispose des moyens financiers pour les frais relatifs à un système d'exploitation particulier ou à des installations et équipements particuliers dans le cas d'une forêt ayant une

fonction spéciale.

Si une forêt a été déclarée protégée ou ayant une fonction spéciale, l'exploitation de la propriété ou plutôt l'exercice du droit de propriété est limitée ; alors, le propriétaire a le droit de réclamer un allègement fiscal correspondant ou un dédommagement conformément aux prescriptions relatives à l'expropriation, ou bien d'exiger que la République de Slovénie ou les collectivités territoriales locales achète la forêt déclarée protégée ou dotée d'une fonction spéciale en question. Si le propriétaire le revendique, l'autorité qui a déclaré que la forêt est protégée ou a une fonction spéciale, soit l'Etat ou les collectivités territoriales concernées, sont obligées de procéder à l'achat de la forêt.

Les travaux, nécessaires à la garantie de certaines fonctions sociales très particulières dans une forêt n'ayant pas été déclarée avoir des fonctions spéciales, sont stipulés par contrat entre le propriétaire forestier et l'Etat ou bien la collectivité territoriale locale. Ce contrat indique également le montant du dédommagement pour la baisse d'activité de l'exploitation ligneuse ou encore le montant de l'indemnité perçue par le propriétaire forestier pour la mise en oeuvre des travaux stipulés contractuellement ».

24. Les instruments nécessaires au financement de mesures d'aide et de compensation ont-ils été créés ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, est-il tenu compte dans leur financement, outre l'avantage au niveau de l'économie nationale pour l'ensemble de la population, de l'intérêt qu'y trouvent certains particuliers ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si c'est le cas, veuillez mentionner les instruments créés pour financer les mesures d'encouragement et de compensation ?

Le § 48 de la *loi sur la forêt* stipule que:

«Les fonds pour les travaux planifiés dans les forêts de protection et dans les forêts spéciales dans les zones à coulées de boues pour le versement des dédommagements et des indemnités conformément au § 46 et pour l'achat des forêts de protection ou forêts ayant des fonctions spéciales par la République de Slovénie, sont prévus dans le budget de la République de Slovénie. Les fonds concernant le cofinancement des travaux de protection et de conservation et les travaux de maintien de l'environnement vital des animaux sauvages dans les forêts spéciales sont également prévus dans le budget de la République de Slovénie.

Les fonds pour les dispositions citées sont prévus dans le budget de la République de Slovénie, conformément au programme d'investissements dans les forêts élaboré par l'*institut forestier slovène* sur la base du *programme pour le développement de forêts en Slovénie*.

La forme des travaux, l'importance des fonctions de la forêt, la taille de la propriété et la situation socioéconomique du sylviculteur sont pris en compte lors du cofinancement des travaux forestiers. Le *règlement sur le financement et le cofinancement des investissements forestiers à la charge du budget de l'Etat de la République de Slovénie* régleme les formes de travaux et le mode d'attribution des fonds ».

### Article 12 du protocole Forêts de montagne – Mesures complémentaires

25. Des mesures complémentaires à celles envisagées dans le présent protocole ont-elles été prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles

- interdiction d'utiliser la coupe à blanc comme méthode de gestion forestière (cf. réponse § 7 du protocole) ;
- interdiction d'utiliser des substances chimiques;
- interdiction de circuler avec des véhicules motorisés en dehors des routes forestières;
- interdiction d'installer des clôtures dans la forêt (sauf certaines exceptions), en particulier les parcs à gibier sont interdits ;
- pâturage en forêt interdit;
- le propriétaire forestier est obligé de gérer la forêt selon le plan élaboré par l'Office national des forêts et de respecter les instructions qui y sont mentionnées concernant la coupe des arbres ;
- concernant la plantation de jeunes arbres en forêt, il faut tenir compte non seulement du fait que l'on introduit des espèces d'arbres autochtones mais également de la provenance adéquate de ces espèces.

### Difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du protocole Forêts de montagnes

26. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en oeuvre du protocole ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

La collecte des données sur la sylviculture s'effectue à d'autres niveaux administratifs (régions sylvicoles, entités sylvicoles) ; or ces derniers ne sont pas directement comparables avec le territoire de la Convention alpine.

Accord sur les divergences d'intérêts entre la sylviculture, la chasse, l'agriculture et la protection de la nature, par exemple à propos des sujets suivants :

- limitation du gibier ;
- pâturage forestier;
- présence de prédateurs sauvages sur une zone d'élevage extensif (attaques du petit bétail par les ours) ;

Manque de moyens financiers, en particulier pour :

- la promotion de la fonction économique de la forêt en montagne ;
- investissement dans l'infrastructure (routes).

### **Évaluation de l'efficacité des mesures prises**

27. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

D'une façon générale, nous sommes satisfaits de la mise en oeuvre du protocole, compte tenu du fait qu'il n'a été ratifié que récemment.

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

***F. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine du tourisme (Protocole du 16.10.1998)***

**Article 2 du protocole Tourisme – Coopération internationale**

1. Une coopération internationale renforcée entre les organismes compétents respectifs, visant notamment à valoriser des espaces transfrontaliers par la coordination d'activités de tourisme et de loisirs respectueuses de l'environnement est-elle mise en oeuvre ?			
Oui	X	Non	
Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.			
Conventions bilatérales			
Conventions multilatérales			
Soutien financier			
Formation continue / entraînement			
Projets communs			X
Autres			
Si vous avez coché « autres », veuillez donner des détails sur la coopération.			
Veuillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.			
Projets communs dans le cadre des initiatives communes INTERREG III A Italie – Slovénie et Autriche – Slovénie, PHARE CBC, INTERREG III B.			

**Article 5 du protocole Tourisme – Maîtrise de l'offre**

2. Des concepts directeurs, des programmes de développement, des plans sectoriels visant un développement touristique durable qui tiennent compte des objectifs du présent protocole ont-ils été élaborés ?			
Oui	X	Non	

Si oui, ont-ils été mis en oeuvre ?			
Oui		Non	X
Leur élaboration et leur mise en oeuvre se font-ils au niveau le plus approprié ?			
Oui	X	Non	
Si oui, les concepts directeurs, programmes de développement et plans sectoriels permettent-ils d'évaluer et de comparer les avantages et les inconvénients des développements envisagés notamment sous les aspects suivants :			
les conséquences socio-économiques sur les populations locales ?			X
les conséquences pour les sols, l'eau, l'air, l'équilibre naturel et les paysages, en tenant compte des données écologiques spécifiques, des ressources naturelles et des limites d'adaptation des écosystèmes ?			X
les conséquences sur les finances publiques ?			X

3. Est-ce que sur l'ensemble du territoire concerné, des plans garantissant un développement régional durable tenant compte de toutes les revendications d'utilisation (tourisme, transports, agriculture et sylviculture, zones de peuplement) ont été mis en oeuvre ?			
Oui	X	Non	

4. Est-ce que lors de la planification et de l'ouverture d'espaces à une utilisation touristique, on vérifie leur impact sur l'environnement ?			
Oui	X	Non	
Existe-t-il, pour cela, des prescriptions juridiques ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles			
<i>Loi pour la protection de l'environnement;</i> <i>loi de protection de la nature;</i> <i>loi de planification du territoire ;</i> <i>loi sur la construction;</i> <i>loi concernant le parc national du Triglav.</i>			

5. Si des concepts directeurs en vue du développement durable de destinations touristiques ont été établis, veuillez les exposer.

Les concepts directeurs de base en vue du développement de ce secteur ont été établis dans le cadre de la zone de développement touristique fondamentale des Alpes Juliennes, définie dans la *stratégie du secteur du tourisme en Slovénie 2002-2006* et correspondant à un quart de la capacité globale du tourisme en Slovénie. Ces concepts directeurs reposent sur la coordination des activités de loisirs et des besoins sociaux et écologiques dans cette région, où le parc national du Triglav représente le point identificatoire commun à toute la région des Alpes Juliennes. Concernant le développement des capacités touristiques, les concepts directeurs prônent un développement orienté vers la qualité et l'écotourisme de grande qualité plutôt que la quantité, soit par exemple la création de petits hôtels familiaux et de possibilités d'hébergement, construits en respect avec l'architecture locale et le patrimoine culturel, des restaurants gastronomiques traditionnels, le développement de l'offre touristique à la ferme en tenant compte de l'offre liée au folklore et à l'écologie, la conservation des us et coutumes ainsi que l'art de vivre dans les Alpes, la création de terrains de camping et la modernisation des refuges en respect avec l'environnement ainsi que la promotion des activités de plein air respectant la nature dans cette région.

6. Est-ce que la population locale a été impliquée dans l'élaboration des concepts directeurs ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

7. Si des concepts directeurs, des programmes de développement, des plans sectoriels ont été élaborés, contiennent-ils les points énumérés ci-dessous ? (Veuillez cocher les réponses correspondantes.)

Élaboration de concepts et d'offres en vue d'un tourisme respectant la nature	
Certification et label « Environnement respecté » pour les offres touristiques	
Encouragement et introduction de systèmes de gestion environnementale	
Autres	

Si vous avez coché une ou plusieurs des possibilités indiquées ci-dessus, veuillez donner des détails.

Concernant la politique dans le secteur du tourisme en 2005/2006, la planification de la mise en oeuvre de toutes les activités indiquées s'effectue dans le cadre de la création et l'instauration d'un système global de qualité concernant l'offre touristique slovène, qui fait partie des mesures prioritaires en matière de tourisme en Slovénie.

### Article 6 du protocole Tourisme – Orientations du développement touristique

8. Est-il tenu compte, en ce qui concerne le développement du tourisme, des préoccupations concernant la protection de la nature et la sauvegarde du paysage?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

9. Est-ce que seuls les projets de tourisme favorables aux paysages et tolérables pour l'environnement sont encouragés ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

10. Est-ce que la politique renforce la compétitivité du tourisme alpin proche de la nature ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

En ajoutant des critères de concurrence et en attribuant des subventions pour le développement dans ce secteur.

11. Les mesures en faveur de l'innovation et de la diversification de l'offre sont-elles privilégiées ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ? Veuillez également mentionner des exemples.

12. Recherche-t-on, dans les régions à forte pression touristique, un rapport équilibré entre les formes de tourisme intensif et les formes de tourisme extensif ?			
Oui	X	Non	

13. Les mesures d'incitation et les mesures encouragées tiennent-elles compte des aspects suivants ?	Oui	Non
Pour le tourisme intensif : de l'adaptation des structures et équipements touristiques existants aux exigences écologiques	X	
Pour le tourisme intensif : du développement de nouvelles structures en conformité avec les objectifs visés par le présent protocole	X	
Pour le tourisme extensif : du maintien ou du développement d'une offre touristique proche des conditions naturelles et respectueuse de l'environnement	X	
Pour le tourisme extensif : de la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel des régions d'accueil touristique	X	

#### **Article 7 du protocole Tourisme – Recherche de la qualité**

14. La politique de votre pays recherche-t-elle en permanence et systématiquement la qualité de l'offre touristique sur l'ensemble de l'espace alpin, en tenant compte, notamment, des exigences écologiques ?			
Oui	X	Non	

15. Les échanges d'expérience et la réalisation de programmes d'actions communs, poursuivant l'amélioration qualitative, portent-ils notamment sur les domaines suivants ?	Oui	Non
l'insertion des équipements dans les paysages et les milieux naturels		X
l'urbanisme, l'architecture (construction neuves et réhabilitation de villages)		X
les équipements d'hébergement et les offres de services touristiques		
la diversification de l'offre touristique de l'espace alpin en valorisant les activités culturelles des différents territoires concernés	X	
Veuillez mentionner des exemples relatifs aux domaines pour lesquels vous avez coché « oui ».		

Pèlerinages dans les trois pays (Italie, Slovénie, Autriche), point de rencontre des trois pays : Višarji, sentiers de randonnées et de montagne sur le domaine alpin des trois pays, randonnées communes et rencontres des trois pays en montagne à la frontière avec l'Italie et l'Autriche, parc commémoratif commun (front d'Isonzo/Soča). Projets transnationaux comme le projet de création d'un sentier de randonnées commun VIA ALPINA sur tout l'arc des Alpes et de présentation de l'offre existant le long de ce sentier de randonnées (hébergement, curiosités culturelles et beautés de la nature, diverses prestations de services, etc.) ainsi que la continuation de ce sentier de randonnées dans le cadre du projet VIADVENTURE, qui favorise avant tout la candidature de ce sentier et de l'offre qui s'y rapporte.

#### Article 8 du protocole Tourisme – Maîtrise des flux touristiques

16. Des mesures visant à maîtriser les flux touristiques dans les espaces protégés sont-elles prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

17. Des mesures visant à maîtriser les flux touristiques hors des espaces protégés sont-elles prises ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

#### Article 9 du protocole Tourisme – Limites naturelles du développement

18. Le développement touristique est-il adapté aux particularités de l'environnement et aux ressources disponibles de la localité ou de la région intéressée ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ?

Grâce à la coordination des programmes de développement régionaux et des plans de développement du tourisme dans les régions concernées avec la *stratégie de développement du territoire slovène*.

19. Est-ce que les projets susceptibles d'avoir un impact notable sur l'environnement sont assujettis à une évaluation préalable ?

Oui	X	Non	
Si oui, est-il tenu compte des résultats de cette évaluation lors des décisions ?			
Oui	X	Non	

### Article 10 du protocole Tourisme – Zones de tranquillité

20. Des zones de tranquillité où l'on renonce aux aménagements touristiques ont-elles été délimitées ?			
Oui	X	Non	

### Article 11 du protocole Tourisme – Politique de l'hébergement

21. Les politiques d'hébergement prennent-elles en compte la rareté de l'espace disponible en promulguant les mesures suivantes ?	Oui	Non
privilège accordé à l'hébergement commercial	X	
réhabilitation et utilisation du bâti existant		
modernisation et amélioration de la qualité des hébergements existants		

### Article 12 du protocole Tourisme - Remontées mécaniques

22. Est-il garanti que les nouvelles autorisations concernant des remontées mécaniques prennent en compte les exigences écologiques et paysagères ?			
Oui	X	Non	
Si oui, au moyen de quels instruments ou selon quelles prescriptions juridiques ?			
<p>L'affectation territoriale est déjà stipulée dans les prescriptions territoriales, dans lesquelles la conformité aux exigences écologiques et paysagères est vérifiée lors du classement des activités sur le territoire. Ces exigences s'appliquent également aux remontées mécaniques. Les autorisations concernant les remontées mécaniques sont délivrées selon la <i>loi sur le transport de passagers en téléphérique</i>.</p>			

23. Les nouvelles autorisations d'exploitation de remontées mécaniques ainsi que les concessions prévoient-t-elles l'obligation du démontage et de l'enlèvement des remontées mécaniques hors			
---	--	--	--

d'usage?			
Oui	X	Non	

24. Les nouvelles autorisations d'exploitation de remontées mécaniques ainsi que les concessions prévoient-elles la remise à l'état naturel des surfaces dorénavant inutilisées avec, en priorité, des espèces végétales d'origine locale ?			
Oui		Non	X

### Article 13 du protocole Tourisme – Trafic et transports touristiques

25. Des mesures visant à réduire les transports individuels motorisés à l'intérieur des stations touristiques ont-elles été encouragées pendant la période de référence du rapport ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Restrictions et interdictions de circulation des véhicules motorisés conformément à la <i>loi sur la circulation des véhicules motorisés</i> ; grâce à des mesures financières, des limitations temporelles de la circulation des véhicules motorisés et conformément à l' <i>ordonnance sur la réglementation des transports</i> et à l' <i>ordonnance d'interdiction de circuler en véhicule motorisé dans le milieu naturel</i> (motoneige, motocross, etc.).			

26. Est-ce que le trafic individuel motorisé a été limité ?			
Oui	X	Non	

27. Les initiatives privées ou publiques tendant à améliorer l'accès aux sites et centres touristiques au moyen de transports collectifs et l'utilisation de ces transports par les touristes sont-elles encouragées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
Organisation des systèmes de transports publics, attribution de concessions, attribution de			

subventions par voyageur-kilométrique pour les moyens de transports publics.

Mesures et décrets des collectivités territoriales locales actuelles concernant la limitation du trafic au niveau local.

#### **Article 14 du protocole Tourisme – Techniques particulières d'aménagement**

28. L'aménagement, l'entretien et l'exploitation de pistes de ski présentent-ils la meilleure intégration possible au paysage ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Tient-on compte, en l'occurrence, des équilibres naturels et de la sensibilité des biotopes ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

29. Les machines à fabrication de neige sont-elles autorisées ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si c'est le cas, quelles sont les conditions requises pour l'autorisation de machines à fabrication de neige et quelles prescriptions juridiques en réglementent l'emploi ? Veuillez exposer notamment comment sont définies les conditions hydrologiques et écologiques pour la fabrication de neige.

30. Les modifications de terrain sont-elles limitées ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

31. Les terrains modifiés sont-ils revégétalisés en priorité avec des espèces d'origine locale ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

### Article 15 du protocole Tourisme – Pratiques sportives

32. Des mesures de maîtrise des pratiques sportives dans la nature ont-elles été prises ?			
Oui		Non	
Si oui, comment ?			

33. Existe-t-il des limitations relatives aux activités sportives motorisées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Quelques limitations au niveau local (communes) décidées par le comité de gestion.			

### Article 16 du protocole Tourisme – Déposes par aéronefs

34. Les déposes par aéronefs à des fins sportives, en dehors des aérodromes, sont-elles autorisées ?			
Oui		Non	X
Si oui, quelles en sont les conditions requises ? Veuillez mentionner notamment les lieux où cela est autorisé et les conditions locales requises ainsi que le volume autorisé. Veuillez également indiquer quelles sont les réglementations qui régissent les déposes par aéronefs en dehors des aérodromes à des fins sportives.			

### Article 17 du protocole Tourisme – Développement des régions et des collectivités publiques économiquement faibles

35. Des solutions permettant un développement équilibré des régions et des collectivités publiques économiquement faibles ont-elles été étudiées et développées ?			
---	--	--	--

Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Loi et prescriptions pour la mise en oeuvre du développement harmonieux des régions.			

### Article 18 du protocole Tourisme – Étalement des vacances

36. Des mesures visant un meilleur étalement géographique et temporel de la demande touristique des régions d'accueil ont-elles été prises ?			
Oui	X	Non	
Si oui, cela s'est-il fait dans le cadre d'une coopération entre États ?			
Oui		Non	X

37. Si des mesures visant un meilleur étalement géographique et temporel de la demande touristique des régions d'accueil ont été prises, de quelles mesures s'agissait-il ?			
Étalement des vacances d'hiver par région.			

### Article 19 du protocole Tourisme – Incitations à l'innovation

38. Des incitations propres à encourager la mise en oeuvre du présent protocole ont-elles été développées ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ? Veuillez mentionner également des exemples.			

39. Quelles innovations ont été suscitées par la mise en oeuvre du protocole Tourisme ?			
La mise en oeuvre du protocole encourage la promotion de l'innovation et du changement de politique du secteur du tourisme concernant les produits de l'écotourisme, la forte spécialisation et la certification de l'offre touristique dans l'espace alpin, afin d'atteindre une meilleure qualité de l'offre touristique tout en conservant les valeurs naturelles et culturelles de l'espace alpin.			

### Article 20 du protocole Tourisme – Coopération entre tourisme, agriculture, économie forestière et artisanat

40. La coopération entre le tourisme, l'agriculture, l'économie forestière et l'artisanat est-elle encouragée ?			
Oui		Non	X
Les combinaisons d'activités créatrices d'emplois dans le sens d'un développement durable sont-elles particulièrement favorisées ?			
Oui		Non	X
Si votre pays soutient la coopération entre le tourisme, l'agriculture, l'économie forestière et l'artisanat, veuillez expliquer comment.			
<p>Grâce à la promotion du développement des zones rurales en installant des activités annexes dans le secteur du tourisme à la ferme, à la création d'offres touristiques reposant sur le folklore, l'oenologie et l'écologie dans les zones rurales, à des mesures de conservation des petites entreprises et de l'artisanat traditionnels comme source principale de production de la branche des souvenirs et de l'offre des souvenirs pour les touristes en Slovénie et à la création de sentiers de découverte de la forêt.</p>			

### Article 21 du protocole Tourisme – Mesures complémentaires

41. Des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ont-elles été prises ?			
Oui		Non	X
Si oui, lesquelles ?			

### Difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du protocole Tourisme

42. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en oeuvre du protocole ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Il y a trop peu de plans d'action concrets et transdépartementaux communs et de mesures pour			

tous les départements ayant une influence synergique sur le tourisme ; de ce fait, les politiques des régions en matière de tourisme et les objectifs correspondants ne sont que rarement atteints ou bien les mesures mises en oeuvre sont inefficaces, ce qui compromet également la mise en oeuvre du protocole.

### **Évaluation de l'efficacité des mesures prises**

43. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

***G. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine des transports (Protocole du 31.10.2000)***

**Article 7 du protocole Transports – Stratégie générale de la politique des transports**

1. Est-ce qu'une gestion rationnelle et sûre des transports, notamment dans les réseaux transfrontaliers harmonisés, est mise en oeuvre ?			
Oui	X	Non	

2. Est-ce que les mesures énumérées ci-dessous sont mises en oeuvre dans le cadre d'un réseau transfrontalier harmonisé ?	Oui	Non
La bonne coordination des différents organismes, modes et moyens de transport est assurée et l'intermodalité est favorisée.	X	
L'exploitation des systèmes de transports et des infrastructures existants dans l'espace alpin est optimisée, entre autre par le recours à la télématique.		X
Les coûts externes et les coûts d'infrastructure sont imputés aux usagers, en fonction des nuisances générées.		X
Des mesures structurelles et d'aménagement du territoire favorisent un transfert des transports des personnes et des marchandises vers les moyens de transport plus respectueux de l'environnement et vers des systèmes de transports intermodaux.	X	
Les possibilités de réduction du volume du trafic sont identifiées et mises en oeuvre.		X

3. Les mesures énumérées ci-dessous sont-elles mises en oeuvre dans toute la mesure du possible, si nécessaire ?	Oui	Non
La protection des voies de communication contre les risques naturels	X	
La protection des personnes et de l'environnement dans les zones subissant particulièrement les nuisances liées aux transports	X	
La réduction progressive des émissions de substances nocives et des émissions sonores de l'ensemble des modes de transport, et ce, en employant les meilleures technologies utilisables	X	
L'augmentation de la sécurité des transports	X	

**Article 8 du protocole Transports – Procédure d'évaluation et de consultation intergouvernementale**

4. Lors de la construction, de la modification ou de l'agrandissement de façon significative des infrastructures des transports, procède-t-on aux études/analyses/audits mentionnés ci-dessous ?		Oui	Non
Études d'opportunité		X	
Études d'impact sur l'environnement		X	
Analyses des risques		X	
Autres audits			X
Si vous avez coché « autres audits », mentionnez leur nature.			
Si vous avez répondu « oui » ci-dessus, les résultats des audits/analyses sont-ils pris en compte dans le respect des objectifs du présent protocole ?			
Oui	X	Non	

5. La planification des infrastructures de transport destinées à l'espace alpin se fait-elle de manière coordonnée et concertée avec les autres Parties contractantes ?			
Oui	X	Non	

6. En cas de projets ayant un impact transfrontalier significatif, procède-t-on à des consultations des Parties contractantes concernées avant la mise en oeuvre du projet et au plus tard après la présentation des résultats des études sus-mentionnées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, veuillez mentionner des exemples.			
Modernisation du tunnel de Loibl.			

7. Dans le cas de projets prévus ou réalisés par une autre Partie contractante, ayant un impact			
---	--	--	--

transfrontalier significatif, votre pays a-t-il été consulté avant la mise en oeuvre du projet ?					
Oui	X	Pas toujours		Non	
Si vous avez coché « Non » ou « Pas toujours », veuillez mentionner le ou les cas dans lesquels votre pays n'a pas été consulté, en mentionnant la Partie contractante respective et la date approximative de la mise en oeuvre du projet au sujet duquel vous n'avez pas été consulté.					

8. La prise en compte renforcée de la politique des transports dans la gestion environnementale des entreprises est-elle encouragée ?			
Oui		Non	X
Si oui, comment ?			

### Article 9 du protocole Transports – Transports publics

9. La création et le développement de systèmes de transports publics conviviaux et adaptés à l'environnement sont-ils encouragés ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
<p>Politique des transports,  promotion des transports publics de voyageurs;  billets uniques;  réglementation législative de ce domaine;  stratégie de l'attribution de concession.</p>			

10. La création et le développement de systèmes de transports publics conviviaux et adaptés à l'environnement ont-ils contribué à maintenir et à améliorer de façon durable l'organisation
--

économique et la structure de l'habitat ainsi que l'attrait de l'espace alpin au point de vue repos et loisirs ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			

### Article 10 du protocole Transports – Transport ferroviaire et fluvio-maritime

11. Les mesures énumérées ci-dessous ont-elles été favorisées et sont-elles favorisées afin de mieux exploiter la capacité du chemin de fer à répondre aux besoins du transport à longue distance et de mieux utiliser le réseau ferroviaire pour la mise en valeur économique et touristique des Alpes ?	Oui	Non
L'amélioration des infrastructures ferroviaires par la construction et le développement des grands axes ferroviaires transalpins, y compris les voies de raccordement et la mise en place de terminaux adaptés	X	
La continuation de l'optimisation de l'exploitation des entreprises ferroviaires et de leur modernisation, en particulier dans le domaine du trafic transfrontalier	X	
L'adoption de mesures visant à transférer sur le rail le transport à longue distance des marchandises et à rendre plus équitable la tarification d'usage des infrastructures de transport	X	
La création de systèmes de transports intermodaux ainsi que le développement du ferroutage	X	
La poursuite du développement technique du chemin de fer en vue d'en augmenter la performance tout en réduisant les émissions de bruit		X
L'utilisation renforcée du rail et la création de synergies favorables à l'utilisateur entre les transports de voyageurs sur longue distance, les transports régionaux et les transports locaux	X	

12. Les efforts entrepris pour augmenter l'utilisation accrue des capacités de la navigation fluvio-maritime en vue de réduire la part du transit de marchandises par voie terrestre ont-ils été soutenus ?			
Oui		Non	X

Si oui, comment ?

### Article 11 du protocole Transports – Transports routiers

13. De nouvelles routes à grand débit pour le trafic transalpin ont-elles été construites ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, lesquelles ?

14. Comment les conditions requises visées à l'article 11 paragraphe 2 ont-elles été mises en oeuvre dans votre pays ?

### Article 12 du protocole Transports – Transports aériens

15. Des mesures ont-elles été prises pour diminuer les nuisances pour l'environnement causées par le trafic aérien, y compris le bruit causé par les aéronefs ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquelles ?

Limitations des vols.

16. La dépose à partir d'aéronefs en dehors des aéroports est-elle autorisée ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

Si oui, sous quelles conditions ?			

17. Des mesures adéquates ont-elles été prises pour limiter localement et temporairement les activités aériennes non-motorisées de loisir afin de protéger la faune sauvage ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles			
Prescriptions relatives à la limitation du transport aérien aux niveaux régional et national.			

18. Le système de transport public reliant les aéroports se trouvant en bordure des Alpes aux différentes régions alpines a-t-il été amélioré, afin d'être en mesure de répondre à la demande des transports sans augmenter pour autant les nuisances sur l'environnement ?			
Oui		Non	X
Si oui, comment ? Veuillez mentionner des exemples.			

19. De nouveaux aéroports ont-ils été construits dans l'espace alpin ou des aéroports existants y ont-ils été fortement agrandis, depuis l'entrée en vigueur du protocole ?			
Oui		Non	X

**Article 13 du protocole Transports – Installations pour le tourisme**

20. Les effets sur le trafic de nouvelles installations touristiques ont-ils été évalués et le sont-ils en prenant en compte les objectifs de ce protocole ?			
Oui	X	Non	
Est-ce que les prescriptions juridiques prévoient un tel examen ?			
Oui	X	Non	

Si oui, veuillez mentionner la ou les prescriptions juridiques.

*Loi sur la construction;*  
*loi pour la protection de l'environnement.*

21. Est-ce que l'aménagement de nouvelles installations touristiques est assorti, si nécessaire, de mesures préventives ou compensatoires pour atteindre les objectifs du présent protocole et des autres protocoles ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

22. Est-ce que, en cas d'aménagement d'installations touristiques, la priorité est donnée aux moyens de transport publics ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

23. La création et le maintien de zones à faible circulation et de zones exemptes de circulation, l'exclusion des voitures dans certains lieux touristiques ainsi que les mesures favorisant le transport des touristes sans voiture (accès et séjour) bénéficient-elles d'un soutien ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, comment ? Veuillez donner des exemples.

Prescriptions des collectivités territoriales locales.

#### **Article 14 du protocole Transports – Coûts réels**

24. Le principe du pollueur-payeur est-il appliqué pour mettre en place un système de calcul permettant de déterminer les coûts des divers organes de transports, y compris d'infrastructure, et les coûts externes (p. ex. à la suite d'accidents et de pollutions) ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

25. Un système permettant de calculer les coûts d'infrastructure et les coûts externes a-t-il été mis au point ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

26. A-t-on introduit d'autres systèmes de tarification spécifiques au trafic, qui permettent d'imputer équitablement ces coûts réels à leur générateur ?

Non			
-----	--	--	--

Non, en préparation (stade précoce)	X
Non, en préparation (stade avancé)	
Oui	
Oui. Ils sont d'ores et déjà appliqués.	
Si oui, veuillez décrire ces systèmes de tarification en détail.	

**Article 15 du protocole Transports – Offre et utilisation en matière d'infrastructures de transport**

27. L'état d'avancement et de développement des infrastructures et des systèmes de transport à grand débit de même que l'état de leur utilisation ou, selon les cas, de leur amélioration de même que l'état d'avancement et de développement de la réduction des pollutions sont-ils inscrits dans un document de référence, en respectant une présentation homogène, et mis périodiquement à jour ?			
Oui		Non	X
Si oui, peut-on consulter ce document de référence ?			

28. Dans le cas où un document de référence est établi, procède-t-on à un examen sur la base de celui-ci pour savoir dans quelle mesure la mise en oeuvre contribue à la réalisation et à la poursuite du développement des objectifs de la Convention alpine et notamment du présent protocole ?			
Oui		Non	X
Si oui, quel est le résultat de cet examen ?			

**Article 16 du protocole Transports – Objectifs, critères et indicateurs de qualité environnementale**

29. Des objectifs de qualité environnementale permettant la mise en place de moyens de transport durables ont-ils été déterminés et mis en oeuvre ?			
Oui		Non	X
Si oui, sous quelles conditions et quelles prescriptions juridiques les réglementent ?			

**Article 17 du protocole Transports – Coordination et information**

30. Est-ce qu'avant de prendre des décisions importantes en matière de politique de transport une concertation avec d'autres Parties contractantes en vue de les inscrire dans une politique d'aménagement du territoire transfrontalière harmonisée a lieu ?			
Oui	X	Non	
De telles concertations ont-elles eu lieu ?			
Oui	X	Non	

Si c'est le cas, veuillez mentionner des exemples.			
Ouverture des cols de montagne;			
Tunnel (tunnel de Loibl, tunnel des Karawanke).			

31. Des rencontres avec d'autres Parties contractantes ont-elles eu lieu dans le but d'encourager les échanges d'information et/ou d'examiner les effets des mesures prises à la suite du présent protocole?			
Oui		Non	X
Si oui, veuillez mentionner des exemples.			

### Article 6 du protocole Transports - Réglementations nationales renforcées

32. Des mesures complémentaires à celles envisagées par le présent protocole ont-elles été prises ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Accord avec les collectivités territoriales locales et les autres départements.			

### Difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du protocole Transports

33. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en oeuvre du protocole ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

34. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !			

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :			

## ***H. Protocole d'application de la Convention alpine de 1991 dans le domaine de l'énergie (Protocole du 16.10.1998)***

### **Article 2 du protocole Énergie – Engagements fondamentaux**

1. Est-ce que l'utilisation de sources d'énergies renouvelables dans l'espace alpin est encouragée par des programmes de développement dans le cadre d'une collaboration mutuelle ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

2. Les espaces protégés avec leurs zones-tampons, les autres zones de protection et de tranquillité ainsi que les zones intactes du point de vue de la nature et du paysage sont-elles préservées et les infrastructures énergétiques sont-elles optimisées en fonction des différents niveaux de vulnérabilité, de tolérance et de détérioration des écosystèmes alpins ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

3. Existe-t-il une coopération avec d'autres Parties contractantes dans le domaine de l'énergie, en vue de développer des méthodes pour une meilleure prise en considération de la vérité des coûts ?

Oui		Non	X
-----	--	-----	---

4. Le renforcement de la coopération internationale au niveau des organismes s'occupant directement des problèmes énergétiques et environnementaux, ayant pour but de trouver des solutions faisant l'unanimité aux problèmes communs, est-il encouragé ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

5. Veuillez cocher la ou les formes qui conviennent le mieux pour décrire cette coopération.

Conventions bilatérales	
Conventions multilatérales	
Soutien financier	
Formation continue / entraînement	
Projets communs	
Autres	
Si vous avez coché « autres », veuillez donner des détails sur la coopération	

Veillez expliquer quelle est la forme ou quelles sont les formes de coopération qui fonctionnent le mieux et pourquoi.

**Article 3 du protocole Énergie – Conformité avec le droit international et avec les autres politiques**

6. La mise en oeuvre du protocole Énergie s’effectue-elle en conformité avec les normes légales internationales en vigueur, particulièrement celles de la Convention alpine et de ses protocoles d’application ainsi qu’avec les accords internationaux en vigueur ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

**Article 5 du protocole Énergie – Économies d’énergie et utilisation rationnelle de l’énergie**

7. Est-ce qu’ont été élaborés des concepts favorisant une meilleure compatibilité environnementale de l’utilisation de l’énergie, encourageant en priorité les économies d’énergie et son utilisation rationnelle, notamment en ce qui concerne les procédés de production, les services publics, les grandes infrastructures hôtelières ainsi que les installations de transport, d’activités sportives et de loisir ?

Oui	X	Non	
-----	---	-----	--

Si oui, lesquels ?

- Promotion de l’élaboration des concepts en matière d’énergie par les collectivités territoriales locales ;
- Promotion de l’élaboration de contrôles de l’énergie utilisée dans les procédés industriels et le bâtiment;
- Promotion de la réalisation d’études de faisabilité de projets d’investissement (par exemple : utilisation des chaleurs d’échappement, coproduction de chaleur et de courant);
- Projets de démonstration pour une utilisation performante de l’énergie;
- Aides financières pour la rénovation de maisons d’habitation favorisant les économies d’énergie et l’utilisation de sources d’énergie renouvelables.

8. Des mesures ont-elles été adoptées et des dispositions ont-elles été prises	Oui	Non
--	-----	-----

notamment dans les domaines énumérés ci-dessous :		
amélioration de l'isolation des bâtiments et de l'efficacité des systèmes de distribution de chaleur ?	X	
optimisation des rendements des installations de chauffage, de ventilation et de climatisation ?	X	
contrôles périodiques et réduction, le cas échéant, des émissions polluantes des installations thermiques ?	X	
économies d'énergie grâce à des procédés technologiques modernes pour l'utilisation et la transformation de l'énergie ?	X	
calcul individuel des coûts de chauffage et d'eau chaude ?	X	
planification et promotion de nouveaux bâtiments utilisant des technologies à faible consommation d'énergie ?	X	
promotion et mise en oeuvre de projets énergétiques et climatiques communaux / locaux, conformément aux mesures prévues à l'article 2, paragraphe 1 alinéa c du protocole Énergie ?	X	
amélioration énergétique des bâtiments en cas de transformation et encouragement à l'utilisation de systèmes de chauffage respectant l'environnement ?	X	

### Article 6 du protocole Énergie – Ressources d'énergie renouvelables

9. Est-ce que les ressources d'énergie renouvelables sont encouragées et se voient accorder la préférence selon des modalités respectueuses de l'environnement et du paysage ?			
Oui	X	Non	

10. Quels sont les instruments et les mesures générales d'ordre politique (p. ex. rachat de l'électricité produite, programmes d'encouragement, promotion de la recherche, etc.) qui sont mis en oeuvre pour encourager une plus large utilisation des énergies renouvelables ?
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Activités d'information, de sensibilisation et de formation (diffusion du savoir) ;</li> <li>- Attribution de subventions pour contrôler l'utilisation de l'énergie ;</li> <li>- Attribution de subventions pour l'élaboration de concepts locaux en matière d'énergie ;</li> <li>- Attribution de subventions pour la réalisation d'études de faisabilité des projets d'investissements dans les énergies renouvelables (biomasse, soleil, pompes à chaleur, utilisation de l'énergie géothermique) ;</li> </ul>

- Cofinancement des projets d'investissements (biomasse, soleil, pompes à chaleur, utilisation de l'énergie géothermique) ;
- Tarifs plus avantageux pour l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables.

11. Est-ce que les concepts intègrent notamment les points ci-dessous ?	Oui	Non
Le soutien de l'utilisation d'installations décentralisées pour l'exploitation de ressources d'énergie renouvelable comme l'eau, le soleil, la biomasse	X	
Le soutien de l'utilisation des ressources d'énergie renouvelable, même combinée avec l'approvisionnement conventionnel existant	X	
L'encouragement de l'utilisation rationnelle des ressources en eau et en bois provenant de la gestion durable des forêts de montagne pour la production de l'énergie		

12. Si l'utilisation d'installations décentralisées bénéficie d'un encouragement, veuillez décrire celui-ci.

Allocation de subventions pour réaliser des études de faisabilité et cofinancement des investissements;

Tarifs plus avantageux pour l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables.

13. Est-ce que la part des énergies renouvelables sus-mentionnées dans l'alimentation en électricité et en chaleur et dans les carburants proposés a augmenté, est demeurée inchangée ou a baissé depuis l'entrée en vigueur du protocole Énergie ? Les réponses seront ventilées en fonction des types de ressources énergétiques. (Veuillez cocher la case correspondante.)	a augmenté	est demeurée inchangée	a baissé
Soleil	X		
Biomasse	X		
Eau	X		
Vent		X	
Géothermie	X		

### Article 7 du protocole Énergie – Énergie hydraulique

14. Est-ce que le maintien des fonctions écologiques des cours d'eau et l'intégrité des paysages

est assuré à travers des mesures appropriées, comme la détermination de débits minimaux, la mise en oeuvre de normes pour la réduction des fluctuations artificielles du niveau d'eau et la garantie de la migration de la faune, pour les nouvelles centrales hydroélectriques et, lorsque cela est possible, pour celles déjà existantes ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, comment ?

--

15. Est-ce que le régime des eaux est sauvegardé dans les zones réservées à l'eau potable, dans les espaces protégés avec leurs zones tampons, les autres zones protégées et de tranquillité ainsi que dans les zones intactes au point de vue de la nature et du paysage ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, quelles mesures ont été prises à cet effet ?

--

16. A-t-on créé des incitations ou existe-t-il des prescriptions juridiques pour que soit donnée la priorité à la remise en service de centrales hydroélectriques désaffectées sur la construction de nouvelles installations – tout en sauvegardant les écosystèmes aquatiques et les autres systèmes concernés ?

Oui		Non	
-----	--	-----	--

Si oui, lesquelles ?

--

17. A-t-on examiné comment faire payer aux consommateurs finaux des ressources alpines des prix conformes au marché et dans quelle mesure des prestations fournies par la population locale

dans l'intérêt général pouvaient être compensées équitablement ?			
Oui		Non	
Si oui, quel en a été le résultat?			

### Article 8 du protocole Énergie – Énergie à partir de combustibles fossiles

18. Est-il garanti que dans le cas de nouvelles installations thermiques utilisant des combustibles fossiles pour la production d'énergie électrique et/ou de chaleur, on a recours aux meilleures techniques disponibles ?			
Oui	X*	Non	
Si oui, est-ce que cela est régi par des prescriptions juridiques ?			
Oui	X*	Non	

19. Pour les installations existantes dans l'espace alpin, les émissions ont-elles été limitées en utilisant des technologies et/ou des combustibles appropriés ?			
Oui		Non	
Quelles en ont été les répercussions sur le volume d'émissions ?(Veuillez cocher la réponse correspondante.)	elles ont augmenté	elle sont demeurées inchangées	elles ont diminué

20. A-t-on vérifié la faisabilité technique et économique ainsi que la compatibilité environnementale du remplacement d'installations thermiques utilisant des combustibles fossiles par des installations utilisant des sources d'énergie renouvelable et par des installations décentralisées ?			
Oui	X	Non	
Si oui, quel en a été le résultat ?			
Les résultats des contrôles sont présentés avec les études correspondantes et diffèrent d'un cas à			

l'autre ; il faut décider concrètement au cas par cas si le remplacement d'une installation thermique est justifié.

21. Des mesures tendant à favoriser la cogénération ont-elles été adoptées ?

Oui

X

Non

Si oui, lesquelles ?

Attribution du statut de « producteur qualifié » et tenue du registre correspondant ;

Tarifs plus avantageux pour l'électricité produite par la chaleur et l'énergie électrique dans des centrales de cogénération.

22. Les systèmes de contrôle des émissions et des immissions se trouvant dans les zones frontalières ont-ils été harmonisés et connectés avec ceux d'autres Parties contractantes ?

Oui

Non

Si oui, veuillez donner des détails.

### Article 9 du protocole Énergie – Énergie nucléaire

23. Est-il procédé, dans le cadre des conventions internationales, à l'échange de toutes les informations sur les centrales et autres installations nucléaires qui ont – ou pourraient avoir – des conséquences dans l'espace alpin, dans le but de protéger à long terme la santé de la population, la faune, la flore, leur biocénose, leur habitat et leurs interactions ?

Oui

Non

Si oui, veuillez donner des détails.

24. Les systèmes de surveillance de la radioactivité ambiante ont-ils été harmonisés avec ceux d'autres Parties contractantes et connectés avec ceux-ci ?			
Oui		Non	
Si oui, veuillez donner des détails.			

**Article 10 du protocole Énergie – Transport et distribution d'énergie**

25. En cas de construction de lignes de transport d'énergie électrique et de stations électriques y afférentes ainsi que d'oléoducs et de gazoducs, y compris les stations de pompage et de compression, et les installations qui ont des effets importants sur l'environnement, toutes les mesures nécessaires sont elles prises afin d'atténuer les nuisances pour la population et l'environnement ?			
Oui	X	Non	
Si oui, lesquelles ?			
Conformément à la législation en matière d'environnement, le contrôle de compatibilité environnementale et le rapport correspondant sont en préparation. Des mesures appropriées résultent de ce rapport de compatibilité environnementale.			

26. Fait-on en sorte que les structures et les tracés de lignes déjà existants soient utilisés dans toute la mesure du possible ?			
Oui	X	Non	
Si oui, comment ?			
La stratégie de développement du territoire slovène indique l'utilisation minimale des lignes et des infrastructures existantes ainsi que la planification de nouvelles lignes ou de passages, uniquement où aucune autre solution n'est possible.			

27. Est-il tenu compte, en ce qui concerne les lignes de transport d'énergie, de l'importance des espaces protégés ainsi que des zones tampon, des autres zones protégées et de tranquillité ainsi que des zones intactes du point de vue de la nature et du paysage ainsi que de l'avifaune ?			
Oui	X	Non	

Si oui, comment ?

Conformément à la législation en matière d'environnement (contrôle de compatibilité environnementale).

### Article 11 du protocole Énergie – Renaturalisation et génie de l'environnement

28. Quelles sont les modalités selon lesquelles la remise à l'état naturel des sites et des milieux aquatiques à la suite de l'exécution de travaux publics ou privés dans le domaine énergétique ayant des effets sur l'environnement et les écosystèmes doit être établie dans les avant-projets ? (Veuillez donner des détails et indiquer les prescriptions juridiques.)

### Article 12 du protocole Énergie – Evaluation de l'impact sur l'environnement

29. Des évaluations de l'impact sur l'environnement sont-elles conduites avant la mise en oeuvre de tout projet d'installations énergétiques visées aux articles 7, 8, 9 et 10 du protocole Énergie ainsi que lors de toute modification substantielle de ces mêmes installations ?

Oui

X

Non

Si oui, quelles sont les réglementations correspondantes et que contiennent-elles ?

*Loi de protection de l'environnement* (le paragraphe 3 prévoit un examen global de la compatibilité environnementale).

30. Les réglementations nationales en vigueur contiennent-elles des prescriptions juridiques en vertu desquelles les meilleures techniques disponibles doivent être adoptées pour éliminer ou atténuer l'impact sur l'environnement ?

Oui

X

Non

31. Est-ce que le démantèlement des installations désaffectées non respectueuses de l'environnement y est prévu en tant que possibilité, parmi d'autres, permettant d'éviter des impacts sur l'environnement?

Oui

Non

Si oui, sous quelles conditions et quelles sont les réglementations correspondantes ?

32. Est-ce que, dans le cas de la construction de nouvelles installations et d'importants agrandissements de grandes infrastructures énergétiques, on procède à une évaluation de l'impact sur l'environnement alpin ainsi qu'à une évaluation des effets locaux et socioéconomiques qui inclut une consultation au niveau international lorsque les effets risquent d'être transfrontaliers ?

Oui

X

Non

### Article 13 du protocole Énergie - Concertation

33. Dans le cas de projets pouvant avoir des effets transfrontaliers, procède-t-on à des consultations préalables portant sur leurs impacts ?

Oui

Non

34. Dans le cas des projets pouvant avoir des effets transfrontaliers, les Parties contractantes concernées ont-elles l'occasion de formuler en temps utile leurs remarques ?

Oui

X

Non

Si oui, ces remarques sont-elles prises en compte de manière adéquate dans le cadre de la procédure d'autorisation ?

Oui

X

Non

35. L'exécution des consultations et la possibilité de formuler des remarques de même que leur prise en compte sont-elles régies par des prescriptions juridiques ?

Oui

X

Non

Si oui, lesquelles? Veuillez mentionner les prescriptions juridiques.

*Loi d'aménagement du territoire, loi de protection de l'environnement.*

36. Dans le cas de projets énergétiques, risquant d'avoir des effets transfrontaliers très importants, qui ont été prévus ou mis en oeuvre par une autre Partie contractante, votre pays a-t-il été consulté

avant la réalisation du projet ?					
Oui		Pas toujours		Non	
Si vous avez coché « Non » ou « Pas toujours », veuillez mentionner le ou les cas, dans lesquels votre pays n'a pas été consulté, en indiquant de quelle autre Partie contractante il s'agit et la date approximative de la réalisation du projet à propos duquel des consultations n'ont pas eu lieu.					

### Article 14 du protocole Énergie – Mesures complémentaires

37. Des mesures complémentaires à celles envisagées dans le protocole ont-elles été prises ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

### Difficultés rencontrées lors de la mise en oeuvre du protocole Énergies

38. Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des difficultés lors de la mise en oeuvre du protocole ?			
Oui		Non	
Si oui, lesquelles ?			

### Évaluation de l'efficacité des mesures prises

39. Veuillez évaluer l'efficacité des mesures prises !

Emplacement prévu pour vos éventuelles remarques supplémentaires :

\* QUESTION N°18:

Aucune autorisation légale en matière d'énergie ne sera délivrée si la puissance utile à la transformation de combustibles fossiles primaires et la pollution ne correspondent pas au niveau enregistré par les dernières technologies écologiques (*règlement concernant les conditions d'attribution d'une autorisation légale en matière d'énergie*).

Ordonnance concernant la puissance utile exigée pour les nouvelles chaudières à eau chaude à carburant gazeux ou liquide.